

Université de Montréal

**Le projet GAP de la Turquie : au-delà du développement**

Présenté par

Julie HARB

Études Internationales

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention du grade de  
Maitre es sciences (M. Sc.) en Études internationales, Cultures, conflits et paix

Sébastien Nobert

Directeur de recherche

Août 2020

## -RESUMÉ-

Le Projet GAP ou «South-East Anatolia Development Project » en Turquie est l'un des vastes projets de développement au monde, consistant en la construction de 21 barrages et de 19 centres hydro-électriques sur les fleuves de l'Euphrate et du Tigre.

Toutefois, ce projet pose de nombreuses controverses au cours de la dernière décennie tant au niveau national, avec la question kurde, qu'au niveau régional, en raison de l'enjeu du partage de l'eau avec les pays voisins, notamment la Syrie et l'Irak. Néanmoins, ce sujet fut évoqué dans la plupart des cas sous l'angle exclusif de la question conflictuelle kurde.

Les objectifs de mon mémoire cherchent à comprendre l'utilisation du projet GAP par le gouvernement turc dans les constructions nationales et politiques de la Turquie de 1930 et 1980 dans un but de souveraineté et puissance nationale. Cette analyse s'effectue dans un cadre plus général de géopolitique et d'histoire politique. En s'appuyant sur des travaux en matière de géopolitique et de puissance, et surtout sur les théories de construction nationale, ce mémoire se penche sur l'évolution du projet GAP, ainsi que sur son instrumentalisation dans la construction nationale de 1930 et la reconstruction politique et nationale de 1980.

Mots clés : Géopolitique, Histoire-politique, Güneydoğu Anadolu Projesi (GAP), Sud-Est, Nation Building, Puissance, Turcisme, Mustafa Kemal, Turgut Özal.

## -ABSTRACT-

The GAP or “South-Eastern Anatolia Development Project” in Turkey is one of the vast development projects in the world, consisting of the construction of 21 dams and 19 hydroelectric centers on the Euphrates and Tigris rivers.

However, this project posed many controversies during the last decade both at the national level, with the Kurdish question, and at the regional level, because of the issue of sharing water with neighboring countries, notably Syria and Iraq. Nevertheless, this subject was debated in most cases exclusively from the perspective of the Kurdish conflict issue.

The objectives of my dissertation are to understand the use of the GAP project by the Turkish government in the national and political constructions of Turkey in 1930 and 1980 with the aim of sovereignty and national power. This analysis is carried out in a more general framework of geopolitics and political history. Drawn on work of geopolitics and power, and especially on theories of national construction, this dissertation focuses mainly on the evolution of the GAP project, as well as its instrumentalization in the national construction of 1930 and the political and national reconstruction of 1980.

Keywords: Geopolitics, History-politics, Güneydoğu Anadolu Projesi (GAP), South-East, Nation Building, Power, Turquism, Mustafa Kemal, Turgut Özal.

## -TABLE DES MATIÈRES-

<b>PARTIE I – INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>Chapitre I- Introduction</b>	<b>2</b>
<b>Chapitre II- Tour d’horizon de la littérature</b>	<b>5</b>
2.1 Des exemples du monde : l’aménagement des ressources hydriques et la politique	5
2.2 La discipline de Géopolitique : cadre de l’aménagement des ressources hydriques	6
2.3 Le projet GAP : entre sécurité, développement et question Kurde	9
<b>Chapitre III – La Puissance, le Nation Building et le Projet GAP</b>	<b>16</b>
3.1 La notion de Puissance	16
3.2 Le Nation Building	18
<b>Chapitre IV- Méthodologie</b>	<b>23</b>
4.1 Techniques de collecte de données	23
4.2 Techniques d'analyse des données	26
4.3 Réflexions personnelles sur le processus de recherche	26
<b>PARTIE II – LE NATION BUILDING TURC ET LE PROJET GAP de 1930</b>	<b>28</b>
<b>Chapitre V –Le début de la construction nationale de l’Empire à Mustafa Kemal</b>	<b>29</b>
5.1 Les caractéristiques de l’Empire Ottoman	30
5.2 La transition vers la République Moderne Turque : entre modernisation, idéologie et nationalisme	31
5.3 Mustafa Kemal, le précurseur de la République Turque et les enjeux post-guerre	36
<b>Chapitre VI –Le projet GAP, miroir de la construction nationale turque?</b>	<b>42</b>
6.1 Le projet GAP : un projet de réforme économique et de rupture avec le passé ottoman	42
6.2 Le projet GAP et le turcisme	47
<b>PARTIE III – LE RECONSTRUCTION NATIONALE ET POLITIQUE TURQUE ET LE PROJET GAP des années 1980</b>	<b>54</b>
<b>Chapitre VII- Le GAP et les réformes des années 1980</b>	<b>55</b>

7.1 L'enjeu kurde de la Turquie : du début de la République jusqu'aux années Özal	55
7.2 Les réformes du Projet GAP de 1989	60
<b>Chapitre VIII – Le projet GAP : un instrument de reconstruction nationale et politique à l'ère de Turgut Özal</b>	<b>68</b>
8.1 Le néolibéralisme d'Özal et le projet GAP	69
8.2 Le projet GAP au cœur des transformations institutionnelles, culturelles et modèle de la nouvelle politique étrangère turque	77
<b>PARTIE IV- CONCLUSION</b>	<b>85</b>
<b>RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES</b>	<b>90</b>

## **-LISTE DES CARTES-**

Carte 1. La région du Sud-Est de la Turquie : région du projet GAP	<b>3</b>
Carte 2. La division de l'Empire Ottoman à la veille de la Première Guerre Mondiale et le territoire du Kurdistan	<b>56</b>
Carte 3. Les sites des divers barrages du projet GAP du Sud-Est	<b>85</b>

## **-LISTE DE FIGURES-**

Figure 1. Puzzle de Mustafa Kemal- Souvenir Librairie	<b>36</b>
Figure 2. Autocollants de la signature de Mustafa Kemal, vendus au Bazaar comme souvenir	<b>37</b>
Figure 3. Ataturk Dam. – Photos, Sanliurfa, Turkey, Middle East	<b>61</b>
Figure 4. "Mrs. Margaret Thatcher with Mr. Turgut Özal, the Turkish Prime Minister, when he called on her at No 10 Downing Street. Mr. Özal arrived in Britain on a three-day visit"	<b>70</b>
Figure 5: Inégalité des revenus en Turquie entre 1960-2010	<b>77</b>

**-LISTE DES SIGLES ET DES ABRÉVIATIONS-**

**BM** *Banque Mondiale*

**FMI** *Le Fonds Monétaire International*

**GAP** *Güneydoğu Anadolu Projesi*

**OCDE** *Organisation de Coopération et de Développement Économiques*

**PIB** *Produit Intérieur Brut*

**PKK** *Partiya Karkerên Kurdistan*

**PRB** *Produit Régional Brut*

**UNDP** *Le Programme des Nations Unies pour le Développement*

*À mes deux grands-pères que je n'ai pas eu la chance de rencontrer, mais dont j'ai sûrement hérité l'amour de la politique de l'un et la quête de l'aventure de l'autre.*



Je tiens à remercier M. Sébastien Nobert, professeur au Département de Géographie de l'Université de Montréal et directeur de ce mémoire, pour l'aide qu'il a fournie et ses connaissances transmises. Je le remercie également pour sa disponibilité, son temps et surtout sa patience et son support continu avec tous les développements et changements que mon sujet a dû subir. Finalement, et grâce à la qualité de ses conseils, il a contribué à alimenter ma réflexion, à me questionner et critiquer mes propos et connaissances. Je vous remercie de tout cœur.

Je tiens à saisir cette occasion et adresser mes profonds remerciements et ma reconnaissance aux responsables et au personnel du département des Études Internationales de l'Université de Montréal, ainsi qu'à mes professeurs qui m'ont accompagnée dans mon parcours académique au Liban, pour la richesse et la qualité de leur enseignement et service.

De même, je remercie le personnel de la Bibliothèque National Milli Kütüphanesi, et le personnel du Directorate des Archives de la République T.C. Cumhurbaşkanlığı Devlet Arşivleri Başkanlığı, pour leur coopération et assistance dans mon étude de terrain à Ankara, Turquie ainsi que toute personne ayant contribué directement ou indirectement à ma recherche.

Un grand merci à mon père, Walid, qui me soutient et croit en moi depuis toujours; À ma mère, Houaida, qui m'a appris la résilience, le courage et la confiance en soi. À ma sœur, Jackie, qui jusqu'à maintenant m'explique les accords des verbes, et m'encourage dans mes pires et meilleurs moments. Je peux toujours compter sur toi. À Julien, qui n'arrête de me faire rire et m'inspire le bonheur, la joie, et parfois la taquinerie. À Hassib, mon oncle - deuxième père, qui m'a transmis la passion pour les voyages, la lecture et Oum Kalthoum. Je te remercie pour ton amour et soutien. À Nathalie et Natacha, pour leur amour et présence dans ma vie. Je vous dois tellement.

À Maysam, mon amie et colocataire, qui m'a accompagnée dans ce long parcours et a dû subir mon stress, mes hauts et bas, mais a pu finalement apprendre par cœur l'histoire turque ! Je te remercie pour ta patience, tes encouragements et ta présence. À Rose, qui n'arrête de m'inspirer et me surprendre, je te remercie d'être-là. À Hiba, qui croit en moi et me pousse toujours à mieux faire, je te remercie pour tes conseils. À Amandine, pour ses encouragements et son intérêt partagé pour Aristote. À Gaëlle et Dima, mes amies du Liban, qui m'inspirent la force et la positivité et avec qui je partage les meilleurs souvenirs, je remercie votre présence dans ma vie.

À Esma, et sa famille en Turquie, qui m'ont accueillie et ont fait de Malatya ma seconde maison en Turquie. Je remercie votre hospitalité, amour et conseils. Je rêve toujours de notre petit-déjeuner, de nos balades dans le Bazar et de la confiture aux fraises. J'en suis reconnaissante.

À mon pays, qui me rend fière et triste, je souhaite ta guérison rapide.

Finalement, même si c'est hors du commun, je voudrais remercier Phoebe Buffay (Lisa Kudrow) de la série télévisée F.R.I.E.N.D.S qui n'a jamais arrêté de me faire rire et me remonter le moral avec ses blagues et bêtises. Je sais que c'est un personnage fictif.

**-PARTIE I- INTRODUCTION-**

## -CHAPITRE I -INTRODUCTION-

« L'homme malade de l'Europe » ne semble plus correspondre à l'état actuel de la Turquie. Avec sa création en 1923, la Turquie n'a cessé de surprendre le monde à travers son pouvoir de consolidation nationale depuis la fin de la Première Guerre Mondiale alors que le reste des pays voisins résidaient sous une dominance occidentale. Ou à travers son ouverture vers l'Europe plus tard dans les années 1990 mais surtout vers le Moyen Orient, faisant en sorte de submerger les marchés voisins par ses marchandises ainsi que par ses produits culturels (télévision) contenant parfois plus de 50 épisodes, mais réussissant tout de même à capter le cœur et la tête des spectateurs. Cette ouverture turque marque le début d'une hégémonie régionale culturelle et politique et d'une naissance de « puissance moyenne émergente » au début du nouveau millénaire (Jabbour, 2017, p.27).

Toutefois, cette émergence ne passe pas sans controverses et polémiques, particulièrement de nos jours, où les actualités du monde couvrant les diverses actions et nouvelles turques ne sont plus rares, reportant ainsi l'intervention dans la crise syrienne, les développements de la question Kurde, ou s'intéressant même au personnage du président actuel Recep Tayyip Erdoğan, et qu'aux « fluctuations » des rapports avec l'Union Européenne définies tantôt par des visites et des sourires, tantôt par un probable déclenchement d'une crise de réfugiés. Tout cela peut être débattu, nié ou accepté, mais une chose est sûre, la Turquie a pu s'imposer sur la scène internationale à travers sa politique étrangère, sa position géographique, mais aussi grâce à ses projets d'industrialisation et de développement.

En effet, un des grands projets de développement en Turquie se situe au Sud-Est du pays reconnu sous le nom de *Güneydoğu Anadolu Projesi GAP*, qui reflète à son tour une polémique politique et académique se situant entre développement et sécurité, nous développerons en détails dans les prochaines sections. Le Projet GAP ou «South-East Anatolia Development Project » de la Turquie, est l'un des projets de développement les plus vastes au monde, qui consiste en la construction de 21 barrages et 19 centres hydro-électriques sur les deux fleuves de l'Euphrate et du Tigre. La région du Sud-Est de construction comprend plusieurs provinces : Adiyaman, Batman, Diyarbakır, Gaziantep, Kilis, Mardin, Siirt, Sanliurfa et Irnak, englobant environ 10% de la surface totale de la Turquie et de sa population (Olçay Unver, 2010, p.453).



Carte 1. La région du Sud-Est de la Turquie : région du projet GAP, (Photo : <http://www.gap.gov.tr/>)

Quant à sa population, cette région du Sud-Est est assez hétérogène sur le plan ethnique : une enquête de 2010 indique que 50,9% de la population de la région parle le Kurde, 34,2% parle le Turc, 9,4% parle l'Arabe et 5,5% parle le Zazaki<sup>1</sup>. Bien que la langue ne puisse être le reflet exact d'une diversité ethnique, ces chiffres démontrent toutefois la présence d'une majorité Kurde.

Supposé représenter un simple projet d'aménagement de ressources hydriques et d'électrification, le projet GAP, dont sa création date des années 1930, s'inscrit dans une évolution qui accompagna la naissance de la République Turque moderne. Ainsi, la question qui se pose est :

Pourquoi le projet GAP dépasse-t-il le simple projet d'aménagement de ressources hydriques pour devenir un projet témoignant des changements historiques de la Turquie Moderne ?

Dans le chapitre suivant, nous entamerons un tour d'horizon littéraire des notions en lien avec le projet GAP, tels que l'eau comme facteur politique dans le monde, la géopolitique comme discipline, mais aussi un aperçu rapide de l'histoire ainsi que de la littérature touchant directement le projet GAP et ses effets internes et externes. Dans le troisième chapitre, nous essayerons de situer le projet GAP dans la théorie touchant à la notion de puissance et surtout à la notion de Nation Building qui se trouve au cœur de notre analyse. Par la suite, au quatrième chapitre, nous expliquerons la méthodologie et l'analyse adoptées dans la recherche, notamment en lien avec les données récoltées durant mon terrain à Ankara, tout en donnant un rapide aperçu des divers enjeux et défis auxquels j'ai fait face. Dans notre cinquième chapitre, nous

---

<sup>1</sup> Enquête de 2010: Birsen Gökçe, Aytül Kasapoğlu, Nilay Çabuk Kaya, and Zuhul Güler, Bölgesel Kalkınmanın Can Suyu GAP: Karşılaştırmalı Sosyal ve Ekonomik Yapı Araştırması (Ankara: GAP-BKİ and Sosyoloji Derneği, 2010) .

analyserons les caractéristiques de l'Empire Ottoman, pour exposer par la suite, les réformes qui ont eu lieu face à la prise de conscience du retard par le pouvoir central mais aussi par d'autres fractions de la société telles que le mouvement des Jeunes Turcs et de Ziya Gökalp l'idéologue et penseur de la turcification. De même, nous exposerons l'arrivée au pouvoir de Mustafa Kemal et les divers enjeux sécuritaires auxquels la Turquie fera face avec sa naissance. Lors du sixième chapitre, nous essayerons de comprendre le projet GAP dans la construction nationale de la Turquie Moderne de Mustafa Kemal en s'intéressant aux quatre piliers : l'économie, la culture, le droit et la force. De même, en se basant sur les analyses de la littérature grise, les discours de Kemal et les données de mon étude de terrain en Turquie, nous apporterons un nouvel éclairage sur le projet GAP afin d'identifier ses liens avec la notion de puissance et de matérialisation de la souveraineté nationale et politique. Notre septième chapitre portera une attention particulière à la question kurde et aux réformes du projet. Cet intérêt nous permettra de déduire que les changements au projet GAP des années 1980 touchent à une ambition de développement économique régional, notamment au vu de la défavorisation et marginalisation de la région du Sud-Est. Toutefois, nous allons pouvoir déduire de ce chapitre, et cela contrairement à la littérature dominante sur les réformes du GAP des années 1980, que ces dernières rentrent surtout dans une réforme nationale entamée par Turgut Özal. Finalement, dans notre dernier chapitre et en adoptant le modèle de Rokkan (1971), nous allons tenter de comprendre les réformes özaliennes économiques de néolibéralisme, culturelles et législatives des droits de l'homme, mais aussi idéologiques, et les ambitions politiques d'ouverture et de rapprochement avec les pays musulmans dans un cadre de reconstruction nationale et idéologique. Ceci en se penchant sur la littérature des réformes de Turgut Özal et de l'archive collectée à Ankara. Nous finirons ainsi notre mémoire par un chapitre de conclusion qui reprendra les points clés de notre analyse et raisonnement méthodologique répondant de ce fait à notre question de départ.

## -CHAPITRE II- TOUR D’HORIZON DE LA LITTÉRATURE-

*‘Water is indeed not just H2O’- Swyngedouw, 2015*

Nous allons, à travers ce chapitre, situer le projet GAP dans la littérature géopolitique et de l’aménagement des ressources hydriques afin d’analyser la littérature existante sur le projet turc. Pour cela, nous explorerons d’abord la littérature sur l’aménagement des ressources hydriques dans le cadre général de la discipline de géopolitique. Puis, dans une seconde partie, nous analyserons l’évolution historique du projet GAP et la littérature le concernant pour ensuite en déduire les limites et défauts des travaux académiques, et ainsi introduire notre cadre d’analyse (détaillée dans le chapitre III).

### **2.1 Des exemples du monde : l’aménagement des ressources hydriques et la politique**

La citation d’Erik Swyngedouw reflète en effet plusieurs exemples du monde qui peuvent témoigner de ce lien entre politique et ressources hydriques. Notamment, le cas espagnol démontre cette relation : après que l’Espagne se soit imposée comme un Empire dépassant les frontières européennes, le XIXe siècle va marquer un tournant dans son histoire dû à son affaiblissement et à son remplacement par de nouvelles puissances comme la Hollande, la Grande-Bretagne et la France. Une conscience de vulnérabilité et de perte va toucher la population ainsi que le pouvoir : c’est l’époque du « *el Desastre* ». Toutefois, vu ces derniers événements, un projet de reconstruction nationale va se refléter à travers un projet d’aménagement de ressources hydriques, marquant ainsi une nouvelle ère nationale mais aussi en soulignant l’incorporation d’une modernité qui va faire partie intégrante de la nouvelle identité espagnole (Swyngedouw, 2015). Un autre exemple serait le cas de l’Égypte de Jamal Abdel Nasser, en 1956, qui décide de nationaliser le Canal de Suez afin d’accompagner son projet de construction nationale postcoloniale en se basant sur une idéologie socialiste, surtout anti-impérialiste, comme preuve de cette nationalisation. Ou même, un autre exemple encore, le cas israélo-palestinien avec la vallée du Jourdain témoignant d’un conflit de partage en alimentation d’eau, qui s’étend aussi à d’autres pays voisins comme le Liban, la Syrie et la Jordanie, faisant référence à la théorie de « *Water War* » (Conca, 2005 ; Selby, 2003 ; Delli Priscili et Wolf, 2009). Ces exemples, qu’on verra en détails dans la section suivante, témoignent de l’utilisation des ressources hydriques comme facteurs politiques ce qui renvoie au fait que l’aménagement des ressources hydriques relève de la discipline de géopolitique.

## 2.2 La discipline de Géopolitique : cadre de l'aménagement des ressources hydriques

Rudolf Kjellen (1916), fondateur du néologisme « géopolitique » définit cette discipline comme

La science de l'État en tant qu'organisme géographique tels qu'il se manifeste dans l'histoire [...] cette science politique a pour objectif constant l'État unifié, elle veut contribuer à l'étude de sa nature profonde, alors que la géographie politique observe la planète en tant qu'habitat des communautés humaines profondes (Fabre, 2004, p.3).

André-Louis Sanguin (1977), un des principaux représentants de la géographie politique en France, définit quant à lui cette discipline comme étant l'étude des « relations entre les facteurs géographiques et les entités politiques...» (Sanguin,1977, p. 7). Stéphane Rosière (2001) considère pour sa part la géographie politique comme l'étude de « cadre politique » qui inculque l'espace sous ces différentes formes, et la géopolitique comme « l'étude de l'espace considérée comme un enjeu » (Rosière, 2001, p.35). Toutefois, certains comme Michel Foucher considèrent : «la géopolitique est une méthode globale d'analyse géographique de situations socio-politiques concrètes envisagées tant qu'elles sont localisées, et des représentations habituelles qui les décrivent» (Foucher,1991, p. 35). Ainsi, nous ne pouvons considérer le projet GAP comme un simple projet d'eau, mais bien aussi comme un projet politique à facteur géographique.

### **a) Les écoles de la géopolitique**

En effet, la géopolitique, comme toute discipline, connaît diverses écoles d'analyse. Toutefois, cela n'empêche pas de distinguer ces écoles sous deux grandes tendances : la première étant la tendance « traditionnelle » des études géopolitiques, et la deuxième « contemporaine ».

Sous le cadre traditionnel, la première école est reconnue sous le nom de « géographie matérialiste » ou « géopolitique classique » portée par les pères de cette discipline : Mackinder à travers sa communication *The Geographical Pivot of History* (1904), Haushofer dans sa revue *Zeitschrift für Geopolitik* (fondée en 1924), Spykman dans ses deux articles publiés en 1938 dans *l'American Political Science Review*, et Friedrich Ratzel connu par son fameux ouvrage *History of Mankind* (1896). Comme le dit bien Gerry Kearns (2009), « Geopolitics is a useful term to describe the world views of these four thinkers and their understanding of states as divided between land and sea-powers, as engaged in a territorial competition, and as becoming empires through war, trade, and protection» (Kearns,2009, p.5). Nous pouvons donc souligner que, la notion de puissance ou du Homeland (puissance terrestre) et du Rimland (puissance maritime), et leurs relations à l'État et à sa puissance, sont au cœur de ce courant. De ce fait, cette relation



entre les diverses formes de puissances liées à la géographie et au comportement entre les États fait de cette école, l'école géopolitique matérialiste. De même, cette dernière est influencée par l'école allemande de géopolitique d'Haushofer suite à la période traumatisante du peuple allemand (défaite de la Première Guerre Mondiale), où le débat s'est centré sur la question du rôle joué par l'Allemagne dans le monde à cette époque. Cela rejoint en quelque sorte le cas turc puisqu'à la sortie de la Première Guerre Mondiale, elle est vaincue et fera face à la chute du plus ancien Empire dans le monde. D'ailleurs, en 1928, Mustafa Kemal s'interrogea sur la place de la Turquie dans l'Histoire et dans le monde, suite à la parution d'un livre dans les écoles françaises niant l'identité et la civilisation turque: « Quels sont la place et les services rendus dans l'histoire mondiale et la civilisation par les Turcs ? » (Mustafa Kemal, Commission nationale turque pour l'Unesco, p.202, Archives de Milli Kütüphane, Ankara). Toutefois, pour cet école, l'État est conditionné par sa géographie ce qui sous-entend un statisme et ne correspond donc pas à notre logique : en effet, dans le cadre du GAP, l'État turc crée de sa géographie un instrument politique influant. Ce qui renonce par conséquent cette idée statique et déterministe de l'école matérialiste.

En parallèle, la deuxième école faisant partie de cette tendance « traditionnelle » est l'école étatiste ou géo-réaliste et, comme l'indique son nom, qui rentre dans l'épistémologie réaliste fortement influencée par la perception des relations internationales à la veille de la Seconde Guerre Mondiale. Deux notions sont au cœur de cette école : la notion de conflit et la notion de puissance. En termes de conflit, l'État, acteur central de l'étude réaliste, peut faire de sa position géographique, de ses industries, de ses ressources naturelles et de ses réseaux, des objets ou des causes de conflits. Comme le notent bien Gray et Sloan (1999),

Cela ne veut pas dire que l'environnement géographique détermine les objectifs ou les stratégies des politiques étrangères ou internes d'un État particulier. Les États ne se mettent pas dans une camisole de force géographique ; au lieu de cela, la géographie ou les configurations géographiques offrent des opportunités aux décideurs politiques et aux politiciens. (Gray et Sloan, 1999, p.2).

Par opportunité, Gray et Sloan font référence aux comportements stratégiques des États qui impliquent les conflits et guerres entre États, mais aussi les rapports de forces et de puissances dépendant de chaque État. Toutefois, cette école semble être critiquée par la tendance « contemporaine » de géopolitique pour son stato-centrisme (intérêt exclusif à l'État) par les nouveaux géographes qui considèrent que « [...] l'État est concurrencé dans le cadre de la mondialisation, il n'est pas plus qu'un acteur parmi d'autres et les territoires qu'ils structurent ne sont ni les seuls, ni même les plus valides. [...] Le transnational défie le national et oblige à repenser les cadres et les perspectives» (Rosière, 2007, p.3). Ces géographes

contemporains, comme Jacques Lévy (1991) dans *Géographies du politique* considèrent la vision géopolitique étatiste comme réductrice par le fait que seul l'optique des États repose sur le contrôle du territoire et la rivalité de puissance, alors que cette géopolitique peut être aussi recentrée sur des enjeux démocratiques. De même, Gearóid Ó Tuathail (1996) dans *Critical Geopolitics: The Politics of Writing Global Space*, critique le fait que le discours géopolitique se limite aux notions de risque et menace ainsi qu'au rôle de l'espace et des configurations géopolitiques. Or, ce discours ignore d'autres notions et aspects comme l'économie politique, la justice sociale et politique; de même qu'avec la fin de la Guerre Froide et la présence d'Internet et des nouvelles technologies, le rôle de l'espace est concurrencé voir même démantelé par la globalisation, ce qui réduirait ainsi son rôle se trouvant au centre de l'école étatiste.

### **b) Les échelles d'étude de la géopolitique et l'aménagement des ressources hydriques**

En effet, la géopolitique est une approche « multivariée » (Lasserre, 2016, p.11) qui s'intéresse à l'analyse des questions politiques, économiques et sociales sur différentes échelles, tant au niveau des relations internationales, qu'au niveau national voire même local :

[...] analyser les enjeux géopolitiques à l'intérieur de l'État, comme les questions d'aménagements du territoire, de trafic de drogues, de construction de représentations nationales, tant il est vrai que l'État est loin d'être le seul acteur à étudier. Les communes, les collectivités locales, les groupes organisés, les entreprises, les trafiquants sont aussi des acteurs qui établissent une relation avec leur espace, qui se le représentent, et dont le déploiement des activités peut entrer en concurrence avec celle d'autres acteurs [...] concurrence qui implique une problématique géopolitique. (Lasserre, 2016, p.11).

Ainsi il existe trois échelles d'analyse de la géopolitique qui peuvent à leur tour être appliquées à l'utilisation de l'eau comme facteur politique. Premièrement, au niveau national, deux théories expliquent l'utilisation des ressources : comme pour le cas de l'Espagne et de l'Égypte, l'eau peut présenter une mobilisation matérielle dans la construction d'un État-nation (McCool, 1994 ; Shapiro, 2001 ; Mitchell, 2002; Jacobs, 2003 ; Warner, 2008 ; Harris et Alatout, 2010 ; Harris, 2012), mais, lorsque l'irrigation nécessite un contrôle consistant et centralisé parce que les ressources hydriques sont peu abondantes, le régime politique et ses institutions tendent à monopoliser le pouvoir politique et dominant l'économie, créant ainsi un État absolutiste (Wittfogel, 1957; Molle, Mollinga et Wester, 2009). Cette thèse explique le lien entre la nature du régime et l'abondance de l'eau en se basant sur le cas des pays du Golfe. Deuxièmement, à un niveau plus international, la thèse du « Water War » devient de plus en plus répétée

de nos jours. L'eau est perçue comme une cause et un instrument de conflit : les bassins et les flux partagés entre des États peuvent représenter un *casus belli* dans la création de conflits géopolitiques et cela pour des raisons de domination, de partage ou d'alimentation (Conca, 2005 ; Selby, 2003 ; Delli Priscili et Wolf, 2009). Le cas entre Israël et la Palestine avec le conflit à propos du Bassin du Jourdain caractérise cette théorie d'instrumentalisation à des fins de contrôle et de puissance. Finalement, le niveau de la gouvernance locale n'échappe pas à cette utilisation : en effet, l'approche foucaldienne est dominante et cherche à étudier la relation entre le pouvoir social, la politique locale et l'arrivée de cette nouvelle infrastructure (dans notre cas le projet de l'aménagement de l'eau), et comment cette relation peut affecter la réussite de la mise en œuvre de ces nouveaux développements (White et Wilbert, 2009 ; Barry, 2013). Alors qu'en est-il du projet GAP ?

### **2.3 Le projet GAP : entre sécurité, développement et question Kurde**

Le projet GAP d'aménagement de ressources hydriques et d'électrification connaîtra divers changements et modifications accompagnant la construction et l'histoire de la République Turque Moderne. Toutefois, ce projet semble créer une polémique dans le champ académique quant à son origine, ses évolutions et ses buts stratégiques et politiques, témoignant de cette relation entre facteurs géographiques et politiques.

#### **a) L'idée du projet GAP : une influence soviétique**

L'idée d'aménagement des ressources hydriques en forme de barrages et de centres hydro-électrique va être amenée pour la première fois en 1930 par Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la Turquie Moderne, influencé par un projet soviétique similaire sous le nom de *Dnieproges* ou «Dnieper Hydroelectric Station», qui prévoit l'implémentation d'un aménagement pareil en Ukraine soviétique. Ce projet a débuté en URSS avec Lénine sous le slogan de propagande « Le communisme, c'est le pouvoir des Soviets plus l'électrification de tout le pays » (Andropov, 1983, p.85), et qui devint ainsi la base de ce vaste plan de politique d'aménagement des ressources hydriques. Cette propagande soviétique, soulignée par Lénine et par le politicien et théoricien marxiste Leon Trotski, apparaît lors de son discours de 1926, juste avant le début de la construction du barrage :

In the south, the Dnieper runs its course through the wealthiest industrial lands; and it is wasting the prodigious weight of its pressure, playing over age-old rapids and waiting until we harness its stream, curb it with dams, and compel it to give lights to cities, to drive factories, and to enrich ploughland. We shall compel it! (Zeisler-Vralsted, 2015, p.437).

De ce fait, on remarque ce fort lien entre l'aménagement des ressources hydriques et la construction politique, idéologique et sociale du communisme soviétique, surtout que ce projet eu lieu quelques années après la création de l'Union Soviétique (1922). Or cela peut être aussi comparé au cas de la Turquie Moderne : c'est après la guerre d'Indépendance de 1921 que la Turquie fut déclarée comme état souverain en 1923 et que l'idée du projet GAP naquit à la fin des années 1920, accompagnant ainsi la construction de la République.

### **b) Un projet en évolution**

Le GAP restera une idée et une vision future jusqu'en 1940, marquant un premier pas vers la création de «Electrical Power Resources Survey and Development Institution » (*Elektrik İşleri Etüt İdaresi*) qui avait pour rôle d'effectuer un ratissage afin d'établir le lieu de construction du projet afin de présenter des études sur la région. Puis, dans un deuxième temps, en 1945, le gouvernement central va créer le «General Directorate of State Hydraulic Works » (*Devlet Su İşleri Genel Müdürlüğü, DSİ*), ayant pour mission la constitution d'un schéma du projet. Entre 1945 et 1966, des modifications continues marquent le projet surtout quant à son volume : par exemple, le DSİ prévoyait la construction de 20 barrages et de 19 Centres Hydro-Electriques seulement sur le bassin du Tigre en parallèle à d'autres plans prévus (Kankal et al, 2016 p. 124), mais malgré cela, une première construction va marquer cette période et plus précisément, en 1966, avec la construction du barrage Keban (Keban Barajı) sur l'Euphrate. Toutefois, entre 1973 et 1977, une modification cruciale du plan va avoir lieu combinant les projets du Tigre et l'Euphrate en un seul et unique projet sous le nom actuel de *Güneydoğu Anadolu Projesi*, GAP, en agrandissant par conséquent son volume avec la construction de 21 barrages et 19 centres hydro-électriques au total. D'ailleurs, au niveau technique, ce plan est toujours en vigueur.

L'année 1983, quant à elle, marquera le début de la construction du premier barrage du nouveau projet GAP sous le nom « d'Atatürk Dam » (Atatürk Barajı). Toutefois, à la fin des années 80 et début des années 90, une nouvelle modification du projet va avoir lieu où à la base ce dernier était davantage un projet technique et industriel puisque l'intérêt était porté seulement à l'électrification et l'irrigation. Mais avec cette nouvelle modification, on vient ajouter au projet d'aménagement de ressources hydriques GAP, des projets sociaux et économiques en introduisant des réformes au niveau des infrastructures éducatives, culturelles et sociales de la région telles que des activités de planification, d'infrastructure, d'octroi de licences, de logement, d'industrie, d'exploitation minière, d'agriculture, d'énergie, de transport et d'autres services, rendant ainsi le projet plus « social » (Bilgen, 2018, p. 98 ; GAP Archives, Executive Summary, 1990, pp.17-19). Et ceci s'accompagnant de réformes administratives plus effectives qui ont

donné lieu au changement du DSI par le State Planning Organisation (*Devlet Planlama Teşkilatı*, DPT), contenant de sous-organismes pour le développement socio-économique de la région du Sud-Est.

### **c) Deux dates charnières**

On peut conclure de la partie précédente que deux décennies peuvent être retenues pour comprendre l'évolution du projet GAP : la fin des années 1920 début 1930, avec l'idée de Mustafa Kemal et les années 1980, qui vont expandre le projet pour devenir un projet incluant d'autres aspects et secteurs comme l'éducation. Or ces deux dates sont tout aussi importantes dans un cadre plus général de l'histoire turque. En effet, accompagnant l'idée du projet, les années 1930 vont marquer une nouvelle ère dans le secteur économique turc

The world economic depression strengthened the belief that government must take a lead in the development of the economy. In 1932, with the establishment of a State Office of Industry, the state entered the industrial field with plans for new state enterprises. Capital for the first project was provided by the USSR, which made a loan of \$8 million to import machinery. (J.P Clark Carey et A.G Carey,1971, p.338).

Cette période est la période du plan économique de 5 ans qui correspond à un accord conclu entre Atatürk et l'URSS dans le cadre de l'aide au développement économique vu qu'avec l'arrivée de la République Turque en 1923, Atatürk et son gouvernement a hérité d'une économie de l'Empire Ottoman fatiguée par les années de guerre et le système de capitulation (c'est un système d'exemptions et de privilèges au profit des ressortissants des pays occidentaux) (Eyüboğlu, 1923, p.102).

De même, l'année 1989 est marquée à l'international par l'adoption du *Consensus de Washington* appuyé par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International qui implique d'entreprendre des réformes structurelles notamment chez les pays en difficultés économiques afin de relancer la croissance économique en ouvrant les marchés, en adoptant des réformes fiscales et des privatisations. Cette même année, la Turquie verra l'arrivée du nouveau président Turgut Özal, qui était depuis 1980 le premier ministre. Ce dernier apporta avec lui une nouvelle vision pour le pays décrite ici par Jabbour (2017)

Dans la décennie 1980 d'abord, [...] l'émergence de ce pays a eu lieu sous le leadership de Turgut Özal quand après des années d'interventionnisme étatique de l'économie et l'adoption de stratégies d'industrialisation par substitutions aux importations, celui-ci annonce en Janvier 1980 des mesures de libéralisation de l'économie et le lancement d'une stratégie d'industrialisation par la promotion de l'exportation. L'économie turque s'ouvre alors progressivement à la mondialisation, ce qui permet au pays d'entamer sa marche vers la puissance économique (Jabbour, 2017, p.28).

Cependant, ceci sans oublier l'existence d'autres aspects tout aussi importants que l'économie comme l'aspect identitaire de turcification ou de pantouranisme, ou l'aspect juridique de sécularisme et des Droits de l'Homme qui vient compléter ces réformes nationales des deux Présidents.

Le GAP a connu d'énormes changements et évolutions datant des années 1930 jusqu'à nos jours. Toutefois, on se contentera d'étudier ce projet jusqu'au début des années 1990 et plus précisément en 1993, avec la fin du mandat du huitième président de la République Turgut Özal. Ce choix peut être justifié par plusieurs facteurs : le premier est qu'en se basant sur la littérature grise, l'un des grands réaménagements du projet GAP eut lieu durant le mandat d'Özal. Le second facteur est que, sur une base plus méthodologique et en se basant sur mon terrain de recherche, il devient très rare de trouver des données empiriques à partir des années 1990 puisque les archives nationales de la Turquie ne permettent pas la consultation de ces documents, ce qui fait que cela aura eu des effets sur notre analyse ainsi que sur notre pertinence méthodologique. Finalement, ce mémoire est restreint par l'espace et par le temps, et les années suivant la mort d'Özal démontrent une multitude de changements internes et externes incluant la gouvernance de l'AKP Adalet ve Kalkınma Partisi (Parti de Justice et de Développement -parti actuel au pouvoir du Président Erdoğan-), la naissance d'une diplomatie turque émergente régionale incluant une ouverture vers les pays arabes et les diverses évolutions de la question Kurde. Dans notre chapitre IV de méthodologie nous reviendrons en détails sur les difficultés et limites du mémoire, mais il reste important de noter qu'il est difficile de pouvoir cerner ces divers changements dans ce mémoire et de les étudier avec le projet GAP surtout que ces événements sont quasi récents influant aussi notre processus.

#### ***d) La littérature sur le projet GAP***

Dans un cadre plus précis, s'intéressant au GAP lui-même, trois approches ou tendances peuvent résumées les analyses sur le projet turc. La première approche tend à percevoir le projet comme un instrument politique et sécuritaire pour le gouvernement turc, et cela dans le cadre du conflit avec les Kurdes. Le but stratégique anti-kurde se trouve à l'origine même du GAP pour certains auteurs. Robert Hatem et Mark Dohrmann (2014) précisent que les objectifs énoncés pour le projet, incluant par exemple l'augmentation du commerce agricole ou la mise en place d'une assurance pour le développement social et économique, ne sont pas à la hauteur des résultats présents. Le GAP n'a servi qu'à accroître la production d'énergie hydroélectrique en Turquie : « Bien que certains avantages économiques soient atteints, GAP est fondamentalement un projet politique, qui se traduit par une réévaluation continue et un manque de progrès par rapport aux objectifs fixés » (Hatem et Dohrmann, 2014, p.573). Cette analyse

des auteurs fait du projet GAP un projet politique, mais aussi sécuritaire, car les notions « d'assimilation » et « pacification » se trouvent au cœur du projet politique (politique du gouvernement) de la région habitée par une majorité kurde. Le GAP a des effets directs sur la population locale car l'État turc a utilisé la construction du projet comme un outil dans « l'assimilation et le contrôle du gouvernement sur une zone réputée difficile à dominer dans l'histoire turque » tout en déclenchant un « déplacement permanent de populations kurdes » (Hatem et Dohrmann, 2013, p.58) ce qui a contribué à la destruction de la culture kurde et à un « effacement » de cette communauté. Il faut noter que l'analyse de Hatem et Dohrmann s'inscrit aussi dans l'étude du projet à un niveau régional en prenant le cas des relations Turquie-Iraqienne-Syrienne. Allant de ce même principe, pour Joost Jongerden (2010), la construction des barrages sur les deux fleuves peut être perçue comme un moyen de lutter contre le PKK et cela dans une coopération plus régionale incluant la Syrie et l'Iraq qui se nourrissent aussi de ces deux fleuves. Alors, ces barrages peuvent, d'une part, être utilisés comme outils d'influence des politiques iraqienne et syrienne face aux Kurdes de la région, et d'autre part, créer des « barrières physiques » (Jongerden, 2010) pour contraindre l'activité du PKK et sa communication avec les Kurdes des frontières voisines, cela en nous rappelant l'image du « Water Bridge ». De plus, à un niveau plus local (bien critiqué par Hatem et Dohrmann (2014) vu que la littérature du projet s'attarde surtout à cet aspect local de conflit kurde-turc), ce projet est en train de nuire à la population kurde en la transformant et en effaçant son histoire et sa culture. Dans ce même cadre, et comme le démontre Nilay Ozok-Gundogan (2005), le projet GAP va connaître un tournant à la fin des années 1980 pour devenir un projet plus diversifié, s'attardant sur de nouveaux aspects comme l'éducation, l'infrastructure ou le transport. Mais cette évolution entre dans l'escalade du conflit armé entre l'État et le PKK, d'autant plus que les années 1980 témoigneront de la naissance d'une nouvelle stratégie adoptée par le PKK : la stratégie de force. Toutefois, cette réforme du projet GAP dans les années 1980, peut s'insérer aussi dans un intérêt sécuritaire et politique et non seulement dans un intérêt de développement régional, cela en instrumentalisant la nouvelle version du projet comme un moyen complémentaire de lutte contre l'insurrection et un mécanisme de contrôle social dans la région du GAP. Ce point de vue politisant et sécurisant le projet GAP est d'ailleurs partagé par plusieurs personnages politiques kurdes, dont Abdallah Öcalan, leader et fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) créé en 1978 et initiateur du confédéralisme démocratique, aux côtés d'autres activistes et militants pro-kurdes.

Deuxièmement, pour certains, le projet est un pur développement neutre et apolitique. Pour illustrer cela, dans les années 1990, Carl E. Nestor (1996) s'est concentré sur cette question et a examiné de manière empirique le potentiel du GAP en termes d'intégration socio-économique des Kurdes au sein du système

étatique turc et d'intensification / réduction du conflit. De même, il faut noter que la région n'est pas habitée seulement de Kurdes, mais aussi de Turcs et d'Arabes, ce qui permet à d'autres de douter de l'anti-kurdisme du projet, voire même le nier (voir Bilgen 2018). De plus, le cas du barrage de Keban, se situant dans une région à majorité sunnite, peut être aussi un argument puisque les habitants de cette région ont également dû être déplacés à cause des constructions, ce qui fait que les Kurdes n'aient pas été visés exclusivement par les travaux du gouvernement. Finalement, Bilgen (2018) cite Ibrahim Binici, un membre du parlement représentant de Şanlıurfa et faisant partie de la région du GAP qui se réfère lui-même à la politique de Turgut Özal (président turc au début des années 90) sur la relation entre les Kurdes et le GAP en déclarant: « Si la région se développe et que la population locale s'enrichit, les réactions politiques et le conflit prennent fin» (Bilgen, 2018, p.101). Cette vision de développement durable, économique et social du projet est partagée par des politiciens et fonctionnaires du gouvernement turc.

Troisièmement, une étude récente d'Arda Bilgen, «*Turkey's Southeastern Anatolia Project (GAP): A qualitative review of the literature*» de 2018, vise à présenter une revue qualitative de la littérature relative au GAP tout en établissant une nouvelle base d'approche. Ainsi, le GAP est considéré à la base comme un projet de développement mais qui a été transformé en un projet sécuritaire et anti-kurde. Le lien avec la sécurité doit être considéré et pris comme un construit et non pas comme un élément de base et d'origine du projet. Cette thèse rentre dans un cadre évolutif accompagnant l'évolution même du conflit kurde. En effet, dans les années 1980, le PKK va se transformer en une guérilla et va perpétuer une série d'attaques sur des institutions étatiques. C'est à partir de ce moment que la question sécuritaire rentre en jeu avec le projet et l'armement du PKK, alors qu'à la base, le GAP fut un projet de développement et d'aménagement des ressources hydriques (Bilgen, 2018).

Il reste à noter que dans le cadre de ce projet, certaines études vont s'intéresser aux effets des barrages et du projet en général touchant aux questions de l'héritage et de l'environnement local, tout en sachant que cette région de construction est reconnue pour son environnement sain et ses lieux touristiques. De même, d'autres études vont s'intéresser à la question de la migration, surtout qu'avec le début de la construction des barrages et des centres hydro-électriques, certaines populations ont été obligées et forcées à migrer, laissant ainsi leurs territoires et maisons.

On remarque qu'au niveau qualitatif, le projet GAP présente des recherches limitées sur quelques aspects de la question, comme par exemple la description de l'évolution historique du projet (I. H. Olcay, 2010). D'autres s'inscrivent aussi, dans un cursus de développement et d'aménagement (Bilgen, 2018 ; Yuksel, 2006), ou dans une analyse géopolitique plus régionale et diplomatique (Williams, 2001 ; Balat, 2003). De



même, toujours au niveau qualitatif, on peut reprocher à la littérature un manque d'intérêt quant à l'origine de l'idée du projet GAP et ses effets internes en termes de constructions nationale et politique. Plus encore, le lien entre GAP (en termes d'exploitation du territoire et, dans notre cas, l'exploitation des ressources hydriques), souveraineté et puissance semble assez révélateur, mais le problème réside toutefois dans son traitement dans le cadre kurde, enlevant ainsi d'autres aspects cruciaux comme le Nation Building et les constructions politiques turques.

Ainsi, notre mémoire s'intéresse plutôt à cette dynamique nationale d'aménagement de territoires, et par territoire, on fait référence au projet d'aménagement des ressources hydriques du Tigre et de l'Euphrate porté par le projet GAP. Ainsi, l'État turc est le centre de notre analyse ce qui nous rappelle l'intérêt porté par l'école étatiste ou géo-réaliste face à l'acteur étatique. La géopolitique comme discipline porte plusieurs échelles et cadres d'étude que ce soit en rapport avec l'espace, les discours, les notions ou les écoles. Bien que la géopolitique étatiste ait posée ces critiques, il semble que cette école corresponde plus à notre analyse dans ce mémoire : le rôle prépondérant de l'État dans cette école nous rappelle notre intérêt porté à l'État turc moderne et au gouvernement central depuis la fin des années 1920 jusqu'aux années 1990. Toutefois, il est essentiel de noter que notre intérêt, porté à l'État dans ses constructions Kémalistes et Özalienne, ne renvoie pas au simple concept du State Building (se référant à la lignée wébérienne du « monopole de la violence légitime », du renforcement de l'état de droit et des structures publiques) mais intègre plutôt le concept du Nation Building (visant à la mise en place d'une modernisation, d'un système culturel incluant une identité collective et à la poursuite de la croissance économique) (Von Bogdandy et al., 2005). Ce concept présentant ainsi la base de notre analyse et de notre cadre théorique. Finalement, cet intérêt porté à la notion de puissance et au comportement de l'État, nous est crucial dans la compréhension de son comportement à la veille de la Première Guerre Mondiale avec, en 1990, les menaces nationales et régionales et les nouvelles ambitions régionales, mais aussi de savoir comment cette notion de puissance fut traduite dans le cadre du projet GAP.

Pour finir, grâce à ce chapitre, nous avons pu situer le projet GAP dans la littérature géopolitique et dans celle de l'aménagement des ressources hydriques comme facteur politique, tout en analysant l'évolution historique et la littérature déjà existante. Cela nous a permis d'introduire l'intérêt porté aux concepts de puissance et de Nation Building, qui constitueront notre cadre théorique expliqué dans le prochain chapitre.

### **-CHAPITRE III –LA PUISSANCE, LE NATION BUILDING ET LE PROJET GAP-**

Dans ce chapitre nous allons poser les bases de notre analyse en situant le projet GAP dans deux notions théoriques. Le projet GAP rassemble l'utilisation des ressources hydriques dans un cadre de politique gouvernementale, de souveraineté nationale et d'idéologie du turcisme. Cette fusion met en exergue le fait que ce projet sorte du simple but de développement et d'aménagement, et se situerait plutôt dans un cadre regroupant les constructions nationale et politique dans un but de puissance et souveraineté nationale. Afin de comprendre ce lien entre ces trois facteurs, ce mémoire se base sur deux littératures : la notion de puissance, mais surtout sur l'édification de la nation ou plutôt le Nation Building.

#### **3.1 La notion de puissance**

La notion de puissance est largement reliée aux relations internationales et à plusieurs traditions dont le marxisme, où cette notion est elle-même associée à la question de classe et d'idéologie dominante qui nous ramène au fait que la capacité de contrôler et de dominer les pratiques et les idées sont une autre manifestation de pouvoir et de puissance (Gramsci,1971). De plus, à la fin du XXe siècle, des discussions récentes sur le pouvoir ou la puissance sont devenues plus sophistiquées. Ainsi, les féministes soulignent la capacité du gouvernement à ignorer d'autres formes de pouvoir, de normaliser ou de donner une importance secondaire aux relations entre les sexes et les ethnies à l'intérieur et entre les pays comme une autre forme de puissance. De même, la tradition foucauldienne fait partie de ces discussions à travers ses *Cours au Collège de France (1973-1974)*. En effet, pour Foucault, il existe deux formes de pouvoirs : la première étant « le pouvoir de souveraineté » qui relève d'un régime polarisé associé à la violence, et qui, une fois bien entretenue à l'intérieur, se tourne à l'extérieur pour garantir la protection de toutes agressions des ennemis et conquérants. Ce pouvoir de souveraineté est bien polarisé et hiérarchisé créant ainsi des rapports de souveraineté et des distributions de pouvoir entre la tête de la hiérarchie et le reste des cercles. La seconde forme est le « pouvoir de discipline » qui est plus individualisé et qui transforme la relation entre l'individu et les rapports de pouvoir en créant des réglementations plus strictes, des punitions et de nouvelles institutions. À travers ces deux formes, il est évident que Foucault apporte une nouveauté face à la notion de puissance et de pouvoir à travers une déconstruction du concept même d'État.

D'ailleurs, cette notion de puissance est bien ancienne, elle remonte à l'historien grec Thucydide qui parle de la « volonté de puissance » comme la représentation d'une lutte pour la dominance, influencée par la

guerre de domination entre Athènes et Sparte. Plus ultérieurement, Nicolas Machiavel (1513) évoque la notion de puissance sous le cadre du « pouvoir du Prince » impliquant son acquisition des capacités matérielles (armes, technologie...) et physiques (force armée) avec des ressources monétaires afin de contrer toute menace extérieure.

Plus récemment, l'époque de l'entre-deux-guerres va marquer cette notion en l'associant à la maximisation des intérêts nationaux pour des buts de sécurité nationale et puissance relative (Carr, 1939 ; Aron, 1962 ; Morgenthau, 1950). Cette notion de puissance nationale est très liée à l'école géopolitique réaliste car elle invoque le stato-centrisme (qui représente la seule reconnaissance de l'État comme acteur car possédant un peuple, une souveraineté et des frontières nationale) ainsi qu'une analyse de la puissance sous le cadre d'intérêts nationaux, de sécurité et de « self-help ». Toutefois, cette vision de puissance est réfutée par les libéraux qui l'évoquent sous le cadre de coopérations internationales ou de « communautés de sécurité », avec l'influence des nouvelles normes internationales sur le comportement *étatique* ainsi qu'avec la montée de nouveaux acteurs sur la scène internationale comme les ONG ou les entreprises suite à la déterritorialisation de la puissance (Krasner, 1983 ; Deutsch, 1957 ; Strange, 1988). Bien que les définitions et les « buts » de puissance diffèrent entre les constructivistes et les réalistes, il semble que la notion de capacité dans ses diverses formes reste au centre de ces deux courants.

En effet, la première forme de capacité est fortement associée à l'aspect militaire en termes de domination des rivaux, en imposant la volonté aux autres et en ayant la capacité de les obliger à mener certaines actions, à dominer les autres pour assurer les intérêts nationaux, et à posséder la capacité d'influencer le comportement des autres. Brièvement, cette première définition de capacité revient au rapport de domination et d'influence politique et militaire qui rappelle surtout la tradition réaliste. Mais Joseph S. Nye en 1990 parle aussi d'une influence culturelle et idéologique (*soft power*) non pas matérielle.

D'autre part, la seconde forme de capacité revient « à considérer qu'est puissant un acteur qui est doté d'une liberté d'action et d'une marge de manœuvre suffisante pour mener son action de la manière dont il le souhaite. La puissance est donc ici étroitement adossée aux concepts de souveraineté et d'indépendance nationale, et en constitue le facteur de réalisation» (Courmont et al., 2004, p. 12). Cette forme se rapproche de la première par le fait qu'un État ait une volonté d'action et ne soit sous aucune domination, renvoyant ainsi à la capacité de faire.

Finalement, à partir des années 1970, la puissance fut conçue sous le cadre d'une approche pluraliste entre États, ou entre États et acteurs non-étatiques, influencée par cadre global d'interdépendance et de multilatéralisme (ibid., p.13). Cette notion de puissance sera étudiée sous le cadre d'interdépendance comme élément mesurant la pertinence de la puissance, en ne se limitant plus aux capacités « institutionnelles » ou « gouvernementales » (étatiques), mais pouvant aussi résider dans la capacité d'un gouvernement à maîtriser l'approche pluraliste et la convenance des autres acteurs (entreprises, ONG, réseaux, etc.) avec ses intérêts.

Pour finir, plusieurs critères marquent cette notion de puissance en s'intéressant à des notions plus militaires, et d'autres plus culturels. Ainsi, nous relevons les critères de population, de diaspora, de force militaire, d'autonomie stratégique, de capacité de projection, de puissance nucléaire, des systèmes d'alliances, de protection, d'économie, de culture, d'éducation, des modèles de cohésion sociale et du fonctionnement des institutions. Or, ces critères nous ramènent aux objectifs de la géopolitique et nous rappellent en quelque sorte les piliers de la théorie du Total System Approach du Nation Building: « La géopolitique se donne ainsi pour objectif de prendre en compte tout ce qui organise, en une hiérarchie de puissance politique et militaire surtout, économique et culturelle, les États et leurs alliances- leur destin et leur projet dans les registres de la force et de son évolution, du droit et de son application » (Daudel, 1990).

### **3.2 Le Nation Building**

Avant de commencer par élaborer les définitions du concept de Nation Building ou d'édification nationale, il est essentiel de d'abord comprendre le concept de « Nation » lui-même. En effet, ce dernier comprend à son tour une multitude de définitions et de caractéristiques, mais il semble que l'aspect culturel reste au centre de son analyse.

En effet, Anthony Smith (1991) décrit la nation comme « named human population sharing an historic territory, common myths and historical memories, a mass public culture, a common economy and common legal rights and duties for all member » (Smith, 1991, p.14). Alors que pour Tamir (1995), « A nation, then, may be defined as a community whose members share feelings of fraternity, substantial distinctiveness, and exclusivity, as well as beliefs in a common ancestry and a continuous genealogy » (Tamir, 1995, p.425). Cependant pour Gökalp (1876-1924), reconnu comme étant l'idéologue et le sociologue de la Turquie Moderne, la nation est liée au concept de nationalité et lui-même déterminée par le facteur linguistique qui unit le peuple ou la nation, mais aussi par la religion qui, dans le cas de Gökalp, fut la religion musulmane (il faut noter qu'on verra ultérieurement que Gökalp va changer les

critères de nation et nationalité avec l'influence Kémaliste). De plus, selon ce dernier, le concept de nation ne se limite pas seulement à la race, à l'ethnie ou à la religion, mais il réside dans l'éducation et la culture : «What kind of unifying force is there that is superior to racial, ethnic, geographic, political, and voluntary forces? Sociology teaches us that this unifying force lies in education and culture, that is to say the community of feelings» (Gökalp, 1918, traduction anglaise du turque 1959, p.136).

Toutefois, la question qui se pose est la suivante : en quoi la nation diffère-t-elle des autres formes et types de communautés, sachant que ces dernières caractéristiques peuvent appartenir à des communautés religieuses ou ethniques où l'éducation et la culture leurs sont aussi un trait spécifique ?

En parlant de communauté, dans son livre *Imagined Communities* (2006), Benedict Anderson remet en question la notion même de communauté nationale, car pour lui cette dernière n'est pas naturelle mais est plutôt considérée comme une communauté construite, culturellement influencée par la chute des monarchies et des empires, et aidée par le développement des technologies, de l'industrialisation, de l'éducation et notamment de l'alphabétisation. Anderson énumère trois caractéristiques qui forment cet imaginaire : premièrement, la nation est imaginée comme limitée grâce à la présence de frontières; deuxièmement, elle est imaginée comme souveraine rompant avec les ordres divins et dépassant la pluralité des confessions religieuses; et enfin, elle est imaginée comme une communauté car conçue toujours sous la forme d'une camaraderie profonde.

Mais afin de résoudre la question des différences entre les diverses communautés, la réponse réside dans le rôle de l'État et du territoire comme cœur du concept de Nation, la différenciant ainsi des autres formes de communautés et nous renvoyant aux études de nationalisme. Comme le dit Nodia (1994), « une nation est une communauté de personnes organisée autour de l'idée d'autodétermination » (Nodia, 1994, p.11). De même Haas (1986) propose que la nation soit « un corps d'individus mobilisés socialement, se croyant unis par un ensemble de caractéristiques qui les différencient (dans leur propre esprit) des étrangers, s'efforçant de créer ou de maintenir leur propre État » (Haas, 1986, p.726). Pour Anderson (2006), ces communautés nationales sont en effet influencées les unes par les autres, mais cela ne nie pas le fait que ces communautés aient des spécificités qui leurs sont spéciales, que ce soit par leurs histoires, leurs dates de formation, leurs structures et leurs organisations politiques.

En effet, cette notion de territoire en lien avec la Nation, qui implique la présence de frontières, est reconnue pour être la base de la création d'un État souverain (depuis le traité de Westphalie 1648), mais renvoie aussi au concept de Nation Building qui représente l'établissement de cette communauté

nationale sur un territoire précis en construisant et combinant un nombre de facteurs et de bases comme l'indépendance et la souveraineté, la technologie industrielle et la modernisation économique ainsi que les aspects sociaux culturels et éducationnels, et les aspects politiques. Les définitions du Nation Building peuvent varier selon la psychologie humaine en termes de loyauté, d'engagement et de capacité d'adaptation aux changements internes (Almond et Powell, 1966 ; Pye, 1962), de la sécurité nationale et de la souveraineté avec le maintien de l'ordre interne (Huntington, 1968), ou des aspects plus sociaux comme la culture politique et la communication sociale (Pye et Verba, 1965 ; Deutsch, 1957). Toutefois, cette notion peut être observée sous trois grands cadres et approches d'analyse différentes.

La première étant considérée comme une approche systémique ou comme l'approche du système total (« total system approach ») en posant quatre piliers de base dans la construction du système du Nation Building qui sont pour rappel : la culture, la force, l'économie et le droit. Ces piliers forment une série de présupposés essentielle au développement et à la maintenance du système territorial (Rokkan, 1971, p.14). La deuxième est conçue comme étant une approche plus sociale s'intéressant surtout au processus du Nation Building qui s'influence de l'analyse de l'axe « centre-périphérie » de Lipset et Rokkan (1967). Cette approche tient à analyser la mobilisation sociale dans l'assimilation de l'idée identitaire nationale dans le processus du Nation Building. Finalement, l'approche historique comparative, et comme le montre son nom, se base sur une comparaison des différentes expériences du Nation Building tout en dressant une liste de critères à prendre en compte dans cette analyse.

Bien que l'approche systémique ait été fortement critiquée, surtout par Huntington (1971), pour sa généralisation et son manque de précision quant à l'analyse de la construction nationale, elle nous semble la plus utile dans notre analyse. Cela étant dit, il est vrai aussi que la théorie de Rokkan émane de ces recherches en se basant sur l'Europe, ce qui peut questionner notre base d'analyse théorique du Nation Building turc. Toutefois, l'état turc de Mustafa Kemal prône une vision de modernisation où il entame « une grande opération d'occidentalisation du pays » (Goudreau, 2003, p.7). De même, à travers le discours de Mustafa Kemal devant la Grande Assemblée en 1937, nous pouvons avoir un bref aperçu de sa vision globale sur la construction de la Turquie Moderne

Dans la machine d'existence politique qui donne à une nation sa personnalité indépendante et sa valeur, les mécanismes de l'État, de la pensée et de la vie économique sont liés les uns aux autres et dépendent l'un de l'autre et ceci à tel point que si ces mécanismes ne travaillent pas en accord et en harmonie les uns avec les autres, les forces motorisées de la machine gouvernementale sont gaspillées. Le plein rendement qu'on attend d'elle ne peut être obtenu. C'est pourquoi le niveau culturel

d'une nation se mesure d'après l'activité et les succès dans trois domaines : le domaine de l'État, celui de la pensée et celui de l'économie (Mustafa Kemal, Commission nationale turque pour l'Unesco, pp.215-216, Archives de Milli Kütüphane, Ankara).

De même avec Turgut Özal durant la fin des années 80, où cette théorie peut toujours être appliquée vu que ce dernier va entamer des réformes sous l'influence internationale du « Consensus de Washington » et des piliers des Nations Unies comme l'inclusion et la paix ainsi que les critères de Copenhague de l'Union Européenne (Jabbour, 2017).

Cette approche du « Total System » relève deux caractéristiques qui nous sont cruciales dans la compréhension de l'instrumentalisation du GAP dans le système de construction nationale turque. Tout d'abord, elle se base sur la relation et les liens entre les divers piliers proposés par Rokkan (1971) comme par exemple pour la Force qui est généralement utilisée dans la protection des frontières et des espaces territoriaux nationaux. Mais cette Force ne peut s'appliquer sans un consentement ou une « acceptabilité sociale » renforcée par la présence et l'expression d'une Culture commune qu'elle soit religieuse, linguistique, identitaire ou historique, et qui va faciliter cette protection territoriale. De même, le Droit doit exister pour protéger cette expression culturelle en empêchant tout comportement déviant qui peut influencer l'ordre territorial et social. Et finalement, l'ordre interne et le bon fonctionnement du système étatique et social dépendent en grande partie d'une autonomie et d'une autosuffisance économique, et cela, par le biais d'une production nationale. Cette interdépendance des piliers de cette approche peut être expliquée par des motifs et buts généraux, ceux du maintien du lien entre le centre et la périphérie, mais surtout par une garantie de sécurité, et souveraineté dans les différents aspects économiques, politiques, institutionnels et sociaux de l'État-Nation. Deuxièmement, ces quatre piliers ne peuvent être établis ou renforcés au même moment « But these prerequisites cannot all be established and reinforced all at the same time: we can discern time phases in the struggle to establish or to reinforce each prerequisite and we can identify sequences of crises over such issues» (Rokkan, 1971, p.14). Cette condition peut être facilement reliée aux étapes de la construction nationale turque qu'on verra plus en détails dans les prochaines parties. Mais, en une analyse rapide on peut voir que la Turquie Moderne va donner une grande importance au pilier culturel. Ce pilier va instaurer et institutionnaliser la notion de « turcification», de sécularisme mais aussi la culture d'un État « fort » en termes d'unité nationale, de républicanisme et de statisme. Cette priorité de Kemal peut être expliquée par la chute de l'Empire-Califat Ottoman et la grande défaite que les turcs ont subi, et puis par la Guerre d'Indépendance où le pilier culturel fut utilisé comme une motivation de guerre et de combat, mais aussi une motivation de construction nationale comme le dit bien Anderson (2006)

The century of the Enlightenment, of rationalist secularism, brought with it its own modern darkness. With the ebbing of religious belief, the suffering which belief in part composed did not disappear. Disintegration of paradise: nothing makes fatality more arbitrary. Absurdity of salvation: nothing makes another style of continuity more necessary. What then was required was a secular transformation of fatality into continuity, contingency into meaning. As we shall see, few things were (are) better suited to this end than an idea of nation (Anderson, 2006, p.11).

De ce fait, cette notion de « Nation » culturelle joue un rôle crucial dans la maintenance du système étatique. Toutefois, « les États existaient bien avant l'âge du nationalisme, mais seulement au cours des deux cents dernières années, la culture des sentiments nationalistes devient une partie importante d'un nombre croissant d'agendas des dirigeants politiques pour établir l'ordre et assurer la souveraineté à l'intérieur de leurs frontières » (Mylonas, 2013, p.17). Or, le domaine de l'ordre est relié au pilier de la Force dont le rôle est le contrôle des frontières et des espaces territoriaux nationaux, mais aussi l'affirmation de la souveraineté sur les ressources naturelles et leurs exploitations, ce qui nous ramène à l'école étatiste de géopolitique. Cependant, l'arrivée de l'idée du projet GAP avec Atatürk en 1930, soit neuf ans après l'indépendance turque, affirme cette proposition : le projet GAP fut utilisé dans la construction nationale de 1930 avec Mustafa Kemal à des fins de « puissance », à la « capacité de faire », mais aussi plus tard dans la reconstruction politique et nationale de 1990 avec Turgut Özal à des fins d'ambitions régionales et de développement national.

Il semble que le projet GAP témoigne de cette relation entre la notion de puissance et la construction nationale telle que conçue dans le modèle de Rokkan (1971) car elle inclut un lien entre l'exploitation des ressources hydriques à des fins de capacité, de modernisation et de développement qui peuvent se traduire dans divers domaines comme l'économie, la culture, le droit et la force. En effet, bien avant le projet GAP et la naissance de la Turquie Moderne, des mouvements de modernisation ont eu lieu en passant de la Porte Sublime à la société de l'Empire et en incluant les Jeunes Turcs et les penseurs qui auront par la suite des effets et de l'influence sur la naissance et la construction de la Turquie Moderne de Mustafa Kemal.



## -CHAPITRE IV- METHODOLOGIE-

Dans ce chapitre, je vous expliquerai la méthodologie que j'ai adoptée pour mon étude. Le chapitre comprend trois sections. Dans la première section, je vous détaillerai les techniques grâce auxquelles j'ai collecté les données. Dans la deuxième section, je vous préciserai la manière dont j'ai analysé les données collectées. Enfin, dans la troisième section, je défendrai ma position personnelle face au sujet traité ainsi qu'aux défis rencontrés au cours du processus.

Comme mentionné au chapitre III, l'objectif principal de l'étude est de comprendre le projet GAP dans les notions de construction nationale et de puissance. Sur ce, la recherche archivistique comprend deux éléments : le premier est que la recherche doit s'inscrire dans le cadre d'un projet et, ce faisant, doit poursuivre des objectifs concrets. Deuxièmement, la recherche est entreprise dans le but d'apprendre davantage sur un sujet précis et, à ce titre, elle doit se préoccuper de l'utilisation de ses résultats (Munoz, 1994). Dans les archives, une grande place est laissée aux discours et langages : pour Alfini et Chambers (2010), le discours fournit des informations précieuses sur les changements historiques dans les priorités et orientations futures dans le domaine et la dynamique de puissance. De même, les discours ont également le pouvoir d'avoir un impact direct ou indirect sur les processus de décision et d'élaboration des politiques (Ünver, 2015). Sur la base des données archivistiques incluant le discours ainsi que les données de la littérature grise, j'ai entamé mon terrain de recherche. En ce qui concerne les considérations éthiques de l'étude, j'ai rempli les exigences du comité d'éthique de la recherche en arts et humanités (CERAH) et obtenu avec succès l'autorisation éthique avant de partir pour le site de recherche.

### **4.1. Techniques de collecte de données**

Dans cette étude, j'ai combiné des sources de données primaires et secondaires ainsi que différentes techniques de collecte de données en optant pour l'utilisation des archives et l'analyse de la littérature grise. Cette méthode répondait à trois buts : répondre aux problématiques de mon mémoire, y joindre la dimension théorique et finalement diversifier mes sources de données afin d'appuyer ma recherche. Pour son élaboration, j'ai avant tout effectué une recherche générale des revues littéraires référentes pour avoir une compréhension approfondie des recherches antérieures et des principaux problèmes théoriques et empiriques concernant mon sujet de recherche. J'ai cherché des sources primaires, secondaires et théoriques pour recueillir et synthétiser des informations. Au départ, je me suis concentrée

principalement sur les grands thèmes des théories de la sécurité nationale, l'histoire du projet GAP avec ses défis et ses critiques ainsi que l'évolution de l'histoire turque en se penchant surtout sur la question kurde. Cette revue complète m'a permis d'acquérir une prise de conscience théorique et empirique concernant mon sujet de recherche ainsi que les lacunes de la recherche dans la littérature. À travers cette étude, j'ai débuté l'élaboration de ma thèse en me penchant sur trois grands axes : le premier est un cadre général qui s'intéresse à la géopolitique, notamment avec l'utilisation des ressources naturelles (l'eau dans notre cas) dans la politique. Le deuxième cadre s'intéresse plus précisément à la notion de puissance dans ses différentes formes et caractéristiques, pour finir avec le cadre de base de mon mémoire : la construction nationale. Par la suite, au sein de ces grands sujets, j'ai délimité mon étude à deux époques charnières : la fin des années 1920 - début des années 1930 qui concorde avec la présence de Mustafa Kemal au pouvoir, puis les années 1980 qui démontrent un changement politique national avec Turgut Özal. De même, en adoptant le modèle de Rokkan de construction nationale (Chapitre III), je me suis intéressée aux évolutions historiques et transformations du processus de modernisation et de turcification de la Turquie depuis sa naissance jusqu'aux années 1990.

En plus de revoir la littérature référente à ce domaine, j'ai aussi collecté des données grâce à une recherche archivistique faite en Janvier 2020 dans la province d'Ankara, en Turquie. J'ai choisi Ankara comme site de recherche pour deux raisons : c'est la capitale et, en raison du système administratif centraliste du pays, nous y trouvons des sources de données cruciales vu la présence de ministères, des institutions gouvernementales, des archives du Directorate et de la Bibliothèque Nationale de Turquie. De plus, c'est un site très accessible et convenable étant donné le temps restreint et les ressources limitées que j'avais sur le terrain.

D'autre part, pendant ce processus, je me suis appuyée sur deux sources majeures. La première étant la Millî Kütüphane, ou Bibliothèque Nationale, qui a un catalogue archivistique spécial sur Mustafa Kemal ainsi que des sources historiques importantes concernant l'histoire turque. Je me suis concentrée sur les réformes de Mustafa Kemal entamées après la Guerre de l'indépendance, les discours d'Atatürk et les liens avec le projet GAP. J'ai recherché dans les archives entre la période 1923 - 1993 dans les archives en utilisant des mots-clés bilingues (anglais et turc) tels que *Firat ve Dicle* (Tigres et Euphrate), *Güneydoğu Anadolu* (Sud-Est de l'Anatolie) parce que le nomination GAP est venue bien après l'ère de Mustafa Kemal. De même que les mots, *Güneydoğu Anadolu Projesi* (Projet du Sud-Est de l'Anatolie), *Mustafa Kemal Atatürk*, *turkish identity* (identité turque), *cultural and economic reforms* (réformes culturelles et économiques), *national sovereignty* (souveraineté nationale), *modernization* (modernisation), *Turgut*

Özal ont fait partie de ma recherche. J'ai choisi ces mots clés pour apporter une réponse au cadre théorique de Nation Building, tout en incluant les dimensions historiques et politiques cruciales dans la compréhension des buts de ces constructions, notamment pour répondre au cadre de puissance. Les documents de la Bibliothèque Nationale sont des documents en papier et des livres s'intéressant aux réformes des années 1920 ainsi qu'aux discours de Mustafa Kemal. De même, le catalogue spécial de Mustafa Kemal de la Bibliothèque est formé de dossiers marquants des titres généraux et constitué de documents officiels et surtout des articles de journaux majoritairement en turc, mais dans certains cas avec des traductions en français, anglais et russe. Ces recherches m'ont permis de collecter 15 documents en turque, anglais et en français répartis entre livres, documents officiels et productions de l'UNESCO. J'ai dû par la suite affiner mes recherches pour qu'elles correspondent davantage au sujet, je n'ai donc pu utiliser que cinq documents dans mon mémoire et cela parce que, dans certains cas, ces documents étaient des copies de déclarations et de documents officiels, mais aussi parce que leurs traductions m'étaient difficiles (on verra en détails les défis de mon terrain dans la dernière partie de ce chapitre).

La seconde source était le Devlet Arşivleri Başkanlığı (Directorat des Archives de la République) où j'ai repris les mêmes mots-clés tout en voulant collecter d'avantage d'information sur la période de Turgut Özal. Ainsi, j'ai ajouté la date 1980 et les noms d'organisations internationales telles que le Fonds Monétaire Internationale, la Banque Mondiale ou le Programme des Nations Unies pour le Développement. La recherche s'est seulement effectuée en ligne et m'ont été transmis dans une clé USB quatre grands documents. Par ailleurs, les archives du Directorat ne montraient aucun résultat concernant le projet GAP ou Mustafa Kemal et, concernant les années 1980, les documents étaient plutôt basés sur les financements du projet et des détails en lien avec les paiements des fonctionnaires du projet GAP. Toutefois, et tel que relevé par un fonctionnaire du Directorat, le tri archivistique des documents s'est fait après 30 ans de leurs productions, ainsi beaucoup de documents sur l'époque d'Özal ne sont toujours pas archivés.

Finalement, depuis Montréal, j'ai pu accéder aux archives en ligne du Projet GAP à travers le site web du projet et, en me penchant sur les réformes des années 1989-1990, j'ai pu collecter quatre grands documents traduits en anglais évoquant en détails les nouvelles politiques de développement économiques et social.

## **4.2 Techniques d'analyse des données**

Pour procéder à l'analyse des données collectées, j'ai donc décidé de me baser sur deux concepts : celui du Nation Building et celui de la puissance. En effet, le modèle de Nation Building de Rokkan (1971) comporte quatre piliers que j'ai reconsidéré en quatre catégories nominales : l'économie, la culture, le droit et la force. Ainsi, en premier lieu, je voulais comprendre comment l'eau ou le projet GAP reflètent une construction nationale en se basant sur ces piliers. Aussi, les données archivistiques sont des données générales et vastes : des discours, des faits historiques, des déclarations et documents officiels, des explications ou des réformes. J'ai alors réparti ces données en ces quatre catégories de la construction nationale, faisant en sorte que ces divers matériels soient liés à l'aspect théorique de mon analyse. Par la suite, j'ai procédé à l'analyse des objectifs et des intérêts derrière cette construction nationale reflétée dans le projet GAP. Ainsi, ces données archivistiques, et sur la base historique ou de changement de politiques nationales, vont démontrer un changement des buts de puissance en concordance avec les changements du GAP et des agendas politiques. J'ai aussi ajouté à cela les données récoltées de la littérature grise afin de renforcer leur importance surtout que, dans certains cas, ces données peuvent refléter une position subjective de l'auteur. J'ai donc opté pour la méthode déductive dans ce processus où, à travers la catégorisation des réformes nationales, j'ai analysé la place du projet GAP dans ces dernières et j'ai fini par déduire la finalité de ces réformes à travers la notion de puissance. L'emploi de cette approche m'a permis de rester concentrée sur le cadre théorique de l'étude et sur ma connaissance du sujet de recherche mais, en même temps, de créer les relations entre l'eau, la construction nationale et politique, et la puissance.

## **4.3 Réflexions personnelles sur le processus de recherche**

Ma formation académique en Sciences Politiques a affecté mon choix ontologique, surtout que je comprends l'eau et la construction nationale dans un cadre rationnel de puissance. Toutefois, j'ai prêté une grande attention à ce que ma subjectivité n'influence pas mon analyse, en essayant dans la mesure du possible de me détacher de certaines idées préconçues mais aussi de mon identité de « chercheure » rattachée à une université canadienne. Tout au long de ce mémoire, j'ai décidé de ne pas me positionner sur le projet GAP, puisque ce dernier comporte plusieurs problématiques et soulève de nombreuses questions complexes en lien avec des enjeux identitaires, ethniques et politiques.

Plus personnellement, étant étrangère et conduisant une recherche sur une question et une région assez sensible aux politiques internes de la Turquie, cela a affecté mon habilité et ma liberté à discuter du sujet

avec les locaux. En effet, je comptais entamer des recherches dans la région même du GAP, plus précisément dans la province de Şanlıurfa, où se trouve l'administration du projet. Mais la situation politique tendue et l'insécurité ambiante qui enveloppe la région en raison de la question kurde et de la proximité géographique avec le conflit syrien, se sont posées comme premier défi à mes ambitions. Toutefois, malgré cette situation, j'ai voulu me rendre dans la région du Sud-Est kurde du GAP mais le poids de la bureaucratie turque et la lenteur de l'administration du GAP ne m'ont pas permis d'avoir accès aux archives de Şanlıurfa (sauf ceux en ligne). Deuxième défi.

De ce fait, optant pour la capitale Ankara, j'ai décidé de me contenter des archives de cette dernière. Toutefois une nouvelle barrière s'est présentée : la barrière de la langue. J'apprends le turc, mais étant débutante, j'ai eu des problèmes à comprendre les textes ou à pouvoir bien communiquer avec les gens. D'ailleurs, il n'est pas impossible que le défi de la langue ait influencé mon mémoire. De même, la limite de temps sur le terrain est un facteur à prendre en compte. Finalement, durant ma rédaction, la crise du COVID-19 a débuté, poussant ainsi la fermeture des bibliothèques universitaires à Montréal comme partout dans le monde. Sur ce, je n'ai eu accès qu'à certaines ressources, et dû me limiter aux ressources en lignes, que bien qu'abondantes, restent insuffisantes dans certains cas. Ainsi, cette crise a certainement eu une incidence sur ma capacité à accéder à de la littérature sur le sujet du GAP et aux données des réformes turques nationales.

Par ailleurs, durant mon étude de terrain, je me suis sentie en sécurité et j'ai même décidé, par pure curiosité, de visiter Şanlıurfa et Malatya qui se situent en région kurde. Ces exploits m'étaient à la fois stimulants et surprenants : j'ai pu visiter le Balıklıgöl, un lac connu dans les légendes juives et islamiques comme l'endroit où Nimrod a jeté le prophète Abraham dans un feu, puis visiter le Bazaar me permettant de discuter avec les locaux qui d'ailleurs parlent bien l'arabe (ma langue maternelle). En route pour Malatya, ville natale de Turgut Özal, je suis passée par Adiyaman considérée comme la province la plus dangereuse en Turquie vu la présence du PKK. Du fait que la question Kurde et le projet GAP peuvent être sensible aux locaux, j'ai finalement décidé de consacrer cette partie du voyage au tourisme.

Finalement, et malgré ces barrières, mon projet de recherche m'a aidé à problématiser, analyser et repenser mon sujet et mes choix d'analyse. Ce fut un long processus qui a débuté par l'intérêt porté à la question de l'eau au Moyen Orient, puis à une étude comparative entre la Turquie et l'Iraq en termes de conflits d'eau incluant la question Kurde, pour finir avec mon sujet actuel. Cela m'a permis de prendre conscience du réductionnisme de mon objectif initial influant ma méthodologie, mon analyse du sujet et mon organisation du mémoire.

**- PARTIE II – LE NATION BUILDING TURC ET LE PROJET GAP de 1930 –**

## -CHAPITRE V –LE DEBUT DE LA CONSTRUCTION NATIONALE DE L’EMPIRE A MUSTAFA KEMAL-

*‘I will take what’s mine with fire and blood’- Daenerys Targaryen*

Nous allons démontrer à travers ce chapitre et en nous basant sur la littérature de l’histoire turque, que la construction culturelle de l’identité turque débute bien avant les années 1920 et constituera la première pierre angulaire de l’histoire turque moderne. De même, nous allons dresser un portrait des enjeux sécuritaires de la nouvelle Turquie à la veille de la Première Guerre Mondiale, afin de démontrer que cette construction identitaire et politique menée par Atatürk est motivée par ces dernières.

L’Empire Ottoman sort vaincu de la Première Guerre Mondiale après s’être allié au camp de l’Allemagne aux côtés de l’Autriche-Hongrie et la Bulgarie. Les effets de cette guerre ne se limitèrent pas justement à la défaite de l’Empire Ottoman mais à sa désintégration complète telle que reconnue par le traité de Sèvres - signé par l’Empire Ottoman (Sultan Mehmet VI) et les Puissances alliées - après plus de 500 ans de règne, cet Empire étant captif entre les mains des pays Occidentaux qui vont se diviser le territoire. Les forces britanniques contrôleront la Mésopotamie et une bonne partie de la Syrie, la France occupera la Cilicie, les Italiens le sud-ouest de l’Anatolie et l’armée grecque se déploiera en Thrace orientale et à Smyrne. Mais en fait, cette désintégration de l’Empire a commencé bien avant la fin de la Première Guerre Mondiale et ne se limitera pas seulement aux espaces géographiques, mais aussi aux aspects sociaux, financiers, économiques et communautaires. La Sublime Porte, elle-même, va connaître cette désintégration et essaiera de rattraper son retard sans avoir de résultats concrets. De même, ces réformes ne se concentreraient pas au seul pouvoir central, mais aussi à travers des mouvements sociaux et politiques « rebelles » qui vont voir le jour comme le Comité d’Union et Progrès, poussant vers des changements progressistes, aux côtés de sociologues et penseurs « locaux » comme Yusuf Akçura (1876-1935) ou Ziya Gökalp (1876-1924), marquant ainsi le futur de cet Empire Malade.

Ce chapitre tente de comprendre dans sa première partie les caractéristiques de l’Empire Ottoman pour les comparer par la suite avec les réformes et les développements idéologiques, politiques et sociaux qui ont eu lieu bien avant l’arrivée de Mustafa Kemal au pouvoir où ses dernières années de règne de l’Empire Ottoman, bien que marquées par les guerres et défaites, constituent une première base de construction nationale et politique de la République Turque Moderne de 1923. Alors quelles furent les caractéristiques de l’Empire Ottoman et quels effets auront ces différentes formes de réformes dans l’avènement de la

Turquie Moderne ? Quels sont les enjeux de la Turquie à la veille de la Première Guerre Mondiale et quels effets auront-ils sur l'histoire et la politique kémaliste de la nouvelle République?

### 5.1 Les caractéristiques de l'Empire Ottoman

L'Empire Ottoman a été fondé à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle avec la dynastie d'Osman. Cet Empire qui a vécu pendant six siècles avant de devenir « l'homme malade », présente plusieurs caractéristiques et spécificités qui le rendent différent des autres empires du monde : premièrement, on remarque la présence d'une dualité de légitimité à la fois politique et religieuse. Jusqu'au début du XVI<sup>e</sup> siècle, le sultan était reconnu comme étant un leader exclusivement politique, mais en 1517, le Sultan Selim I connaît une grande défaite militaire, ce qui fait qu'il acquiert le titre de « Calife », détenu aussi par ses descendants (qui à leurs tours subiront des défaites et perdront des territoires) et cela pour des raisons stratégiques de contrôle des musulmans situés dans le territoire perdu

Au dix-huitième siècle, cependant, un autre type de position califale est venu occuper une place mineure dans l'arsenal diplomatique ottomane [...]. Ce geste symbolique, impliquant une vague sorte de suzeraineté religieuse ottomane, visait à camoufler la rupture réelle du lien séculaire entre les sultans et les Khans de Crimée. Autrement dit, la connexion ottomane-Crimée a été rompue mais pas totalement depuis que le titre de califat est resté, aussi ambigu qu'il ait pu être (Quataert, 2005, p. 83).

En effet, ce titre de Calife va renforcer une spécificité de l'Empire reconnu par la non-définition de frontières ou de limites territoriales, car en acquérant le titre de Calife, le Sultan devient le responsable et le représentant de tous les musulmans dans le monde et de la *Umma* islamique. De même, le pouvoir est héréditaire au sein de la dynastie ottomane avec un système de néo-patrimonialisme ou « sultanisme » comme l'indique Max Weber (1921) dans *Economy and Society* et comme le montre bien Bernard Lewis (1960) dans *The Emergence of Modern Turkey* évoquant le fait que l'Empire Ottoman était formé d'un souverain et de ses agents. Dans le même sens, et au sein de l'Empire Ottoman, les habitants ne sont pas considérés comme citoyens mais plutôt comme sujets du Sultan renforçant ainsi ce patrimonialisme. Mais cette idée pourrait être expliquée aussi par la reconnaissance d'un pluralisme et une grande diversité au sein de l'Empire traduite par la reconnaissance des différentes communautés religieuses comme étant des *Millets* ayant une autonomie au niveau des affaires religieuses et sociales des communautés (exemple : mariage, statut personnel, droits héréditaires, etc...) (Barkey et Gavrilis, 2016). L'Empire Ottoman a connu des années de gloire, surtout avec le sultan Soleiman Le Magnifique- d'ailleurs cette époque glorieuse a été traduite dans une série télévisée turque *Muhteşem Yüzyıl* en 2011 qui a fait le tour du Moyen Orient et a fait rêver le monde- mais le tournant aura lieu au XVI<sup>e</sup> siècle, quand l'Europe



connaîtra la révolution industrielle, marquant son développement au niveau économique et technologique, faisant de cet Empire un empire retardataire par rapport à ces dernières modernisations, un empire « malade » et dégradé.

Toutefois, la prochaine partie nous introduit aux essais de remise à niveau de l'Empire Ottoman à travers des décisions politiques ou Tanzimats dans le but de modernisation et de développement de l'Empire portant ainsi divers changements aux caractéristiques de ce dernier. De même, des mouvements politiques, sociaux et idéologiques vont émerger dans la société afin d'assurer la mise en place de ces réformes et consolider un nouveau développement économique et social de l'Empire.

## **5.2 La transition vers la République Moderne Turque : entre modernisation, idéologie et nationalisme**

Les dernières décennies de l'Empire Ottoman ont montré un grand retard aux niveaux militaire, économique, financier, éducatif, etc... La défaite de 1868 que l'Empire va connaître face à l'Empire Russe, marque la prise de conscience du retard par la classe dominante, mais marquera aussi le début de sa fin, car cette perte fatale va permettre le début de l'infiltration occidentale au sein de l'Empire et ses diverses communautés religieuses et ethniques.

### ***a) Les réformes de la Sublime Porte : entre crises et retards***

Cette période est tourmentée aussi par des événements internes. Face à cette défaite, le sultan Selim III projette l'idée de la mise en place de réformes, mais il fut renversé par Mustafa IV, qui à son tour, fera face à une révolte de Janissaires et se fera destituer pour Mahmoud II. Ce dernier commence son règne par un massacre afin d'éradiquer l'ordre des Janissaires, hostile depuis Selim III et ayant pour but de créer un ordre sous le nom de « eşkinci » suivant les caractéristiques européennes en termes de hiérarchie, de méthodes, mais présentant aussi une nouveauté dans sa composition en termes de combattants musulmans et non-musulmans (Moreau, 2007). Ainsi, la première réforme de Mahmoud II fut une réforme militaire.

Au fait, les Janissaires étaient l'ordre militaire le plus puissant de l'Empire Ottoman portant les victoires et les expansions ottomanes à travers les siècles incluant la prise de Constantinople par Mehmet le Conquérant : « Les Janissaires étaient à l'époque la force la plus compétente des Balkans. Ils étaient tous bien équipés, bien blindés » (Rise of Empires, Ottoman, Netflix, 2020, épisode 2).

On ajoute à ce qui précède l'idée que le règne de Mahmoud II va connaître des événements tragiques qui marqueront la stabilité de l'Empire Ottoman. Parmi ces événements, nous distinguons le mouvement nationaliste indépendantiste grec (1821-1829) avec la montée du conflit avec Mehmet Ali Pacha, vice-Roi

d'Égypte après une courte phase de coopération aux côtés des pertes militaires majeures et continues. Toutefois, Mahmoud II va entreprendre une série de réformes et de modernisations, touchant à plusieurs piliers de l'Empire Ottoman.

Au niveau politique et social, le Sultan va prendre des décisions qui mettront fin à l'arbitraire dans l'ordre de justice et commenceront à consacrer une égalité juridique entre les différentes communautés de l'Empire Ottoman. En fait, cela fait référence à la notion de citoyenneté « ottomane » que l'empire va essayer de forger. De même, comme le démontre bien Lewis (1961), ces réformes vont toucher à d'autres piliers de la vie sociale ottomane comme l'éducation avec l'envoi d'étudiants à l'étranger ou l'ouverture de l'École de Médecine d'Istanbul – d'ailleurs, ces deux nouvelles vont marquer la base des futurs mouvements d'opposition -, mais aussi au niveau de la langue où les hauts fonctionnaires se voient apprendre une langue étrangère, et également au niveau fiscal puisque Mahmoud II va abolir le féodalisme sur lequel se basait le système de collecte d'impôts, pour le remplacer par un système plus centralisé, concentré aux mains des sultans et de la Sublime Porte.

Au cours des treize années qui séparent la destruction des Janissaires en 1826 et sa mort en 1839, le sultan tente de mener à bien un programme de réforme aussi vaste que celui de Pierre le Grand en Russie et bien plus difficile. Pierre était déjà autocrate; Mahmoud a dû se faire un, surmontant la résistance de la vieille tradition islamique ottomane profondément ancrée dans la société et le gouvernement [...] (Lewis, 1961, p.101)

Cet « Homme de la Réforme » (*ibid.*, p,101) influencé par Selim III, va ouvrir la porte à d'autres réformes ultérieures, connues sous le nom de Tanzimat ou des règlements de *Gülhane* de 1839 et du *Hatt-i Humayun* de 1856 en plus de la mise en place de la première constitution ottomane connue sous le nom de la « Constitution de 1876 » transformant l'Empire en une véritable monarchie constitutionnelle.

Malgré ces efforts, le retard de la prise de conscience, les influences externes ainsi que les incidents locaux vont limiter l'efficacité de ce nouveau système. L'échec de ces réformes expliquera la chute de l'Empire Ottoman. Mais, il est intéressant de voir que d'autres visions de modernisation de l'Empire existaient au sein même du sultanat. C'est le cas des Jeunes Turcs par exemple.

### ***b) Les Jeunes Turcs et la révolution de 1908 : un premier pas vers le nationalisme et la modernisation ?***

« Liberté et Constitution » fut le slogan d'un groupe qui émergea lorsque quatre étudiants de l'École de médecine militaire de Constantinople décidèrent de créer une organisation secrète connue sous le nom de Jeunes Turcs. En effet, ils s'inspirèrent de plusieurs courants et idées européens, car cette opposition

se développa essentiellement en Europe aux alentours des années 1890, précisément à Paris, et se dispersa dans plusieurs villes européennes ainsi qu'en Égypte. Au niveau ottoman, « si Abdul Hamid II parvint à stabiliser l'Empire, il échoua à surmonter la rupture entre le Palais et la nouvelle élite militaire et civile issue du processus des réformes » (Bozarslan, 2016, p.10), ce qui explique le fait que ce mouvement se diffusa parmi les étudiants d'Istanbul, au sein de l'Académie militaire, de l'École d'administration, de l'Académie navale ou encore de l'École vétérinaire et attira également de nombreux officiers et oulémas qui furent tous partie de la nouvelle élite fortement influencée par les Tanzimats. Le but premier de cette organisation était de libéraliser l'Empire et de remettre en place la Constitution de 1876 supprimée depuis 1878 par Abdul Hamid II.

Toutefois, cette organisation ne se limita pas à ces seuls buts, mais connût de grands débats et divisions idéologiques : « en Europe, au début du XXe siècle - selon la narration moqueuse de Yehya Kemal -, les Jeunes Turcs en extase écoutaient les discours de Jaurès, ils suivaient ensuite, les larmes aux yeux la marche des membres de l'Action française et, un autre jour, applaudissaient les monarchistes » (ibid., p.10). Cela aboutit à la division des Jeunes Turcs en deux groupements : le premier connu sous le nom de Comité Union et Progrès dirigé officiellement par Ahmet Riza, et le second comme étant le groupement des Libéraux, connu sous le nom de l'Organisation de l'Initiative privée et la Décentralisation comptant en son sein Sabahaddin, le neveu du Sultan.

D'ailleurs, les libéraux provenaient en grande partie des éléments prospères et conservateurs de la société ottomane et appartenaient à une classe sociale supérieure aux unionistes. Ils prônaient une décentralisation au sein du gouvernement, avec une autonomie potentielle pour les groupes ethniques comme dans le système de millet traditionnel ottoman. De même, ils préférèrent un système économique de laisser-faire avec une intervention minimale du gouvernement (Ahmad, 2008, Vol I, p.4) s'inspirant essentiellement de la pensée de l'économiste Frédéric Le Play et d'Edmond Demolins, et voulant également faire appel aux Puissances pour apporter de l'aide à la bonne mise en place des réformes. Alors qu'à ses débuts, le CUP manquait d'un programme politique clair et « tentait de mener une révolution avec et non contre l'appareil de l'État (ibid., p.4), il s'inspira après quelques années des idées positivistes d'Auguste Comte et de son disciple Pierre Lafitte, et établit un programme politique se basant sur la centralisation du pouvoir dont le gouvernement était contrôlé par une assemblée élue indépendamment des institutions traditionnelles. Toutefois, cela marqua « la fin de la communauté religieuse (millet) et son influence omniprésente, sauf dans le domaine de la religion » (ibid., p.5). Ce comité comptait des membres issus de diverses nationalités et religions : on y trouva majoritairement des musulmans, des

turcs, des arabes et des kurdes, mais aussi des chrétiens et des juifs, des Albanais ou encore des Arméniens. Cependant, avec cette centralisation et l'enlèvement du système de Millet, le CUP glissa aux alentours de 1907 vers un nationalisme turc, poussant hors de son rang ces communautés religieuses, les incitant indirectement à l'éveil de leur nationalisme communautaire.

Toutefois, l'année 1908 fut une date historique pour les opposants et notamment pour le CUP, marquant l'année de la révolution et une première voix vers la Turquie Moderne de 1923. La victoire des Jeunes turcs les a fait gagner la majorité des sièges au Parlement dans les élections de novembre 1908.

Cette révolution et l'arrivée au pouvoir du CUP marqua un début de travaux de modernisation en termes de politiques agraires, d'unification des différentes populations de l'Empire en leur donnant des droits et devoirs égaux, de réorganisation de la police et des transports publics (Lewis, 1961), et de contrôle des communautés religieuses. Mais un des essentiels points du bilan du travail du CUP fut la création d'une nouvelle classe bourgeoise qui assura le transfert du pouvoir ultérieurement dans les années 1920 (Ahmed, 2008). Toutefois, l'élément turc resta le centre de l'action du CUP qui imposa la Turcification dans les différentes régions de l'Empire : l'élément turc est toujours plus favorisé au détriment des autres nationalités. Une rupture se créa ainsi entre les Jeunes-Turcs d'origine turque et les autres nationalités du mouvement poussant vers la création de divers mouvements nationalistes communautaires (Borzaslan, 2016, p.17) marquant de plus en plus la dégradation de l'Empire, car ces derniers demandèrent l'aide aux puissances étrangères pour la protection et la conservation de leurs droits identitaires et civils.

La concentration du pouvoir aux mains du CUP dura jusqu'à l'éclatement de l'Empire Ottoman. Le travail de ce Comité peut poser des questionnements et des critiques face à ses actions et travaux, toutefois, une chose est sûre, le CUP marqua la première pierre angulaire dans le long chemin de construction nationale turque moderne. En effet, « la nouvelle phase de la réforme a été ouverte non pas par des actes du gouvernement mais par des manifestes littéraires, et les premiers dirigeants de la Jeune Turquie n'étaient pas des politiciens mais des poètes et des écrivains » (Lewis, 1961, p. 132), parmi ces leaders figure Ziya Gökalp qui marquera l'histoire et l'idéologie du panturcisme.

### ***c) Ziya Gökalp : l'idéologue du XXème siècle***

« Becoming Turkish, Muslim, and modern », peut résumer l'idéologie de Ziya Gökalp ou Mehmet Ziya (1876-1924) une des figures éminentes du mouvement national turc et « idéologue » du CUP.

Le thème récurrent dans les écrits de Gökalp était la question de savoir comment les Turcs devraient adopter la civilisation occidentale et comment elle devrait être harmonisée avec leurs deux traditions

historiques, à savoir leurs origines turque et islamique; ou, en d'autres termes, à quoi ressembleraient les Turcs en tant que nation et l'Islam en tant que religion dans les conditions de la civilisation contemporaine (Berkes, 1954, pp.375-376).

Ainsi, Gökalp posa les bases de l'identité turque ou le panturcisme adopté par le CUP et par Mustafa Kemal ultérieurement en résumant le courant turciste en trois grands titres : premièrement, la turcification des domaines sociaux, économiques et politiques, et cela dans le but de la construction d'un Empire Turc englobant les « Turcs » de l'Anatolie, de l'Azerbaïdjan et de l'Asie centrale. Deuxièmement, l'islamisation restant au cœur de l'idéologie turque à ce moment-là car, pour Gökalp, toute société a besoin d'une balance de valeurs et, dans le cas de l'Empire Turc, l'islamisation permettrait de balancer les effets de la modernisation occidentale en créant un système de valeurs et de traditions religieuses. Finalement, vient l'idée de l'occidentalisation ou « contemporary civilization » (*ibid.*, p.382) qui se base sur la notion de Nation ou de Millet en turc et, qui d'après Gökalp, permettrait l'instauration d'une civilisation sociale, mais aussi d'une modernisation économique du pays, et cela en adhérant aux idées occidentales. Faisant partie du CUP, Gökalp prônait l'idée d'un État « fort » centralisé permettant l'adoption de ces trois grands titres. De même, Gökalp a fait partie du groupe « *Genç Kalemler* » défendant la réforme de la langue car des barrières linguistiques empêchèrent la communication de leurs idées; en fait « ils ont réalisé que la prévalence de deux langues différentes - le turc utilisé par les gens ordinaires et le turc ottoman - était un problème majeur, et ont estimé qu'une simplification était nécessaire afin de permettre la communication avec tout le peuple de la nation » (Aydingün et Aydingün, 2004, p.418). Cette idée de réformes et de « purification » de la langue est essentielle dans l'affirmation identitaire turque et va être reprise dans les politiques de construction nationale de Mustafa Kemal.

Ironiquement, d'origine Kurde de Diyarbakir - une des régions les plus instables actuellement en Turquie, et la plus touchée par le conflit identitaire et politique continu Kurde-Turc -, Ziya Gökalp relève jusqu'à présent d'une grande importance dans la construction de l'idéologie moderne turque, en jetant les bases de la construction nationale turque poursuivi par Mustafa Kemal dans les années suivantes.

En bref, il semble que la construction nationale turque porte des bases bien plus anciennes que les années 1920, remontant aux Sultans, puis aux groupements de rebelles, et finalement à travers la présence d'idéologues et sociologues, qui au total formeront la première base de la Turquie Moderne. En effet, la fin de l'Empire va être liée à « *Goeben* » et « *Breslau* » - deux navires allemands achetés par la Sublime Porte - marquant l'entrée en guerre de l'Empire Ottoman auprès de l'Allemagne, le 29 Octobre 1914, en bombardant les côtes russes. Par la suite, le Sultan Mehmet V, en sa qualification de Sultan et Calife,

proclame la Guerre Sainte ou le *Djihad* contre les forces de l'Entente. Toutefois, une question légitime se pose : avec toutes les difficultés que l'Empire Ottoman connaissait au début du XXème siècle, pourquoi s'embarquer dans une guerre aussi fatale et imprévue que la Première Guerre Mondiale? En effet, plusieurs raisons stratégiques, politiques ainsi qu'économiques peuvent expliquer cette décision comme la mise en place de la politique nationaliste du CUP ou la fin de la dépendance commerciale et financière de l'Empire à l'égard des pays comme la Grande Bretagne ou la France, etc... (Borzaslan, 2016). Mais le résultat en est un : le démantèlement total de l'Empire Ottoman avec une occupation occidentale poursuivie d'une Guerre d'Indépendance portée par Mustafa Kemal, l'héro et le sauveur de la nation turque.

### 5.3 Mustafa Kemal, le précurseur de la République Turque et les enjeux post-guerre

«For decades, his image has dominated the landscape of Turkey, his icy-blue eyes staring down from the walls of every school, hospital and government institution » (Amraoui et Edroos, 2018). En effet, il est très probable de tomber sur des photos du *Türklerin Babası'* (Père des Turcs) en marchant dans les Bazaars d'Istanbul ou en assistant à une conférence dans ses universités, ou même sous forme de souvenirs imprimés sur des porte-clés, des jeux de puzzles mais aussi sur des magnets et des grands posters (Figures 1 et 2) – et même si dans les derniers temps, d'autres visages ont aussi eu ce privilège. Cela semble curieux pour beaucoup de touristes et étrangers qui se demandent souvent qui est représenté sur cette photo et pourquoi se trouve-t-elle partout ? Mais en jetant un regard sur l'histoire de la Turquie ou en demandant simplement à un marchand ou à un chauffeur de taxi, on comprend l'importance de cet homme dans l'histoire politique et la société turque. En effet, c'est Mustafa Kemal Atatürk.

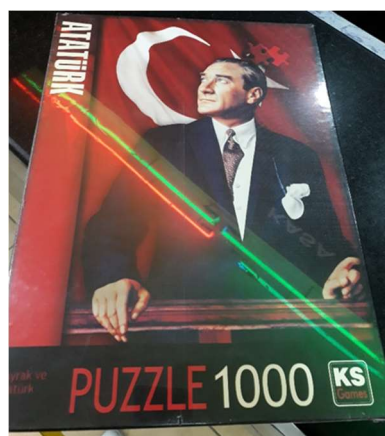


Figure 1. Puzzle de Mustafa Kemal- Souvenir Librairie, Istanbul, Juillet 2018 (Photo, Julie HARB).

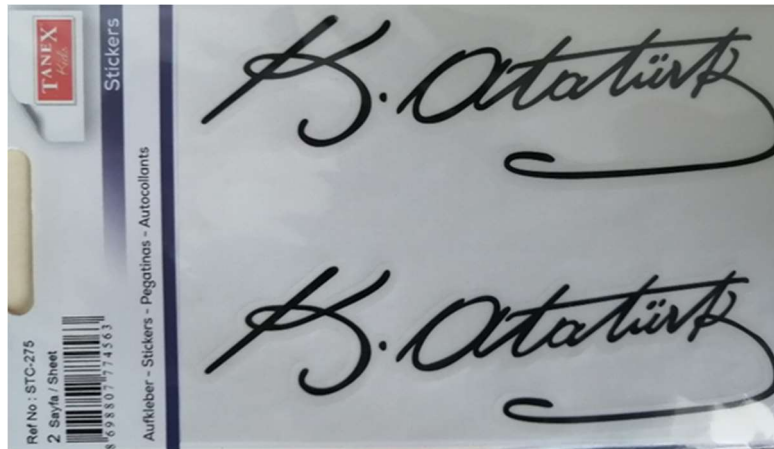


Figure 2. Autocollants de la signature de Mustafa Kemal, vendus au *Bazaar* comme souvenir, Istanbul, Juillet 2018, (Photo, Julie HARB).

### ***a) Mustafa Kemal, « le sauveur » et les premiers pas vers la République***

Mustafa Kemal commence sa formation politique en prenant part au cercle clandestin du Vatan ve Hurriye ou « Patrie et Liberté » qui critique l'ingérence occidentale dans les affaires de l'Empire ainsi que les aspects traditionnels du régime politique ottoman, pour faire partie par la suite du Comité d'Union et Progrès. D'un autre côté, la vie militaire de Kemal va marquer son premier succès au niveau national : durant la Première Guerre Mondiale, Mustafa Kemal remporte une victoire stratégique aux batailles de Dardanelles, le positionnant ainsi comme « sauveur » de la Nation mais aussi, ultérieurement, comme le chef de résistance et le premier Président de la République Turque Moderne (Bozdağ, 2002, Archives de Milli Kütüphane, Ankara; Anitkabir, Musée d'Atatürk et de l'Indépendance, Ankara).

De retour à la veille de la Première Guerre Mondiale, ce fut lors de l'armistice de Moudros que le sultan fut contraint de signer et de découper l'Empire Ottoman en des zones d'influences et d'occupations anglaises, françaises, italiennes et grecques. Par la suite, le Traité de Sèvres du 10 Août 1920 vint affirmer légalement cette décomposition. Cependant, Mustafa Kemal rejeta ouvertement cette décomposition et cette présence étrangère, lançant le 22 Juin un appel à la désobéissance face au gouvernement ottoman d'Istanbul créant ainsi un mouvement d'opposition national.

Par conséquent, l'Assemblée Ottomane adopta le Misak-I Milli ou le Pacte National prévoyant le respect de la souveraineté et le respect de l'intégrité territoriale ottomane, en intégrant les territoires de l'avant Accord de Moudros, suivi par l'inauguration d'une nouvelle Assemblée Nationale à Ankara le 23 Avril 1920 qui sera la base législative de la résistance et de la création de la Turquie Moderne.

Ainsi, la résistance ne tarda pas à se transformer en une guerre de « libération » ou « d'indépendance » qui va mettre fin à l'occupation et va permettre la proclamation de la République. Toutefois, plusieurs enjeux et menaces vont persister et émerger à la veille de la Première Guerre Mondiale, mettant la nouvelle République Turque face à l'examen de sa consolidation et son unité nationale et politique.

### ***b) Les enjeux « sécuritaires » à la veille de la Première Guerre Mondiale***

Le traité de Lausanne, signé le 24 Juillet 1923 entre la Turquie, la France, la Grande Bretagne, l'Italie, la Grèce, la Roumanie et le Japon mit fin aux conflits entre la Turquie et les autres partis et reconnu officiellement et internationalement à la République Turque Moderne ses nouvelles frontières incluant Istanbul et son arrière-pays européen ainsi que l'Arménie occidentale, le Kurdistan occidental et la côte orientale de la mer Égée (Izmir...). Ce traité marque une grande victoire pour la Turquie qui fut proclamée république le 29 Octobre 1923.

Cette négociation qui abouti à ce traité fait référence en quelque sorte à la politique adoptée par Mustafa Kemal : « paix à la maison, paix dans le monde ». En effet dans son discours du Vendredi 23 Avril 1920, devant la Grande Assemblée, Atatürk affirme cette vision de paix mais surtout de priorité donnée au niveau national en termes de sécurité et de construction étatique

Pour que notre nation puisse vivre solide, heureuse et indépendante, il faut que l'État suive une politique entièrement nationale et que cette politique s'appuie sur un consentement mutuel. Quand je dis politique nationale, voici le sens que j'attribue à ce mot : travailler au bonheur et à la prospérité véritable du pays en s'appuyant à l'intérieur de nos frontières nationales sur nos propres forces; ne pas occuper le peuple et ne pas lui nuire en l'engageant dans la poursuite d'ambitions démesurées. Attendre du monde civilisé un traitement civilisé et humain et une amitié réciproque . (Mustafa Kemal, Commission nationale turque pour l'Unesco, Archives de Milli Kütüphane, Ankara, p.83).

En effet, il faut savoir que l'acquisition de souveraineté territoriale reste incomplète pour la Turquie, même après la signature du Traité. La Turquie fit des réclamations à la province de Mossoul, qui était à son tour considérée par les forces occidentales comme faisant partie intégrante de l'Iraq et placée sous mandat anglais. C'est aussi le cas du litige de Hatay- Sandjak d'Alexandrette. Ces réclamations et disputes expliquèrent d'autant plus cette faiblesse de souveraineté et cette insécurité territoriale turque. D'ailleurs, la Turquie avait des réclamations de souveraineté totale sur les détroits des Dardanelles et Bosphore durant les négociations du Traité de Lausanne, mais la thèse occidentale va gagner et va placer ces détroits sous une supervision internationale avec une commission composée de la Grande Bretagne, du Japon, de la France et de la Grèce. Après plusieurs essais turcs de renégociation pour l'acquisition de



souveraineté, la Turquie remporta finalement sa réclamation en 1936 à travers la Convention de Montreux en profitant des événements internationaux, et où il était indiqué qu'elle se tenait prête à engager des négociations en vue d'arriver à des accords sur la réglementation du régime des détroits, sous les conditions de sécurité indispensables à l'inviolabilité territoriale de la Turquie (Kibaroglu et Kibaroglu Aysegül, 2009, p. 29). Cet exemple montre la fragilité de cette indépendance et souveraineté turque, mais aussi une fragilité au niveau de l'autonomie stratégique où il s'est avéré que la Turquie eu beaucoup de problèmes à défendre ces intérêts nationaux et n'a pu le faire que bien après les années 30, profitant des circonstances internationales. Cela prouve également que la Turquie fit face à des problèmes de puissance, ce qui explique le grand intérêt donné par Mustafa Kemal et son gouvernement à la sécurité nationale et la souveraineté territoriale.

Deuxièmement, la nouvelle république eu besoin de l'amitié britannique pour plusieurs raisons telles que l'amélioration des relations avec les pays occidentaux. De même, la relation avec l'Union Soviétique était à la fois une relation de confiance et de doute. En ce qui concerne les facteurs internes, la Turquie n'avait pas suffisamment de capacités militaires pour s'engager dans une guerre avec les Britanniques en raison de la fatigue des guerres des 10 dernières années (ibid., p. 25). Donc, cela souligna un double discours en Turquie : un discours de paix et d'isolement du reste du monde, mais aussi un état de partenariat avec les pays occidentaux notamment la Grande Bretagne, toutefois avec grande « méfiance » vu la faiblesse au niveau militaire et la conscience d'incapacité à faire face à une guerre, ainsi qu'une peur d'ingérence dans les affaires internes. Cela souligne donc à la fois un problème au niveau des forces militaires et des alliances turques.

Troisièmement, afin de comprendre la faiblesse de la force militaire, il est essentiel de comprendre le problème économique turc. Mustafa Kemal et son gouvernement ont hérité d'une économie dégradée par les années de guerre et des problèmes revenant aux années de l'Empire Ottoman. En effet, c'est

Une économie ruinée par la guerre, mais surtout une économie arriérée et traditionnelle, aussi bien par sa technologie que par sa structure et par son très bas niveau de productivité. Une économie incapable de nourrir et de vêtir la population en détresse, et, de plus, soumise à la domination du capital étranger par secteurs entiers, cette dépendance économique ne pouvant aboutir qu'à la dépendance politique et, par-là, à la perte de la souveraineté de l'État, dans la logique kémaliste. (Eyüboğlu, 1994, p.102).

Donc le but fut de faire sortir le pays du sous-développement en mettant en place des réformes de modernisation et d'industrialisation, et ranimer la vie économique en exploitant des nouvelles ressources

et secteurs tout en assurant une indépendance économique nationale qui, dans la pensée Kémaliste, assure la souveraineté et sécurité nationale générale. Toutefois, la tâche ne fut pas si facile, comme le démontre Uğur Korum (1982)

L'économie turque de l'année du Congrès est en effet très peu performante et totalement dépendante de l'étranger. Ainsi, en 1924, le volume de la production nationale n'excédait point 15 millions de livres, tandis que celui des importations atteignait 193,6 millions, dont la liste se compose, dans l'ordre décroissant, de la façon suivante : textile, blé et farine, sucre, thé, machines, fer et acier, essence, huile minérale lourde, dattes, citrons, machines agricoles, fuel, café, papier d'imprimerie, riz, caoutchouc, etc... (*Ibid.*, p.103).

Ces indicateurs font preuve d'une incapacité économique qui rend la Turquie impuissante au niveau national et international, ce qui explique le recours d'Atatürk à des modernisations afin de garantir la naissance d'une puissance turque par le biais de l'indépendance économique et nationale. En effet, le projet GAP peut facilement présenter cette vision de modernisation de Mustafa Kemal où, à travers ce projet, il tente la mise en place de l'électrification du pays tout en apportant à cette région du Sud-Est un projet d'industrialisation et de développement régional.

Finalement, il ne faut pas oublier de regarder le contexte de manière plus général : en fait, la Turquie est née dans un cadre de déséquilibre global. Au niveau international, cette naissance dans la période de l'entre-deux-guerres explique ce dévouement turc face à l'isolationnisme et la paix avec tous les pays. D'autant plus que cette période est marquée par une instabilité internationale et des développements incertains, surtout avec les régimes d'Hitler et de Mussolini. De même au niveau régional, la Turquie partage ses frontières avec la Syrie et l'Iraq, deux nouveaux pays divisés sous les mandats français et anglais, et cette expérience « arabe » de « mandat » étranger crée une inquiétude turque face à la véracité des intérêts occidentaux dans la Turquie et la région en général, ce qui explique son recours aux négociations et à la paix avec ses voisins, mais aussi à la fortification de sa souveraineté nationale et géographique. De plus, au niveau national, bien que la Turquie soit sortie gagnante du combat de l'indépendance, des enjeux et défis nationaux subsistent avec l'émergence de la question Kurde au Sud-Est et le début des demandes d'autonomie et d'auto-détermination, ce qui illustre un début d'incohésion sociale mettant en danger l'entité turque mais aussi des questions liées à la construction nationale et le développement des divers piliers étatiques subsistants surtout avec la présence des limites aux niveaux des forces matérielles et physiques au vu de l'épuisement dû aux diverses années de guerre. En bref, la proclamation de la République Turque et sa reconnaissance internationale furent les premières victoires

que cette dernière a pu acquérir, mais cela n'empêche pas la présence de nombreux défis et enjeux nationaux et internationaux.

Il est bien évident que les turcs ont construit leur État par la guerre et le feu de Daenerys, dans une longue lutte d'indépendance remontant aux dernières années de l'Empire Ottoman. Pour conclure cette partie, ce bref exposé historique et analytique montre que la Turquie post-guerre a hérité de son passé ottoman un début de construction identitaire turque qui se poursuivra avec les années kémalistes, ainsi que des enjeux et des luttes sur divers niveaux et formes de capacités nationales. Cela peut ainsi expliquer la naissance d'une nouvelle bataille turque : la bataille de l'instauration d'une puissance et souveraineté nationale présente dans les divers secteurs institutionnels et sociaux turcs. Cette bataille de puissance de Mustafa Kemal va être adoptée sur la base de la construction nationale ou le Nation Building qu'on élaborera en détails dans le prochain chapitre. Mais pour revenir à notre sujet, il est vrai que le projet GAP, et comme avéré, renvoie à l'enjeu économique de la Turquie post-guerre où, à travers ce projet, Mustafa Kemal tente de moderniser et d'industrialiser la Turquie et ses régions tout en démontrant « l'occidentalisation » de la Turquie et de son économie. Toutefois, le GAP peut aussi relever d'une forme d'imposition et d'identité nationale à travers l'exploitation des ressources naturelles nationales telles que les fleuves du Tigre et de l'Euphrate marquant une forme de puissance territoriale et nationale. Alors comment le projet GAP reflète-t-il la construction nationale de Mustafa Kemal?

## -CHAPITRE VI –LE PROJET GAP, MIROIR DE LA CONSTRUCTION NATIONALE TURQUE? -

*‘Les nations se civilisaient en suivant trois voies fondamentales : la science, l’éducation et les concours de beauté’- Elif Shafak (2019)*

En nous basant sur les réformes nationales des années 1920 et 1930 entamées par Mustafa Kemal, nous allons démontrer dans ce chapitre que le projet GAP reflète de la nouvelle construction nationale et politique turque, dans un intérêt de souveraineté nationale. Ainsi on tentera de comprendre le projet GAP dans cette époque, en se penchant sur les piliers de l’économie, la culture, le droit et la force du modèle de Rokkan (1971) tout en établissant le lien avec la notion de puissance. Notre première partie se consacrera donc à l’étude des réformes économiques de Mustafa Kemal notamment l’industrialisation, l’étatisme et la planification économique et la place du projet GAP dans ce nouveau système économique influencé par l’URSS. Notre seconde partie quant à elle, abordera les dimensions culturelle, législative et idéologique de la construction nationale, en essayant de situer le projet GAP face au turcisme et la souveraineté nationale.

### **6.1 Le projet GAP : un projet économique de réforme et de rupture avec le passé ottoman**

« Pour faire parvenir notre nouvelle Turquie au niveau qu’elle mérite, nous sommes obligés de donner une importance de premier ordre à notre économie. En effet, notre époque n’est pas autre chose qu’une époque économique » (Mustafa Kemal, discours du Congrès (1923), Archives de Milli Kütüphane, Ankara, p.213). De retour à la théorie du Nation Building, le pilier économique est l’un des piliers essentiels du processus qui implique le contrôle de la production-distribution du travail et du capital (Rokkan, 1971), aux côtés d’autres fonctions comme l’exploitation des ressources et l’industrialisation. Il semble que le pilier économique est prioritaire dans cette construction nationale dans le projet d’Atatürk.

Si on veut comprendre la construction économique nationale, il faut étudier deux caractéristiques qui marquent la « doctrine » économique kémaliste. La première revient à l’industrialisation, qui marque en général des transformations économiques surtout dans « la structure de production, dans laquelle les secteurs industriels se développent généralement plus rapidement que l’agriculture. La montée de l’industrie s’accompagne de changements dans la composition de la demande, du commerce international et de l’occupation de la main-d’œuvre » (Chenery, Banque Mondiale, 1982, p.1). Comme déjà noté, la Turquie a hérité d’une économie arriérée et affaiblie par les lourds siècles de l’Empire Ottoman. Alors, le plan de Mustafa Kemal fut d’implémenter des réformes à des fins de développement, où cette économie

ne soit plus fondée sur le seul secteur agricole mais notamment sur une production nationale assurant premièrement l'autosuffisance nationale, mais aussi la modernisation et la « civilisation » économique de l'État turc. Le paragraphe suivant nous fait comprendre la logique d'Atatürk

Depuis le début du XIXe siècle, la Turquie ottomane était dans un état d'effondrement économique total. La Turquie était totalement restée à l'écart du grand mouvement économique qui avait commencé vers la fin du XVIIIe siècle [...]. Il s'agissait du mouvement impliquant l'invention des machines et leur application aux industries. Le premier résultat de ce mouvement a été la division du monde en deux: 1. les pays en possession de machines, 2. les pays sans machines. Du fait de cette division, les pays possédant des machines ont utilisé leurs produits industriels bon marché et produits en masse pour provoquer l'effondrement rapide de l'industrie indigène dans les pays sans machines, leur industrie étant basée sur des gadgets primitifs à commande manuelle; rendant ces derniers non industrialisés, ils les ont transformés en clients ou consommateurs de l'industrie occidentale [...] En bref, les pays pauvres et dépendants qui manquaient de toutes sortes d'industrie moderne ont été transformés en colonies et semi-colonies [...] L'Empire ottoman faisait partie de ceux appartenant à cette deuxième catégorie de semi-colonies. Les semi-colonies étaient des pays qui, bien qu'apparemment indépendants, étaient en fait soumis aux capitulations et au contrôle de certains pays étrangers, notamment sous leur suzeraineté économique. (Bozdağ, 2002, Archives de Milli Kütüphane, Ankara, p.71)

On remarque ainsi l'intérêt turc dans l'acquisition des machines, des nouvelles technologies et dans l'implémentation de l'industrialisation, pour répondre aux besoins de développement mais aussi aux buts de puissance, de souveraineté et d'autonomie économique. Sur ce, l'état turc va créer la *İş Bankası* (Banque des Affaires) et va adopter une loi en 1927 connue sous le nom de la « Loi d'encouragement à l'industrie » ou *Teşvik-i Sanayi Kanunu* afin d'inciter l'initiative privée et les investissements dans le secteur de l'industrie. Ces décisions vont avoir un impact positif sur l'économie nationale où le nombre des industries va augmenter de 342 en 1923 à 1473 en 1932 créant en même temps aux alentours de 62,000 emplois (Özgüç, 1986, p.51).

Toutefois, ce premier plan d'industrialisation ne fut pas simple vu le fait que la majorité des productions industrielles provenaient de l'agriculture nationale (tabac, alimentations), de même

Ces initiatives s'avèrent limitées dans leur capacité à drainer vers l'industrie les capitaux privés, attirés davantage par les activités commerciales plus lucratives [...] En effet, bien qu'une substitution de productions nationales aux importations fût amorcée dans le secteur des biens de consommation courante, les performances furent bien en deçà des attentes des pouvoirs publics, qui espéraient en outre le

développement d'autres secteurs comme celui du fer et de l'acier. Des lors, l'idée de combler les carences du privée par la participation directe de l'État dans les activités industrielles, commença à gagner du terrain. (Akagül, 1989, p.135).

La deuxième caractéristique de l'économie de Mustafa Kemal, va venir compléter cette première caractéristique et constitue l'implémentation d'une économie planifiée sur 5 ans (première mise en place en 1933), influencée par la vision soviétique. En fait, « la sphère de la "planification" était généralement considérée comme incluant la planification de la santé, du logement et de la sécurité sociale, et l'urbanisme et l'aménagement du territoire, ainsi que les questions économiques plus formelles » (Toye, 2003, p.4). Cette définition de Toye (2003) renvoie à la planification sectorielle, mais il en existe d'autres formes et versions de planification comme le démontre Alec Nove (1990) qui peuvent renvoyer à des « deliberate actions by governments, mainly the state, while also occasionally referring to plans developed in the private sector » (Nove, 1990, p.186) subvenus sous une forme « indicative » marquant une forme d'influence de l'État sur les subventions et les impôts. De même, il existe une version soviétique reconnu sous le nom de la « planification directive » consistant à ce que « The authorities issue binding instructions to subordinate management, telling it what goods and services to provide, from whom to obtain the required inputs » (*ibid.*, p.186). Cette dernière forme correspond en quelques sortes au modèle turc, puisque Mustafa Kemal va adopter la planification soviétique dans le cadre de sa réforme.

En fait, la relation turco-soviétique était à son pic pendant ces années, comme le mentionne l'organe mensuel de la société pour les relations culturelles entre l'URSS et l'étranger *Voks* de 1932 qui fut adressé depuis Moscou au Premier Ministre turc Ismet İnönü et le ministre des affaires étrangères Tevfik Rustu Bey avant leur visite à la tête d'une délégation turque à l'URSS, afin d'établir une entente et échanger de l'expertise dans divers domaines, explique cette relation

Nous espérons que grâce au séjour de cette délégation, l'opinion publique turque pourra plus facilement prendre connaissance de la vie politique, économique et culturelle de l'URSS, ainsi l'œuvre gigantesque que nous avons entreprise pour la reconstruction de notre économie nationale sur la base de l'accomplissement du plan quinquennal [...] Nous sommes convaincus que des visites pareilles [...] contribueront énormément à établir une entente mutuelle et un rapprochement réciproque entre les deux pays (*Voks* (1932), Archives de Milli Kütüphane, Ankara, pp.3-4).

Cette lettre témoigne des bonnes relations entre ces deux pays, mais aussi de l'offre pour une assistance technique soviétique pour la Turquie dans le but d'une meilleure acquisition de connaissances dans divers domaines comme l'économie nationale, la santé publique et l'éducation. Cette entente fut couronnée par

l'adoption de la Turquie d'un plan quinquennal proche de celui de l'URSS pour relancer son économie nationale. Alors la question qui se pose, serait à savoir si la Turquie de Mustafa Kemal est une économie communiste? En effet c'est là que se présente l'invention : la Turquie de 1930 témoigne d'une économie mixte, dans le sens où l'interventionnisme de l'État n'empêche pas le développement d'un secteur privé ou la présence d'initiative individuelle économique.

Selon Atatürk, le but est d'entraîner l'individu dans le domaine économique et de le faire faire tout ce que l'économie exige. Cependant, si l'individu ne peut pas le faire, (parce que) sa connaissance de la technologie et de l'économie, et que son capital n'est pas suffisamment adéquat, alors à sa place, l'État doit faire ce travail, créer une usine, l'exploiter et quand il devient une entreprise payante, transférez-la à l'individu. L'objectif est d'utiliser les ressources obtenues grâce au produit de la vente pour créer de nouvelles usines, relançant ainsi l'économie du pays. (Bozdağ, 2000, Archives de Milli Kütüphane, Ankara, p.103).

Ce premier pilier de la construction nationale turque reflète à son tour une première caractéristique de la nouvelle République : l'étatisme. En ce sens, l'étatisme implique l'intervention du gouvernement dans le domaine économique pour une meilleure régulation (substitution aux importations, investissements publics au service du secteur privée) (Singer 1983; Akagül 1989), afin d'assurer une bonne qualité de vie aux citoyens, mais aussi assurer l'autosuffisance turque.

En effet, le développement du secteur de l'électricité fait partie de cette phase de modernisation et d'industrialisation. Les premières années de la République turque dépendaient de l'extérieur pour son alimentation en électricité à travers de sociétés privées étrangères qui dataient depuis l'Empire Ottoman dont des entreprises allemandes (MAN & AEG à Ankara), belges, italiennes et hongroises (Ganz Corporation) (Bagdadioglu et Odyakmaz, 2008). Or, l'un des buts de Mustafa Kemal fut l'industrialisation, la fin de la dépendance et l'autosuffisance, qui vont toucher au secteur de l'électricité dans le cadre de l'économie planifiée et de l'étatisme. Le projet GAP de 1930 n'est que le fruit de cette politique, car ce dernier fut influencé par le projet soviétique au nom de *Dnieproges*. En fait,

Dans le premier et le deuxième plan d'industrialisation élaborés pour les années 1933-1942 afin d'augmenter la production d'électricité, de réduire la dépendance de la production à l'importation et d'économiser de l'argent, il a été signalé que l'industrialisation pourrait être possible en obtenant une énergie à bas prix, et les ressources énergétiques hydrauliques et fossiles doivent être ainsi explorées (Yılmaz et Uslu, 2005, p.259).

Ainsi les développements et investissements dans le de l'électricité en Turquie par Mustafa Kemal étaient conçus comme un « type de formation de capital prenait la forme d'investissements fixes dans les chemins de fer, les routes, les ports et l'électricité [...] Depuis les années 1930, la Turquie a continué d'investir longuement dans ses infrastructures » (Singer, 1983, p.304). Ces derniers qui répondaient en pratique à l'industrialisation et l'étatisme comme courant économique des années 1930 et idéologiquement au nationalisme et la souveraineté nationale, piliers du discours Kémaliste.

Toutefois, la question qui se pose est la suivante : dans quels buts le projet GAP et ces réformes économiques existent-ils? Alec Nove (1990) présente plusieurs buts de l'économie planifiée comme l'imposition des priorités du centre, tout en s'ingérant dans les forces du marché pour réaliser certains objectifs et plans par exemple « la stratégie économique de Staline des années 30, avec sa mobilisation massive de ressources matérielles et humaines pour créer une base industrielle lourde dans les plus brefs délais » (Nove, 1990, p.186), ou pour transformer l'économie politique d'un pays en appliquant des politiques de développement. Le cas turc, en adoptant cette économie planifiée est venue renforcer l'industrialisation du pays, en investissant dans les infrastructures tels que le projet GAP, transformant ainsi l'économie politique arriérée héritière de l'Empire Ottoman en une économie de modernisation et développement.

De même, comme déjà vu dans le chapitre précédent, la Turquie Moderne posait problème en termes de puissance économique à travers des incapacités d'infrastructures, de capital humain et matériel, on rappelle ainsi la notion de puissance sous la forme de « capacité de faire » définie par cette phrase de Courmont qui dit « à considérer qu'est puissant un acteur qui est doté d'une liberté d'action et d'une marge de manœuvre suffisante pour mener son action de la manière dont il le souhaite. La puissance est donc ici étroitement adossée aux concepts de souveraineté et d'indépendance nationale, et en constitue le facteur de réalisation » (Courmont et al., 2004, p. 12). Or, ce discours du Congrès d'Izmir du 17 Février 1923 (ce Congrès a une importance égale au Pacte National ou la Constitution, car ce dernier va jeter les bases des réformes économiques de la Turquie Moderne) de Mustafa Kemal témoigne de ce lien entre économie et force, entre pilier économique de construction nationale qui inclut le projet GAP et notion de souveraineté :

Il est une règle d'or pour l'indépendance totale: la souveraineté nationale doit être renforcée par la souveraineté économique. De si grands objectifs, de si sacrées et immenses ambitions ne peuvent pas se réaliser par des principes inscrits sur le papier seulement, par des désirs et volontés personnels. La seule force, le fondement le plus solide, pour



assurer la réalisation de tous ces objectifs, c'est l'économie. Les victoires politiques et militaires, si grandioses et éclatantes soient-elles, ne pourraient point avoir des résultats durables si elles ne sont pas couronnées de victoires économiques. Pour assurer ces résultats bénéfiques couronnant notre plus grande et plus éclatante victoire, il nous faut donc assurer et renforcer notre souveraineté économique. Il serait erroné de croire que notre nouveau gouvernement, si vertueux et si puissant, n'aurait point d'ennemis. Il s'en trouvera toujours qui tenteront, par des troubles et sabotages et par des assassinats, de démolir l'œuvre entreprise. Notre arme face à tout cela, ce sera notre force, notre puissance, et notre succès en économie. (Eyüboğlu, 1994, p.112).

Le projet GAP d'aménagement des ressources hydriques est ainsi un projet qui reflète la construction économique nationale de Mustafa Kemal s'appuyant sur deux piliers : l'industrialisation, qui au niveau de ce projet se reflète par l'investissement dans l'infrastructure nationale, et l'économie planifiée qui vient appuyer ce projet de modernisation et de développement traduit dans notre cas par l'exploitation des ressources nationales à des fins de maximisation de l'autosuffisance électrique. Le but de ce projet reflète aussi la politique nationale de Mustafa Kemal qui se base à son tour sur la notion de puissance à travers la capacité de faire, définie par la souveraineté économique et l'indépendance totale. On voit ainsi à travers cette partie une première caractéristique de la République turque : l'étatisme qui rompt avec la politique de l'Empire Ottoman marquée par une décentralisation totale entre le centre et la périphérie, alors que le pilier économique de la construction nationale turque lie le centre à la périphérie à travers un interventionnisme et une planification centrale. De même, cette politique de Mustafa Kemal cherche l'intérêt national en termes de souveraineté et d'autonomie, ce qui diffère de la politique économique de l'Empire Ottoman capturée par les Capitulations qui favorisaient l'investissement des étrangers. Le projet GAP est un miroir de la construction nationale économique reflétant ainsi la politique réformatrice de Mustafa Kemal ainsi qu'une rupture avec le passé ottoman. Toutefois, l'étatisme et la planification ne se limitent pas à cela, ce qui veut dire que le pilier économique -auquel Mustafa Kemal donne en principe la priorité- n'est que la *Matriochka* de la construction nationale turque. L'étatisme va pousser vers un réformisme dans les autres piliers de la société, surtout le pilier culturel.

## 6.2 Le projet GAP et le turcisme

Une fois qu'une communauté ethnique relativement homogène a été établie, l'étape suivante ... a été de créer des institutions politiques modernes et efficaces pour l'exercice de l'autorité. Il était alors possible pour ceux qui contrôlaient de travailler à travers les institutions pour imposer des réformes religieuses, sociales, culturelles et juridiques à la société. Une des formes et coutumes traditionnelles avait été affaiblie ou

supprimée, la voie était alors ouverte à l'industrialisation et au développement économique [...] La séquence de changement en Turquie, cependant, a été consciemment planifiée par Kemal, et ce modèle d'unité-autorité-égalité est la séquence de modernisation la plus efficace (Huntington, 1968, p.348).

En effet cette communauté ethnique homogène renvoie au travail effectué par les prédécesseurs de Mustafa Kemal et par lui-même dans la définition de la communauté nationale. Le pilier culturel comprend plusieurs caractéristiques et formes de réformes dans lesquelles figure même la notion de nationalisme ou la turcification. En effet, les fondements et définitions de l'identité turque renvoient à Ziya Gökalp qui se base sur trois fondements de cette identité dont la religion musulmane. Toutefois, avec l'arrivée de Mustafa Kemal au pouvoir, des changements vont toucher à la définition de Gökalp, car le nationalisme turc est un nationalisme laïc qui rejette le droit d'un individu, d'un groupe, d'une organisation et d'une dynastie à gouverner les autres, comme ce fut le cas de l'Empire Ottoman qui se basait sur la Sharia et reconnaissait le droit d'autonomie des communautés religieuses en matière de statut personnel et de religion. Au fait, le premier signe de la transformation vers la sécularisation remonte à 1924 avec l'abolition du Califat, aux côtés d'autres comme l'abolition du ministère de la Shari'a et des Vakifs (la loi islamique et les fondations pieuses), le placement des lycées religieux sous l'autorité du Ministère de l'Éducation (Lewis, 1960; Cagaptay, 2006; Bozarslan, 2016). Plus encore, en 1926, la Grande Assemblée Nationale va mettre en place un code civil laïc, annulant par la suite les tribunaux de la Shari'a, déclarant la loi islamique nulle et non avenue que ce soit au niveau du statut personnel ou à celui de la constitution car l'islam n'est plus la religion d'État de la Turquie. Cette laïcisation de la Turquie va pousser Mustafa Kemal et son gouvernement à changer la définition de l'identité turque combinant territoire et liens historiques et sentimentaux ne laissant ainsi aucune place à la religion: « Tout d'abord, en évitant l'irrédentisme, le kémalisme a mis l'accent sur le territoire turc (Anatolie et Thrace) comme base de la nation. Atatürk a déclaré: «le peuple turc, qui a établi l'État turc, est appelé la nation turque». Deuxièmement, Atatürk a souligné un passé commun, des intérêts et le désir de vivre ensemble en tant que dénominateurs communs de la nation. Progressivement, la définition officielle de la nation s'est également concentrée sur une formule volontariste. Ainsi, par exemple, l'article 5 des nouveaux statuts du *Cumhuriyet Halk Partisi* CHP ( Parti Républicain du Peuple- Parti Kémaliste) adoptés lors du deuxième congrès du parti, tenu à Ankara du 15 au 22 octobre 1927, stipulait que l'un des « liens les plus forts » entre les citoyens était «l'unité dans les sentiments et l'unité dans les idées» (Cagaptay, 2006, p.14).

Le nationalisme turc ne s'arrête pas seulement à ces réformes-là, mais à des fins de renforcement de la turcification, le pouvoir Kémaliste va adopter en 1928 la « romanisation » de la langue turque qui devient

la langue officielle de la République, abolissant ainsi l'arabe adopté depuis l'Empire Ottoman et conçu comme langue du Coran. En effet, la langue est l'un des piliers essentiels de la construction des communautés nationales telles que reconnues par Anderson (2006), puisqu'en combinant la langue avec le capitalisme et la technologie (surtout l'imprimerie), trois résultats se sont présentés :

Ces langages imprimés ont jeté les bases des consciences nationales de trois manières distinctes. D'abord et avant tout, ils ont créé des champs unifiés d'échange et de communication [...] les locuteurs de la grande variété de français, anglais ou espagnols, qui pourraient avoir du mal, voire même pas à se comprendre dans la conversation, sont devenus capables de se comprendre via l'imprimé et le papier [...] Ces lecteurs, auxquels ils étaient liés par la presse écrite, formaient, dans leur invisibilité laïque, particulière et visible, l'embryon de la communauté imaginée au niveau national. Deuxièmement, le capitalisme imprimé a donné une nouvelle fixité au langage qui, à long terme, a aidé à construire cette image de l'antiquité si centrale dans l'idée subjective de la nation. Troisièmement, le capitalisme imprimé a créé des langues de pouvoir d'une nature différente des anciennes langues vernaculaires administratives. (Anderson, 2006, pp.59-60)

Depuis 1911 et le mouvement des Jeunes Turcs, un problème de langage et de communication s'est posé vu la présence d'une dualité linguistique : la langue Ottomane de l'élite et la langue Turque (mixée avec l'arabe et le persan) du peuple. C'est ainsi que des penseurs et idéologues dont Ziya Gökalp vont commencer par le mouvement de la « purification » de la langue turque comme base du turcisme. Comme le dit Ömer Seyfettin (auteur et réformateur de la langue turque du XXe siècle) en 1911 dans son article « Nouveau Langage », cette réforme de la langue est essentielle pour la nation

Les Turcs ne peuvent maintenir leur souveraineté que par des progrès vigoureux et sérieux, et le progrès dépend de la diffusion des connaissances, de la science et de la littérature parmi nous tous. Ce qui est nécessaire pour leur publication et leur diffusion, c'est une langue nationale et populaire [...] Abandonnons cette langue ancienne et ornée, cette langue turque d'hier, créée par cinq siècles d'irrationalité et de bizarrerie. Écrivons notre turc parlé, qui sera vivant avec ses fondements, ses principes et ses règles. (Aydingün et Aydingün, 2004, p. 418)

Avec Mustafa Kemal, la modernisation de la langue turque est renforcée pour devenir une partie de base de l'identité turque comme il le démontre en 1930 : « le lien entre un sentiment de nationalisme et la langue est très fort. Si la langue a un caractère national et est riche, elle agit comme le principal facteur de développement d'un sentiment de nationalisme » (Mustafa Kemal, Commission nationale turque pour l'Unesco, Archives de Milli Kütüphane, Ankara, p.154). Cette réforme peut s'expliquer ainsi par le nationalisme turc né avant Mustafa Kemal et consolidé par lui comme base de la construction du pilier

culturel du Nation Building, mais peut être aussi expliquée par la première caractéristique des réformes culturelles qu'est le sécularisme, et comme le dit Anderson (2006) « Pour accroître la conscience nationale turco-turque au détriment de toute identification islamique plus large, Atatürk a imposé la romanisation obligatoire » (*op.cit.*, p.60).

Ce nationalisme, caractéristique de la nouvelle République, est lié au pilier du Droit de la construction nationale à travers le sécularisme et la réforme du statut personnel mais, ce nationalisme compte aussi un nouveau principe crucial : le principe de populisme. Pour Gökalp, le turcisme est culturel mais est aussi un idéal politique « Le turcisme ne pourrait jamais être lié au cléricisme, à la théocratie et à l'oppression. Pour Gökalp, le turcisme ne pouvait être lié qu'au populisme. Gökalp a introduit le turcisme dans l'arène politique à travers le populisme. Selon les mots de Gökalp: « nos carrières dans la politique et la culture sont respectivement le populisme et le turcisme » (Yılmaz, 2010, p. 31). D'ailleurs, Gökalp associe le populisme à la démocratie, qui n'est pas une démocratie libérale, mais plutôt une gestion par un organisme national reconnu comme l'Élite au lieu de la gestion par la masse car cette dernière est illettrée, et est ainsi non-apte à gouverner (Heyd, 1976). Avec Mustafa Kemal, le populisme va être plutôt lié au gouvernement populaire, et à la souveraineté de la nation (Kili, 1980). Ainsi, le gouvernement va présenter en 1921, un « Programme de Populisme » qui va devenir la première Constitution reconnaissant à travers son article 6 ce lien entre populisme, nation et souveraineté : « La souveraineté appartient sans réserve et sans condition à la nation; le système d'administration repose sur le principe que le peuple dirige personnellement et efficacement son propre destin » (Aytemur, 2007, p.38). À ce populisme s'ajoute un autre principe de réformes connu sous le nom de Republicanisme, qui d'après Mustafa Kemal, est la seule forme de régime qui garantit l'indépendance et la souveraineté nationale s'alliant ainsi au pilier de la force, qui a pour rôle la garantie de la souveraineté nationale sur le territoire, les frontières et les ressources (Rokkan, 1971).

À travers ce paragraphe, on peut comprendre cette relation établie par Mustafa Kemal entre les piliers de la construction nationale et la modernisation : le sécularisme, le nationalisme, la langue turque, le populisme et le républicanisme. En effet, tous ces principes et réformes sont la base de cette nouvelle identité nationale turque moderne. Mais comme le marque bien Bozarslan (2016) dans son livre *Histoire de la Turquie Contemporaine*, la Guerre d'indépendance pour la nouvelle République constitue une continuité avec le passé ottoman des dernières années de réformes. Alors, il devient légitime de savoir si cette question de continuité et de rupture avec le passé peut avoir lieu dans le cadre même de ces réformes.

En effet, le projet GAP est né dans une nouvelle époque qui marque la naissance de la Turquie Moderne. Avec Mustafa Kemal, les réformes qui toucheront aux piliers juridiques et politiques démontrent de cette rupture avec le passé ottoman. La modernisation, que ce soit aux niveaux des lois, du statut de la religion, des communautés religieuses ou de la notion de citoyenneté, fait en sorte que cette dernière soit au cœur de la nouvelle identité nationale. La modernisation, est d'après Mustafa Kemal, liée à une occidentalisation de l'identité turque, parce que « c'est là que réside le développement technique et scientifique » (Mustafa Kemal, Commission nationale turque pour l'Unesco, Archives de Milli Kütüphane, Ankara, p.150). Le projet GAP à travers cet aménagement est témoin de cette nouvelle identité turque moderne, qui rompt avec l'identité musulmane ottomane traditionnelle; on rappelle ainsi le cas espagnol tel qu'analysé par Swyngedouw (2015), où la modernisation va faire partie intégrante de la nouvelle identité espagnole à travers la mise en place des politiques d'aménagements de ressources hydriques : en effet la modernisation est un processus qui est très hétérogène et contesté voire même conflictuel, il se base donc sur des réformes et des changements des piliers sociaux, économiques et politiques dans le but d'une meilleure incorporation. Donc Mustafa Kemal, dans le cadre de modernisation impliquant les ressources naturelles, apportera des réformes à ces piliers. Ainsi, que ce soit aux niveaux économique, juridique et politique, cette rupture avec le passé à travers le Nation Building et l'aménagement de l'eau, marquera la création d'une nouvelle identité nationale se basant sur la modernisation, mais aussi sur une souveraineté nationale turque incontestable. Toutefois, on peut parler d'une continuité qui lie l'Empire Ottoman à la nouvelle République et cela, à travers le pilier culturel. Le nationalisme remonte aux années 1908 avec le Comité d'Union et Progrès et des auteurs et sociologues qui vont formuler leurs conceptions de l'identité turque ainsi que la langue. Bien que Mustafa Kemal va apporter certains changements à ces définitions pour ajouter le populisme, le travail du CUP et de Ziya Gökalp restera au cœur de la politique gouvernementale et formera la base de l'identité turque moderne. Ainsi, en combinant les principes du nationalisme (turcisme) et le principe de populisme, le projet GAP fera en sorte que la souveraineté populaire nationale turque soit respectée à travers l'exploitation et l'aménagement de l'eau, comme décrit par Brunhes, (1920) « water is the sovereign wealth of a state and its people ».

Si on renomme ces piliers et leurs buts, on remarque que le projet GAP est le lien entre les divers piliers regroupant l'économie, la culture, le droit et la force dans le but de souveraineté nationale, de puissance d'autosuffisance et d'indépendance turque. En effet, Mustafa Kemal, depuis la veille de la bataille d'indépendance comme le montre ce discours de 1919, reconnaît le lien entre les pouvoirs et les piliers de la République Moderne :

Si une nation ne se préoccupe pas de son existence et de ses droits avec toute sa force, avec tous ses pouvoirs spirituels et matériels, si une nation ne compte pas sur sa propre force pour assurer son existence et son indépendance, alors elle ne peut pas être sauvée de devenir la marionnette de cette personne ou de cette personne. Notre vie nationale, notre histoire et notre système d'administration à la dernière époque en sont une parfaite démonstration. Par conséquent, au sein de notre organisation, le principe a été adopté que les forces nationales sont suprêmes et que la volonté nationale est primordiale. Aujourd'hui, les nations du monde entier ne reconnaissent qu'une seule souveraineté: la souveraineté nationale. (Bozdağ, 2002, Archives de Milli Kütüphane, Ankara, p. 80)

Pour conclure ce chapitre, le projet GAP est un projet d'aménagement des ressources hydriques reflétant et instrumentalisant la construction nationale turque de Mustafa Kemal dans ces piliers économiques à travers l'industrialisation et la planification, ces piliers culturels, identitaires et législatifs à travers la modernisation et la turcification tout en appuyant la souveraineté et la puissance nationale.

Après tout, Elif Shafak n'a pas tort. Une année avant la création du projet GAP, le 2 septembre 1929, Feriha Tevfik Dağ va marquer l'histoire en devenant première « Miss Turquie » dans le cadre du premier concours national de beauté. Cet événement, comme le projet GAP, appuie ces nouvelles vision et identité de la Turquie : la modernisation. Cette dernière va générer des caractéristiques propres à la Nouvelle République comme le nationalisme, le républicanisme, le populisme, l'étatisme, le sécularisme et le réformisme. De retour à la question de l'eau, l'intérêt porté à cette ressource ne se limite pas aux seules rivières du Tigre et de l'Euphrate :

En ce qui concerne l'électrification nécessaire à la sécurisation de l'énergie nécessaire à la réalisation du Plan quinquennal, il a été jugé plus rationnel de passer de l'installation de petites centrales électriques, comme celles qui existent en de nombreux endroits, à une fourniture méthodique de courant électrique pour le tout le pays par des maigres de grandes centrales électriques - profitant ainsi des avantages naturels de l'énergie hydraulique et des riches ressources en carburant. (Ritter von Kral, 1938, Archives de Milli Kütüphane, Ankara, p.11)

Ainsi des études vont toucher aux rivières du Seyhan (se jette dans la mer Méditerranée), Sakarya (Nord), Berdan (Province de Mersin, Sud), Gediz (se jette Mer Égée), Büyük Menderes (Sud-Ouest), afin que l'ensemble du pays se divise en zones de fourniture d'électricité, mais, jusqu'à cette date, le projet GAP est le seul projet d'hydro-électricité présent en Turquie. Ce dernier va évoluer et se transformer à partir de 1930, tant au niveau de son volume qu'au niveau de sa capacité. Toutefois, dans les années 1980, le projet GAP inclura des changements au niveau de ses buts : ce dernier va s'intéresser à d'autres aspects

sociaux comme l'éducation et le transport, reflétant ainsi une nouvelle ère de la Turquie et du monde avec Turgut Özal et les réformes économiques et sociales de développements, de libéralisation.

**-PARTIE III – LE RECONSTRUCTION NATIONALE ET POLITIQUE TURQUE ET LE PROJET GAP DES ANNÉES**

**1980-**



## -CHAPITRE VII- LE GAP ET LES RÉFORMES DES ANNÉES 1980-

*'No friends but the mountains'- John Bulloch (1992)*

En nous basant sur les archives des réformes du GAP des années 1980 ainsi que l'évolution de la question Kurde, nous allons démontrer dans ce chapitre que ce nouveau plan du projet rentre dans un cadre national de réformes özaliennes de reconstruction nationale, ne se limitant pas à une politique d'anti-terrorisme ou de question Kurde.

Les années 1980 annoncent l'arrivée au pouvoir de Turgut Özal qui occupa le poste de Premier Ministre en 1983 pour devenir six ans plus tard le huitième président de la République, et ce, jusqu'à sa mort en 1993. Depuis, la Turquie fut marquée par une succession d'évènements nationaux et internationaux comme la présentation de la demande d'adhésion turque à la Communauté européenne en 1987, mais aussi par la Guerre du Golfe de 1991 qui éclata à quelques kilomètres de ses frontières. Plus saisissant encore, cette période de changement fut accentuée lorsque la question kurde fut relancée sous une nouvelle forme avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). En ce qui concerne le projet GAP, ce dernier connut à son tour des transformations en 1989 à travers les réformes présentées dans le rapport du *Master Plan* et consistant précisément à la mise en place de nouvelles politiques touchant divers secteurs comme l'énergie et l'irrigation, ainsi que le transport et l'éducation. D'ailleurs, la littérature du projet GAP des années 1980 le considère, dans certains cas, comme un instrument de sécurité nationale anti-kurde, mais dans d'autres, comme un projet de développement socio-économique inclusif. Ainsi, notre première partie évoquera la transformation identitaire touchant les Kurdes à l'ère d'Özal en remontant à la construction nationale identitaire du turcisme institutionnalisée par Mustafa Kemal. Ensuite, la deuxième partie dressera un portrait détaillé des réformes et de leur lien avec la question kurde dans le cadre du développement socio-économique.

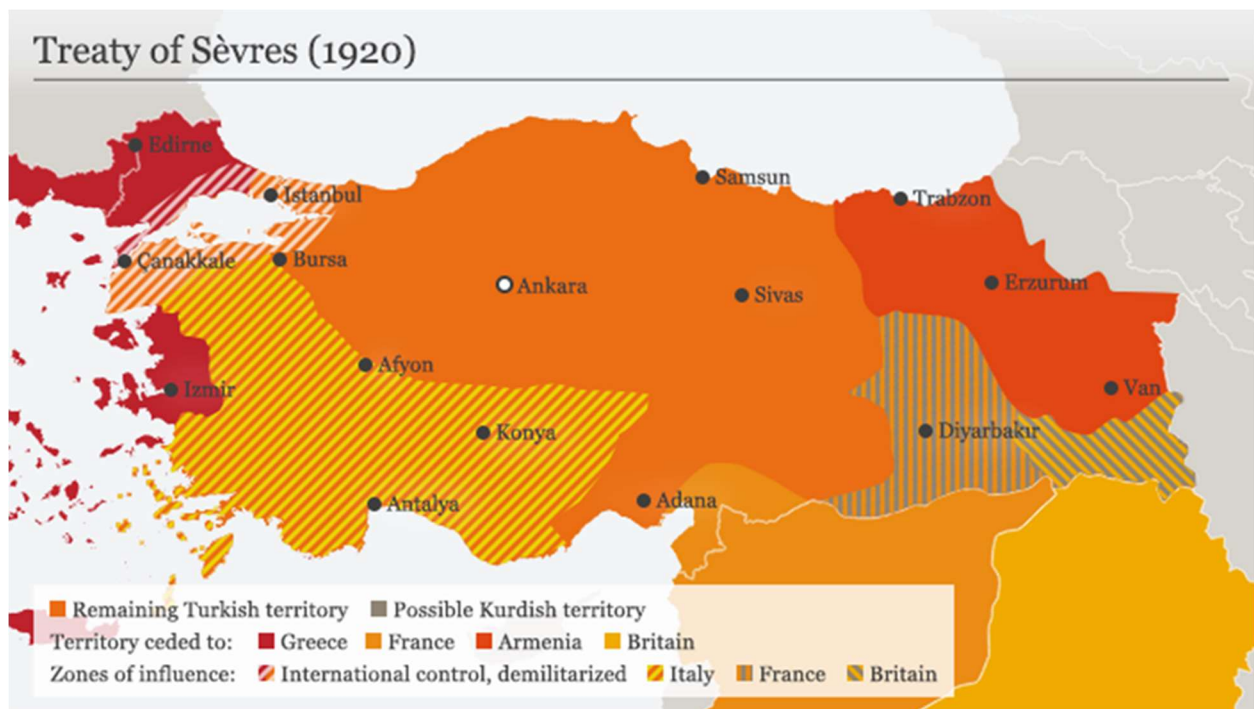
### **7.1 L'enjeu kurde de la Turquie : du début de la République jusqu'aux années Özal**

La question kurde remonte à la naissance de la Turquie Moderne avec le Traité de Sèvres de 1920 qui va non seulement découper l'ex-Empire Ottoman en zones d'influences occidentales, mais va, sous influence wilsonienne d'autodétermination, reconnaître le droit aux Kurdes de former leur État. L'article 62 de la Section III « le Kurdistan », stipule le suivant :

Une Commission siégeant à Constantinople; et composée de trois membres respectivement nommés par les Gouvernements britannique, français et italien, préparera, dans les six mois à dater de la mise en

vigueur du présent Traité, l'autonomie locale pour les régions où domine l'élément kurde, situées à l'Est de l'Euphrate, au Sud de la frontière méridionale de l'Arménie, telle qu'elle pourra être déterminée ultérieurement, et au Nord de la frontière de la Turquie avec la Syrie et la Mésopotamie, conformément à la description donnée à l'article 27, II-2° et 3°. A défaut d'accord unanime sur cette question, celle-ci sera référée par les membres de la Commission à leurs Gouvernements respectifs. (Traité de Sèvres, 1920). (Voir Carte 2.)

Par conséquent, ce projet politique se transforma en une ambition nationaliste pour la communauté Kurde au Moyen-Orient et qui resta inachevée pour plusieurs causes : d'une part, à cause du développement nationaliste kémaliste en Turquie, et d'une autre part, dû à l'application d'un système mandataire dans les pays voisins transformant ainsi ce projet d'État-Nation en un long conflit identitaire en Turquie et dans le monde arabe. Toutefois, les politiques kémalistes des années 1920-1930 virent accélérer cette lutte identitaire demeurant irrésolue jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Turgut Özal qui réussit pour la première fois à conclure une entente avec la communauté kurde en optant pour un cessez-le-feu et pour une politique plus inclusive envers les minorités.



Carte 2. La division de l'Empire Ottoman à la veille de la Première Guerre Mondiale et le territoire du Kurdistan (Photo: DW, 2016, <https://www.dw.com/en/the-story-behind-post-coup-siege-mentality-in-turkey/a-19454161>).

### **a) La turcification de Mustafa Kemal et le début de la question Kurde**

Une première fin à cette ambition nationale Kurde eu lieu avec la Guerre d'Indépendance (1921-1923) menée par Mustafa Kemal dans le but d'une reconquête des territoires perdus lors de la Première Guerre Mondiale et l'instauration d'une République turque moderne.

Le traité de Sèvres d'août 1920 [...] parle même d'un « État kurde indépendant » (article 64) [...] Les Kurdes du vilayet de Mossoul seraient autorisés à se joindre à l'État indépendant. Mais le traité de Sèvres a été annulé et remplacé en 1923 par le traité de Lausanne qui ne prévoyait plus rien pour les Kurdes, la Turquie ayant une souveraineté pleine et entière sur tous les territoires peuplés de Kurdes jusqu'aux frontières de l'Iraq. (Bruneau et Rollan, 2017, p.8)

Ainsi, avec la reprise des territoires incluant celui du Kurdistan par les forces turques, la communauté kurde se vit divisée en quatre territoires : le territoire syrien sous mandat français, le territoire iraquien sous mandat anglais, le territoire iranien sous la dynastie des Pahlavi et le territoire turc de Mustafa Kemal, créant ainsi le début d'un conflit entre Turcs et Kurdes. Toutefois, cette acquisition territoriale du gouvernement turc ne fut pas la seule cause de la question kurde. En fait, les politiques réformistes kémalistes culturelles et juridiques de la construction nationale vont être la cause à la fois du développement du conflit identitaire, mais aussi d'une plus grande réclamation identitaire kurde.

Nous sommes franchement nationalistes et le nationalisme est notre facteur de cohésion. Devant la majorité turque, les autres éléments n'ont aucune sorte d'influence. Nous devons à tout prix turcifier les habitants de notre pays. Nous allons annihiler ceux qui s'opposent aux Turcs et au turcisme. Ce que nous recherchons chez ceux qui veulent servir le pays, c'est avant tout d'être des Turcs et turciste (Bozarslan, 2016, p.36)

Historiquement, la communauté Kurde faisait partie de l'Empire Ottoman sous le système de *Millet* qui protégeait et respectait l'autonomie des communautés dans leurs affaires religieuses et linguistiques. Mais, comme il est démontré ci-dessus, dans la déclaration du Premier Ministre Ismet İnönü en 1925, la politique de la turcification ne laisse place à aucune autre forme et expression de diversités culturelles, ethniques ou identitaires, mais au contraire, elle a comme but l'homogénéisation et l'unification de la société sous l'égide du pouvoir central.

De même, la turcification s'accompagne d'un «An authoritarian brand of secularism that led to the Caliphate's abolishment accompanied these nationalist policies. In this context, the government shut down numerous Kurdish madrasas and religious orders (*tarikats*) to eradicate knowledge and tradition

dating back several centuries » (Ensaroğlu, 2013, p.8), mettant fin à toute forme d'autonomie et d'expression religieuse en concentrant le pouvoir aux mains du gouvernement kémaliste. Ainsi, Mustafa Kemal, en optant pour l'abolition du Califat, marqua une plus grande rupture entre les deux parties s'exprimant ainsi par un mécontentement kurde tel que traduit par Cheikh Saed, à la tête de la première révolte kurde de 1925 :

Auparavant, nous avions un Khalife commun, et ceci donnait à notre peuple religieux un sentiment profond d'être dans une même communauté avec les Turcs. Depuis que le Khalifat est aboli tout ce qui nous reste est le sentiment de la répression turque. L'Islam était la base de l'union entre le Kurde et le Turc. Les Turcs l'ont cassée. Les Kurdes doivent maintenant assurer leur propre avenir. (Bozarslan, 1988, p. 111)

Tous ces facteurs donnèrent naissance à trois grandes révoltes (la révolte de Cheikh Saed (1925), d'Ararat (1930) et de Dersim (1936-1938)) qui mobilisèrent militairement le gouvernement avec parfois la coopération et l'entraide des pouvoirs mandataires de l'autre part des frontières (la première révolte, par exemple, nécessita une coopération avec le mandat français en Syrie) (Ensaroğlu, 2013; Bozarslan, 2016). Ainsi, la politique Kémaliste d'unification et d'homogénéisation identitaire dans le but de turcification vint amplifier cette question et la transformer en un conflit continu non résolu à travers les années et les différents gouvernements. Par ailleurs, c'est durant les années 1980 que cette question va connaître un tournant au niveau de la communauté kurde et au niveau du pouvoir central turc avec la naissance d'une nouvelle ère : l'ère de Turgut Özal.

#### ***b) La politique özalienne de multiculturalisme : un premier succès avec la question kurde***

L'opposition au pouvoir central par la partie kurde ne va plus se limiter aux seules manifestations et révoltes, mais aussi à travers le *Partiya Karkerên Kurdistan* (PKK) (Parti des Travailleurs du Kurdistan) créé en 1978 par Abdallah Öcalan (leader politique kurde et chef du PKK) avec l'adoption d'une stratégie drastiquement nouvelle : la stratégie de force. « Plus généralement, les idées-forces du PKK sont les suivantes: organiser et mener la lutte du peuple kurde; libérer le Kurdistan de l'impérialisme et du colonialisme; établir la dictature du prolétariat dans un Kurdistan indépendant et unifié; réaliser une société sans classes» (More, 1984, p. 189).

Ce parti, à tendance marxiste, promut des valeurs communistes en général et le droit des Kurdes de manière particulière. En effet, le but du PKK fut la formation d'un État marxiste kurde dans la région du Moyen Orient sous le nom du « *Greater Kurdistan* ». La nouvelle stratégie se manifesta à travers la

perpétuation d'attaques militaires contre le gouvernement turc (en Novembre 1980, le PKK bombarda le consulat turc à Strasbourg visant les missions diplomatiques de la Turquie) et plus tard contre des civiles (en Juin 1987, le PKK attaque le village de Pinarçik, dans la province de Mardin, dans le sud-est de la Turquie, tuant 30 civils), se transformant ainsi en une guérilla militaire.

Toutefois, malgré la montée en puissance du parti en région du GAP, l'arrivée de Turgut Özal au pouvoir marqua un changement de politique gouvernementale envers la question kurde. En effet, deux grands titres peuvent être retenus de la politique « Özaliennne » : premièrement, la reconnaissance de la question kurde où Özal modéra en 1991 des lois existantes contre l'utilisation de la langue kurde et la légalisation de la célébration du Norouz (célébration du Nouvel An chez les Kurdes) (Aral, 2001; Acar, 2002). D'autres aspects furent incorporés dans cette politique comme l'assouplissement de la politique turque, le déni de l'existence d'une identité ethnique kurde à travers les années (Çandar, 2013 ; Ataman, 2002) en faisant tantôt personnellement référence à sa mère (Kramer, 2000) et tantôt à travers les membres de son gouvernement : citons le cas du Premier ministre Süleyman Demirel et celui du vice-premier ministre Erdal İnönü durant leur visite à Diyarbakır en 1993, où ils déclarèrent la « reconnaissance de la réalité kurde » (Ensaroğlu, 2013, p.10).

Deuxièmement, Turgut Özal discuta de l'implémentation d'une « solution démocratique » avec les Kurdes et cela en instaurant une politique de développement économique et sociale dans les régions kurdes, ce qui peut expliquer la place des réformes du projet GAP. En effet, cette région du Sud-Est fut pour longtemps une région marginalisée économiquement et reconnue par les études mêmes du GAP de 1989. L'économie de la région du GAP fait part modeste de 4,0% dans le PIB de la Turquie en 1985, bien inférieure à sa part de population qui constitue à cette même date environ 8% de la population générale. De même, le PRB (Produit Régional Brut) par habitant de la Région était de 862 000 TL, soit seulement 47% du PIB par habitant de la Turquie en 1985. Se basant surtout sur le secteur agricole représentant 40% du Produit Régional Brut, ces nombres démontrent ainsi la pauvreté de la population Kurde au niveau salarial et économique (GAP Archives, Master Plan Vol.2, 1989, p.23). Ce sous-développement peut expliquer la grande influence du PKK qui recruta ses militants sur cette base nationaliste, identitaire mais, surtout économique :

Les militants du PKK sont en grande partie des jeunes qui viennent des familles très modérées, entres autres celles qui vivent au Kurdistan et qui se sentent écartés du développement économique et social. C'est en 1984, que le parti commence à recruter ses jeunes militants souvent pauvres qui veulent combattre pour la cause kurde. (Karakus, 2010, p.80).

De ce fait, la réforme özalienne pour le développement économique et social à travers le projet GAP de 1989 de la région kurde en Turquie correspond à priver le PKK de sa base populaire. Ibrahim Binici, membre du parlement représentant de Şanlıurfa qui se situe en région kurde du Sud- Est, discute de cette corrélation entre développement, GAP et terrorisme : «Turgut Özal avait clairement mis l'accent sur la relation entre les Kurdes et le GAP en déclarant: 'Si la région se développe et que la population locale s'enrichit, les réactions politiques et le conflit prennent fin.' » (Bilgen, 2018, p.101). Ainsi, cette relance du projet fut traduite à travers les réformes de 1989- qu'on verra dans la partie suivante- reconnus par le rapport au nom de *GAP Project, Master Plan, 1989*, et qui introduisit de nouvelles réformes aux premiers objectifs du projet et amena de nouvelles structures au projet ne se limitant plus à l'eau, l'électrification et l'irrigation, mais incluant aussi le secteur éducatif, sanitaire et le transport.

Le passage de la politique de turcification adoptée depuis Mustafa Kemal à une politique d'inclusion multiculturaliste fit en sorte que Turgut Özal réussit où d'autres échouèrent. Après des années de négociations et de conflits, les entretiens bilatéraux permirent l'ouverture de bureaux de partis kurdes incluant l'Union patriotique du Kurdistan (PUK) de Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan (KDP) de Barzani qui s'établirent à Ankara (Çandar, 2013). De même, le PKK déclara son premier cessez-le-feu en mars 1993. Cette politique d'ouverture vers la communauté kurde inclut une nouvelle politique de développement de la région du Sud-Est et se traduit à travers le *Master Plan* du projet GAP de 1989.

## **7.2 Les réformes du Projet GAP de 1989**

Le rapport de synthèse du projet GAP de Juin 1990 définit ce dernier comme un projet d'électrification et d'irrigation prévoyant plus de 1.6 million d'hectares de terres irriguées, ainsi que la génération de 26 milliards de kWh d'énergie électrique chaque année avec la capacité installée de 7 500 MW. Ce projet serait responsable d'une superficie de 8,5 millions d'hectares totales d'irrigation, soit à 19% de la superficie totale irrigable économiquement en Turquie, et d'une production électrique annuelle totale de 118 milliards de kWh représentant 22% du potentiel hydroélectrique économiquement viable de la Turquie (GAP Archives, Executive Summary, 1990, p.2). Toutefois, ce même rapport ne limita plus ce projet à ces deux secteurs, mais prévoit aussi d'inclure et d'en ajouter d'autres tels que les secteurs de l'industrie, du transport et d'autres « secteurs sociaux ».

Ainsi, la mise en place des réformes du projet GAP des années 80 s'étalèrent sur trois phases temporelles allant jusqu'aux années 2005. En effet, la première phase de court terme s'effectua entre 1989 et 1994 et tendit à développer les projets en cours : mettre l'accent sur les nouvelles pratiques agricoles et industrielles, améliorer l'approvisionnement en eau et des moyens de communication, ainsi que l'étude de la faisabilité des projets post-barrage d'Atatürk (la construction de ce barrage commença en 1983 et fut achevée en 1990).



Figure 3. Atatürk Dam. – Photos, Sanliurfa, Turkey, Middle East (Photo: Izzet Keribar / The Image Bank Unreleased via Getty Images).

Par conséquent, cette première phase entreprit une série d'études, de planification et d'actions pour la mise en place de ces nouvelles réformes. Ensuite, la deuxième phase datant de 1995 à 2004 eu pour but la restructuration économique et la création d'une croissance accélérée en achevant tous les projets hydroélectriques et d'irrigation prioritaires du GAP, l'expansion des nouvelles industries agro-alimentaire, l'amélioration des infrastructures et des services publics urbains. La dernière phase qui débuta en 2005 s'intéresse à atteindre une croissance stable et soutenue grâce à la participation du secteur privé sous forme de capital d'investissement dans le secteur des infrastructures et des services sociaux de la région, ainsi qu'à l'amélioration du développement des services tels que la communication, l'enseignement supérieur, la technologie et le tourisme international (*Ibid.*, p.5).

### **a) Les réformes sectorielles**

Pour revenir aux objectifs essentiels du projet GAP, les projets d'irrigation et de production hydro-électrique connurent aussi quelques changements : cette réforme tint à achever les projets en construction en suivant les mêmes modèles et schémas déjà prévus. Toutefois, cela n'empêcha pas la mise en place de projets d'irrigation en maximisant l'exploitation par hectare ou d'un taux de rendement de la production d'électricité plus élevé en priorité ou de l'introduction de certaines technologies d'économie d'eau telles que l'irrigation au goutte-à-goutte dans cette région pour une meilleure gestion de l'eau. De même, ce projet prévoit d'entamer des études pour une meilleure gestion de l'eau y compris l'examen de la faisabilité de réalisation de schémas alternatifs tout en examinant les schémas déjà prévus pour les améliorer. (GAP Archives, Master Plan Vol.2, 1989, pp.56-57).

En ce qui concerne le secteur agricole, cette réforme prévoyait d'augmenter les salaires dans les zones rurales en améliorant la productivité agricole et en la diversifiant, de fournir un financement suffisant aux industries agro-alimentaires, d'augmenter les chances d'emploi pour minimiser la migration vers les zones urbaines et de contribuer à la production de surplus pour l'exportation. (*Ibid.*, p.28)

Pour le secteur industriel, le but de cette réforme fut d'être à la fois un moteur de développement économique dans la région du GAP, et un générateur de demande d'éducation, de formation et de développement technologique afin de valoriser le bien-être de la population, de contribuer à la rectification de la disparité inter-régionale des salaires en élargissant les opportunités d'emploi à revenus élevés et de contribuer aux objectifs nationaux de promotion des exportations. En effet, ce rapport établit une étude sous forme de catégorisation sous-sectorielles industrielles, spatiales et régionales (à l'exception de Gaziantep) afin de maximiser les gains du secteur industriel. Ainsi, les sous-secteurs sélectionnés comme prometteurs en termes d'impact sur l'économie de la région et conformes à la stratégie de base pour le développement furent les industries liées au blé, au coton, aux huiles comestibles, à l'élevage, aux matériaux de construction et à l'impression et publication. D'autres types d'industries ont également été évaluées qualitativement comme celles liées au tourisme qui se conforma à la stratégie de base, en particulier si une variété de ressources touristiques potentielles dans la région étaient efficacement développées pour le tourisme étranger. Deuxièmement, ce rapport plaça les provinces de la région en corrélation avec leur spécialisation dans ces sous-secteurs industriels. Les études de 1989 prouvèrent que la province d'Adiyaman était riche en industries liées au tourisme, alors que la province de Diyarbakir abondait d'industries d'huiles comestibles, de construction et d'élevage ; et que Mardin était celle qui se spécialisa en industries alimentaires (notamment le blé), Siirt en industries



d'élevages, Şanlıurfa en industries de textile (coton) et d'huiles comestibles. Cette étude était donc basée sur les industries et matières premières existantes dans la région :

These industries already exist in the Region but will be much enhanced and expanded in the future. The selection should not imply that other industries could not be strategic industries nor that the strategic industry in one province should not be established in another province. Rather it implies that at least these industries should be established in the respective provinces. (Ibid., pp.39-40)

Ainsi, cette politique de développement industriel permet une spécialisation provinciale et industrielle dans un but de maximisation de la production, des profits et des emplois nous rappelant la politique économique d'avantage comparative à travers la spécialisation.

Le développement régional impliqua aussi des réformes au niveau des « ressources humaines » dans le but de transformer la tendance de migration présente dans la région et de développer la main-d'œuvre locale. Parmi les ressources humaines figurèrent le développement du transport consistant dans l'amélioration des routes nationales et du réseau routier régional, car ils constituèrent le mode principal de transport pour les flux d'entrée et de circulation ainsi qu'un moyen d'accès primordial aux centres ruraux. De même, l'amélioration du transport aérien et des aéroports des provinces fut cruciale pour augmenter les services inter-régionaux nécessaires au tourisme national et étranger, et d'assurer le développement industriel. Finalement, ce plan de réforme impliqua la construction et la consolidation de corridors essentiels pour l'exportation des produits de la région et du GAP.

Ce plan de réforme des ressources humaines inclut aussi des réformes générales dans l'éducation et la santé afin d'améliorer l'offre éducative et d'augmenter le taux de scolarisation en fournissant le personnel nécessaire pour ces deux secteurs. En effet, au niveau éducatif, la part des travailleurs dans la région ayant fait des études supérieures au premier cycle représentaient environ 21,5% du nombre total des travailleurs. De ce fait, et vu le faible taux d'éducation supérieur, ce projet prévoit d'accentuer l'enseignement technique dans les formations liées aux secteurs économiques de la région renforçant ainsi une politique de spécialisation s'intéressant à l'agro-transformation, à l'élevage de bétail et de volaille. De même, ces réformes impliquèrent la promotion à travers le GAP d'équipements pédagogiques nécessaires répondant aux besoins spécifiques de la région. Et finalement, cela inclut également la création d'un institut d'enseignement supérieur aux côtés d'autres établissements. C'est ainsi que ce secteur répondit à la politique de développement régional et à la limitation de la migration vers les centres urbains :

Higher order service functions often attract potential in-migrants, and the presence of such facilities is quite effective in enhancing the overall image of the GAP region. A major institute for higher education should be established in the Region in the long run. Other facilities of higher order functions to be considered include international conference facilities and centers for advanced technology. (*ibid.*, p.520)

Ainsi, le développement des ressources humaines fut une condition essentielle à un développement régional réussi, mais surtout un objectif en soi dans la région du GAP où les niveaux des services sociaux étaient généralement bien inférieurs à la moyenne nationale. Deux objectifs étaient présents dans cette réforme sectorielle: inverser la tendance nette à la migration et développer la main-d'œuvre dans la région.

Ces réformes de 1989 touchèrent les secteurs « traditionnels » du GAP, mais, s'intéressèrent aussi à d'autres secteurs comme l'éducation et la santé, considérées comme cruciales dans l'accomplissement du développement économique régional. En effet, ces politiques purent être analysées dans le cadre de contre-terrorisme à travers le développement.

#### ***b) Le développement régional d'Özal : contrer le terrorisme par l'économie ?***

Avec les attaques du PKK, reconnue par la Turquie et par la communauté internationale comme une organisation terroriste (OTAN, Union Européenne, États-Unis, Japon, Canada, Grande-Bretagne), Turgut Özal décida d'impliquer la région du GAP ou la région kurde dans des réformes économiques et sociales afin de mettre fin au terrorisme et d'essayer d'inclure cette communauté avec le reste de la population. Cela rejoint en quelque sorte l'analyse de Kim Cragin et Peter Chalk « Terrorism and Development Using Social and Economic Development to Inhibit a Resurgence of Terrorism » (2003) qui relie le terrorisme à la notion de développement et à ses niveaux en se basant sur le cas d'Israël, du Royaume-Uni et des Philippines, qui avaient adoptés des politiques de développement social et économique pour empêcher une résurgence du terrorisme au travers d'organisations dans des régions sous leurs juridictions. La notion de développement définie comme étant « A process whereby the real-capita income of a country increases over a long period of time while simultaneously poverty is reduced and the inequality in the society is generally diminished- or at least not increased. » (Martinussen, 1997, p.37) et la notion de terrorisme ou « The deliberate creation and exploitation of fear through violence or the threat of violence in the pursuit of political change» (Hoffman, 1998, p.44).

Le cas turc peut être différent des trois cas adoptés (Israël avec la Bande de Gaza, Royaume Uni avec l'Armée républicaine irlandaise véritable (RIRA) et les Philippines avec la Région Autonome en Mindanao

Musulmane), mais c'est le choix des conflits nationaux, identitaires et religieux, ainsi que la base de recrutement et d'adoption des politiques de développement des trois cas qui fait que cette comparaison peut avoir lieu avec la question kurde en Turquie « Alors que le développement se réfère aux conditions économiques, sociales et politiques de la population d'un État particulier dans son ensemble, les organisations terroristes considérées dans cette analyse recrutent et opèrent uniquement à partir de sections marginalisées de leur pays d'origine » (Cragin et Chalk, 2003, p.3).

Ainsi, cette étude de Cragin et Chalk (2003) établit le fait que l'implémentation de politiques de développement ait pu créer une nouvelle classe moyenne qui profita généralement de la stabilité politique et d'empêcher le soutien local aux terroristes afin que cet environnement avantageux de paix ne soit perturbé. De même, certains groupes terroristes offrirent aux recrues un soutien familial et financier. Or, les politiques de développement purent aider à réduire le recrutement et offrir une alternative financière aux locaux. Cela n'a pas été le cas du PKK car ce dernier se basa sur l'idéologie et la morale des combattants comme motivation pour combattre, mais fut le cas plutôt d'autres factions kurdes comme les *peshmergas* irakien du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) qui optèrent pour le soutien familial à travers un solde comme base de recrutement et de participation au combat (Karakus, 2010, p. 86).

En effet, les propos et arguments de Cragin et Chalk sont en concordance avec l'analyse de Carl E. Nestor (1995), qui souligna l'importance du lien entre terrorisme et développement à travers le projet GAP, et qui, avec l'ajout de nouvelles réformes gouvernementales sur l'agriculture, l'éducation et le chômage, permirent d'offrir plusieurs pistes de solution afin de traiter la question kurde. *L'Executif Summary* du projet GAP de 1990 dévoila les buts généraux de ces réformes. Elles inclurent l'augmentation du revenu dans la région et la diminution des disparités inter-régionales tout en améliorant la structure économique, l'accélération de la productivité et les opportunités d'emploi dans les zones rurales, et tout en renforçant la capacité d'assimilation des grandes villes de la région.

Ainsi, pour Nestor, le projet GAP peut présenter un potentiel positif face à la question kurde si ce dernier est bien employé. Il peut attirer les Kurdes à la transition d'une dépendance locale à un état moderne vu que les avantages tirés du projet vont accroître et, subséquemment, le gouvernement turc gagnera en légitimité. En effet, le phénomène d'*Assabiya* ou tribalisme est très présent dans la communauté kurde, qui fait des chefs de tribus et des aghas locaux, une force politique et économique régionale « En dépit d'une urbanisation rapide et de l'apparition de nouvelles formes d'action urbaines, les tribus resteront dans un avenir prévisible d'importants acteurs de l'espace politique kurde » (Bruneau et Rollan, 2017,

p.3). Subséquemment, cette transition permit à la population locale de se tourner vers l'État comme source de pouvoir, de travail et de financement. Ce qui affaiblit le pouvoir des forces locales ou des *aghas* qui étaient traditionnellement les responsables de la communauté. De même, face au sous-développement de la région, le GAP présenta des possibilités d'emploi faisant en sorte de diminuer l'émigration, tout en améliorant la situation socio-économique en termes d'augmentation salariale et en apportant une plus grande richesse. Le tableau ci-dessous présente les prévisions des résultats de cette réforme : une augmentation d'emploi de 1,528 emplois en 1985 à 2355 en 2005, une plus grande productivité des secteurs économiques, ainsi qu'une augmentation du PRB de 1962 à 2804 milles LT.

	1985	2005		Recommended Framework	
		Trend Projection			
GRP (TL billion)	8,442	21,235	(4.7)	31,706	(6.8)
Agriculture	3,339	5,688	(2.7)	7,252	(4.0)
Industry	1,324	4,250	(6.0)	7,528	(9.1)
Construction	628	1,548	(4.6)	1,966	(5.9)
Services	3,150	9,749	(5.8)	14,960	(8.1)
Population (Thousand)	4,304	7,575	(2.9)	7,809	(3.0)
Urban	2,148	4,859	(4.2)	5,313	(4.6)
Rural	2,156	2,716	(1.2)	2,496	(0.7)
Employment (Thousand)	1,528	2,355	(2.2)	2,796	(3.1)
Per capita GRP (Thousand TL)	1,962	2,804	(1.8)	4,061	(3.7)

\* Average annual growth rates % during 1985-2005 in parentheses.

Tableau 1 « Cadre socio-économique recommandé », GAP Archives, Exécutive Summary, 1990

Finalement, le projet GAP eu le pouvoir de forcer une plus grande tolérance culturelle. Ce dernier poussa les Kurdes à ne pas quitter la région en le couplant à une plus grande égalité dans le développement économique inter-régional, permettant ainsi une plus grande affirmation du pluralisme culturel. Toutefois, ces potentiels positifs ont pu créer aussi un renfermement identitaire et ethnique avec la plus grande concentration de la population kurde dans la région. De même que ces réformes conçues comme étant des « interventions étatiques » dans la région pourrait intensifier les conflits et mener le PKK à répliquer par la force, surtout que l'un des titres de ces réformes pour le développement fut l'éradication du terrorisme et l'élimination du PKK (Nestor, 1995, p.36).

Pour conclure ce chapitre, les réformes des années 1980 du projet GAP sous le leadership de Turgut Özal démontre d'une ouverture identitaire et culturelle auprès de la communauté kurde en Turquie, qui jusqu'à ces années était marginalisée économiquement, socialement et culturellement du reste de la population depuis la création de la République Moderne. Au contraire des politiques de turcification et d'homogénéisation kémalistes, Özal essaya d'établir une entente avec la communauté qui en même temps faisait face au défi de l'organisation du PKK. Ces réformes tirent non seulement à reconnaître la question kurde, mais à assurer aussi un développement économique dans la région à travers le projet GAP qui, essentiellement, était un projet d'électrification et d'irrigation. De plus, furent ajoutés d'autres

secteurs sociaux comme l'éducation. Les buts de ces réformes pouvaient donc s'inscrire dans une politique de contre-terrorisme par le développement. La logique d'Özal poursuivait le fait qu'en implantant des réformes structurelles, en créant des emplois et un développement durable, la stabilité de la région pouvait être garantie et la légitimité étatique serait gagnée. De ce fait, le GAP comme les montagnes de sa région peut être perçu comme l'ami des Kurdes ou pas. Le projet GAP est loin de porter unanimité chez la communauté scientifique tel que vu dans le chapitre III et surtout dans le cadre de la question kurde. Toutefois, il est problématique de limiter les réformes du GAP de 1989 à la seule question kurde, car si on retourne aux objectifs des réformes cités dans *l'Executive Summary* de 1990, une clause s'intéresse à la contribution de la région du GAP à l'échelle nationale « This is not only a reflection of the concern on equitable development but also based on an unerring recognition that the realization of development potentiels in less developed regions will contribute also to the national objectives of sustained economic growth, export promotion and social stability » (GAP Archives, Executive Summary, 1990, p.3). Cela nous pousse à nous interroger davantage sur le projet GAP à savoir si les réformes des années 80 ne dépassent-elles pas la question kurde pour s'inscrire, encore une fois, dans un cadre plus large de reconstruction nationale et politique entamée par Turgut Özal au niveau économique, à travers le néolibéralisme et l'ouverture du marché turc au commerce international ainsi qu'à d'autres niveaux de réformes comme les piliers de la culture et du droit. Le prochain chapitre va nous permettre d'explorer cette approche de l'utilisation du projet GAP dans le cadre des réformes nationales et politiques de Turgut Özal.

## **-CHAPITRE VIII – LE PROJET GAP : UN INSTRUMENT DE RECONSTRUCTION NATIONALE ET POLITIQUE A L'ERE DE TURGUT ÖZAL-**

*I was always told yogurt had to be sweet to appeal to Americans. But when people go to Turkey or Greece, within 15 minutes of their return, they start talking about how much they enjoyed the yogurt there- Hamdi Ulukaya (2012)*

En nous basant sur les réformes du projet GAP des années 1980, nous allons démontrer dans ce chapitre que ces dernières s'incorporent dans une reconstruction nationale et politique à l'ère de Turgut Özal. De ce fait, nous allons évaluer les réformes mises en place dans le pilier économique à travers l'implantation du néolibéralisme, de la culture et du droit à travers le retour du multiculturalisme, de l'adoption des normes européennes des droits de l'homme ainsi qu'à travers une ouverture idéologique et identitaire régionale et internationale sous le cadre du pantouranisme et le néo-ottomanisme. De même, en se basant sur le cadre de la puissance, nous allons déterminer les buts des réformes nationales et du GAP pour démontrer que le pilier de la force de la reconstruction nationale ne se limitait plus à la souveraineté nationale, mais posa la base de l'ambition turque d'une puissance émergente régionale. Cette analyse porta sur la littérature grise des réformes économiques et politiques de Turgut Özal, les archives du projet GAP ainsi que ceux récoltés durant le séjour à Ankara.

Ainsi, la première partie sera consacrée à l'étude des réformes économiques en étudiant brièvement le profil d'Özal comme technocrate néolibéral pour, deuxièmement, introduire l'idéologie économique internationale des années 1980 avec le Consensus de Washington et, pour finir, avec l'implémentation du néolibéralisme en Turquie et comment cette dernière se reflète dans le projet GAP. Notre deuxième partie sera consacrée à l'analyse des réformes législatives touchant aux droits humains sous influence européenne dans le but de développement et d'intégration internationale. Ainsi, cette ambition turque ne se limite pas à l'Union Européenne. Mais, Turgut Özal va tenter, contrairement à ses précédents, d'ouvrir la Turquie aux pays proches culturellement et identitairement. Le modèle turc, enraciné dans le modèle du GAP, s'inscrit dans cette ambition d'exportation et d'émergence d'une puissance régionale.

## 8.1 Le néolibéralisme d'Özal et le projet GAP

### a) *Turgut Özal: un Chicago Boy?*

Un large éventail de la littérature sur la propagation de l'agenda du néolibéralisme dans le monde suggère que les technocrates néolibéraux du Sud, formés aux États-Unis, ont joué un rôle premier dans l'avènement des réformes néolibérales dans leur pays d'origine (Williamson et Haggard, 1994). De même, Sarah Babb (2001) soutient le fait que les technocrates ont joué un rôle crucial dans la diffusion et l'adoption de la culture, des normes institutionnelles et des engagements politiques associés au paradigme néolibéral.

Cette littérature est influencée par la perspective la plus courante sur la technocratie qui définit le technocrate par son éducation reconnu comme un personnel de l'État recevant une formation scientifique, technique ou de gestion dans des institutions d'élite. Dans cette perspective, le contexte social, politique et surtout l'enseignement technique encouragent une attitude spécifique envers l'élaboration des politiques « Without such an ideological congruence, technocrats will remain relatively passive actors in a process dominated by other persons and institutions. Without such a link between identity and ideology, the significance of technocracy is severely limited » (Centeno, 1993, p.310).

Turgut Özal peut parfaitement se joindre à cette définition de technocrate d'influence néolibéral (Acar, 2002) qui reconnaît son admiration pour les États-Unis dès le temps de ses études :

The year after I graduated, in 1952, they sent me to the United States. [...] In 1952, I was an electrical engineer. I saw airlines [in the United States]. Can you believe that in 1952, there was no inter-city energy system in Turkey? All cities were isolated from each other... [...] When you see [the Americans], you feel pathetic. They are such an advanced society... They have everything. They had TVs at the time, but we did not have. Of course, then, you feel sad and wonder how come we will catch up with this civilization (Karataşlı, 2015, pp.395-396).

Cette admiration, portée dès sa première expérience aux États-Unis en tant qu'étudiant, influença ses visions idéologiques et politiques, puis son expérience de travail à la Banque Mondiale entre 1971 et 1973 a concrétisé ses idées néolibérales. En effet, durant sa visite à Londres en Février 1986, Margaret Thatcher, dans son discours au dîner, déclara : « I know there are many similarities between the economic policies of our two governments, with the emphasis on individual initiative and the crucial role of private enterprise. Indeed, one British newspaper tells me that my policies are not Thatcherite, they are Ozalite ».

Ainsi, Turgut Özal fut l'ingénieur de la mise en place du néolibéralisme restructurant l'économie politique de la Turquie.



Figure 4. “Mrs Margaret Thatcher with Mr Turgut Özal, the Turkish Prime Minister, when he called on her at No 10 Downing Street. Mr Özal arrived in Britain on a three-day visit”, 1986. (Photo : PA Images via Getty Images).

### ***b) La restructuration de l'économie internationale : l'âge d'or du néolibéralisme***

Turgut Özal arrive au pouvoir en Turquie dans une période de changement international avec l'adoption du néolibéralisme comme idéologie de politique économique mondiale. Le néolibéralisme, proche idéologiquement du libéralisme, émergea à la fin des années 1970 suite à la récession mondiale créée par le choc pétrolier combinant une baisse de la production du pétrole et une hausse du prix avec l'augmentation de la demande. Cette crise toucha d'abord les pays du Nord, puis les pays du Sud dans les années 1980. En effet, ces derniers, et suite à la récession, ne pouvant plus couvrir leurs dettes officielles auprès des pays du Nord, nécessitèrent l'intervention du Fonds Monétaire International pour empêcher l'écroulement du système monétaire et financier international. Pour les pays du Nord, cet écroulement au Sud est dû à plusieurs facteurs non seulement à la récession mais aussi à la corruption, l'interventionnisme étatique dans l'économie et la présence d'entreprises publiques souvent inefficaces et déficitaires. Ainsi, les années 1980 vont voir la naissance du *Consensus de Washington*, introduit par le FMI, la BM et la Trésorerie des États-Unis qui viennent affirmer cette idéologie néolibérale, soutenant ainsi la mise en place de réformes structurelles aux États du Sud reconnus sous le nom de *Structural*



*Adjustment Programs* (SAPs). Le but de ces réformes fut l'ouverture économique des marchés pour apporter la prospérité aux pays. (Simon, 2008 ; Overbeek et Van Apeldoorn, 2012).

Dans le but d'homogénéisation de l'économie globale et la financiarisation de l'économie, l'intervention des organisations internationales par le biais des SAPs se basaient sur les dix points de l'économiste John Williamson de 1989 représentés sous la forme d'un *package* économique. Ces points introduisaient la mise en place d'une discipline fiscale afin de réduire les déficits budgétaires causant des inflations et des fuites de capitaux ; énumération des priorités des dépenses publiques en les réorientant vers des domaines plus rentables économiquement et qui peuvent créer une amélioration dans la répartition des revenus à long terme. Ces domaines incluent les soins de santé, l'enseignement primaire et le développement des infrastructures ; l'introduction des réformes fiscales en abaissant les taux marginaux et élargissant l'assiette fiscale afin d'empêcher toute démobilitation et émigration des personnes actives et qualifiées ; la libéralisation des taux d'intérêt afin de décourager la fuite des capitaux ; l'adoption d'un taux de change compétitif afin de favoriser les exportations ; l'ouverture du marché national en diminuant les tarifs douaniers et les enlever pour les biens intermédiaires nécessaires à la production pour l'exportation. On retrouve aussi l'intérêt d'éliminer les barrières aux investissements directs étrangers afin d'encourager les capitaux étrangers ; l'adoption de la privatisation des monopoles publiques, des participations de l'État et des entreprises publiques afin de donner l'accès aux petites entreprises en enlevant les réglementations publiques qui encouragent la corruption et le poids de la bureaucratie ; l'adoption d'une dérèglementation des marchés par l'abolition des barrières et tous les obstacles susceptibles d'empêcher l'émergence d'entreprises encourageant ainsi la concurrence; la protection de la propriété intellectuelle. (Williamson, 1990 ; Williamson, 2009, pp.9-10).

Ainsi, on remarque que ces dix points ont favorisé la participation du secteur privé dans le marché, l'adoption d'une ouverture vers l'extérieur et l'investissement dans les domaines nationaux afin de maximiser les bénéfices du capital humain et matériel. Quatre points résument le néolibéralisme du *Consensus de Washington*:

SAPs comprised four main elements: the mobilization of domestic resources, policy reforms to increase economic efficiency, the generation of foreign exchange revenue from non-traditional sources through diversification, as well as through increased exports and traditional commodities, reducing the active economic role of the state and ensuring that this is non-inflationary. (Simon, 2008, p.87).

Cette restructuration économique fait référence à l'ouverture des économies nationales aux acteurs et aux marchés globaux tels que les grandes corporations ou le FMI et la BM à travers les idéologies de « laissez- faire, laissez- passer » de Smith ou l'avantage comparatif de Ricardo. La Turquie, comme le reste du monde, fut affectée par le choc pétrolier, la poussant à adopter les réformes structurelles du FMI et la BM. Mais, en effet, les problèmes économiques turques n'émergèrent pas avec cette crise mais résident aussi dans le système économique adopté depuis les années kémalistes.

### ***c) La Turquie à l'ère du choc pétrolier: récession et héritage économique déficitaire***

Le *Master Plan* de 1989 du projet GAP dresse un profil des faiblesses économiques du passé afin de présenter le cadre des nouvelles réformes : les premiers plans de développement de 5 ans étaient centrés sur l'initiative des entreprises publiques d'État et la vision de l'industrialisation par substitution aux importations. Comme vu dans les chapitres précédents, cette vision de planification économique et d'interventionnisme remonte aux années de Mustafa Kemal. Les résultats de cette politique poursuivie par les successeurs d'Atatürk jusqu'aux années 1970 ont été traduits par une accélération de la croissance économique où le Produit National Brut (PNB) augmenta en moyenne de 6.7% entre 1963-1967 à 7.1% entre 1968-1972 (GAP Archives, Master Plan Vol.2, 1989, p. 21). Toutefois, cette croissance connut un tournant aux alentours des années 1970, où la Turquie fit face à une récession économique « Turkey's economic troubles date back to 1977, when a public-sector-led investment boom collapsed as a consequence of a foreign exchange crisis » (Rodrik, 1990, p. 1).

Cette récession nationale fut causée par le choc pétrolier international affectant les importations turques en pétrole. En effet, entre 1969 et 1977, la part du pétrole importé dans les ressources énergétiques de la Turquie passa de 2,9 à 11,7 millions de tonnes par an. De plus, la part de la facture pétrolière dans les dépenses totales d'importation augmentèrent entre 1974 et 1979 en Turquie et dans le monde. En Turquie, elle est passée de 22-25% en 1974 à 35-38% du coût total des importations en 1979 (Liel, 2001).

Ce choc pétrolier releva à la fois la dépendance turque externe en termes d'énergie, mais aussi la vulnérabilité de ses structures économiques

Such high economic performance was frustrated by a series of sharp increases in petroleum prices in 1970's, coupled with other unfavorable factors such as stagnated export of agricultural produce due to generally sluggish world economy, hikes in import prices and ad hoc public expenditure in some sectors. Continuation of the high growth economic policy under these conditions disclosed the structural problems of the Turkish economy. (Rodrik, 1990, p.21)

D'après le rapport de la Commission Européenne « *Growth and economic crises in Turkey: leaving behind a turbulent past?* » (2009), les problèmes de la Turquie ne se limitèrent pas seulement aux effets du choc pétrolier, mais étaient dû à la précarité et l'inefficacité des structures et des secteurs économiques nationaux datant des années kémalistes. Il est vrai que la Turquie a connu une croissance entre 1950 et 1970, mais d'après la Commission cette croissance était faible en la comparant à d'autres économies « périphériques » proche des caractéristiques turques comme la Grèce, le Portugal et l'Espagne qui a leurs tours ont connu un âge d'or économique dans la même période. En faisant référence à Adamopoulos et Akyol (2006) qui considèrent la Turquie un « *an interesting case study of relative stagnation* », la Turquie qui faisait partie des organisations internationales et adopta des structures occidentales dans sa politique interne, était le seul membre fondateur de l'OCDE qui ne réussit pas à combler le grand fossé économique avec les pays développés en termes de PIB par habitant. Ainsi, ce système économique semble être la cause de la stagnation économique, et, plus tard, de l'aggravation des effets de la récession internationale, vu que les entreprises d'État ont montré une faiblesse de productivité et une inefficacité dans la gestion de leur déficit, surtout qu'avec l'augmentation des coûts des importations, la balance fiscale et les allocations nationales étaient affectée créant des déficits économiques dans les entreprises d'états. De même, l'interventionnisme de l'État reposait sur la protection de son secteur industriel, de la concurrence extérieure en adoptant des tarifs élevés et d'autres barrières au commerce extérieur. Ces déficits ont poussé la Turquie à adopter des réformes économiques par le biais du néolibéralisme influencé par les organisations internationales tels que le FMI et la BM.

**d) Le projet GAP : instrument de l'implémentation néolibérale ozalienne**

In order to overcome these difficulties, the Economic Stabilization Programs were issued in 1980 by the Government. The aims of the Programs were first to stabilize the economy in the short run for suppressing the inflation and improving the balance of payments, and to reform the economic structure in the long run. (GAP Archives, Master Plan Vol.2, 1989, p. 21)

De ce fait, Turgut Özal entama une série de réformes incluant plusieurs mesures qui ont pour rôle d'assurer une stabilité sociale et politique à long terme (Karataşlı , 2015, p.404). Au niveau monétaire, Özal abolit la loi de la protection de la valeur de la livre turque datant des années 1930 en instaurant une politique de change flexible qui créa ensuite une grande dévaluation de la livre turque (LT) (Rodrik, 1990; Ahmad, 1993). De même, l'ouverture des marchés s'accompagna de la fin du contrôle des prix, de la fin des quotas et des limitations des importations, de l'augmentation des prix des entreprises publiques d'État et de la diminution des taux d'intérêt afin d'encourager les investissements (Akad, 2000, p.267).

Ce *package* de réformes d'Özal répond en quelques sortes aux requis et conditions des réformes structurelles du *Consensus de Washington*, en promouvant la politique de laissez-faire et laissez-passer et en ouvrant le marché turc à la compétition internationale, mais aussi à un projet de développement dans le but de réussir cette nouvelle étape économique turque. En effet, le projet GAP reflète cette politique économique néolibérale comme décrite par le rapport du *Master Plan de 1989* « This is not only a reflection of the concern on equitable development but also based on an unerring recognition that the realization of development potentials in less developed regions will contribute also to the national objectives of sustained economic growth, export promotion and social stability» (GAP Archives, Master Plan Vol.2, 1989, p.3). Ainsi, et comme vu dans le chapitre précédent, ces réformes prônent l'implantation d'une économie diversifiée incluant le développement de divers secteurs comme l'industrialisation, et ne se limitant plus au seul secteur agricole dominant dans la région (39.6% du PRB de la région du GAP), rajoutant par conséquent, une spécialisation *ricardienne* régionale et provinciale sous forme de « sous-secteurs » dans le but de maximiser la productivité, les gains et la croissance économique interne, et d'adopter une stratégie orientée vers l'exportation.

De plus, le rapport Master Plan du projet GAP dévoile le fait que ces réformes économiques néolibérales rentrent dans le champ de développement durable. En effet, ce développement n'est pas exclusivement limité au combat du terrorisme en région kurde de Sud-Est comme vu au chapitre précédent, mais répond surtout aux objectifs généraux de l'implantation de la politique du néolibéralisme : «The Government recognizes that the development of less developed regions would contribute substantially to the attainment of these objectives» (*ibid.*, p.25). La définition de David Harvey dans son livre *A Brief History of Neoliberalism* (2005), met la lumière sur le lien entre les principes du néolibéralisme et les principes du développement :

Neoliberalism is in the first instance a theory of political economic practices that proposes that human well-being can best be advanced by liberating individual entrepreneurial freedoms and skills within an institutional framework characterized by strong private property rights, free markets and free trade. The role of the state is to create and preserve an institutional framework appropriate to such practices [...] Furthermore, if markets do not exist (in areas such as land, water, education, health care, social security, or environmental pollution) then they must be created, by state action if necessary. But beyond these tasks the state should not venture. (Harvey, 2005)

Ce lien entre les deux principes est logique surtout que, dans les années 1980, ils ne sont pas seulement accompagnés du projet néolibéral, mais aussi d'un agenda politique international de développement

durable, qui, en fait, concorde avec les intérêts du Consensus de Washington, mais donne une plus grande importance à d'autres piliers que l'économie (Archives, UN/DESA Policy Brief #53, 2017). D'autre part, la définition actuelle du développement durable valorise plutôt les ressources environnementales et promeut une plus grande équité et égalité sociale et communautaire, principalement par de nouvelles formes de gouvernance économique démocratique (Chatterton 2002; Gibbs 2002; Pearce, Markandya et Barbier 1991; Whitehead 2003). Mais, le développement durable a pour but aussi promouvoir des programmes de croissance économique «soutenue» (Willers, 1994). Le lien du développement durable avec le néolibéralisme peut s'expliquer par l'intérêt porté des deux courants à l'utilisation efficace des ressources, par la promotion des acteurs du secteur privé et de leur expertise dans les cadres de prise de décision, et finalement, le néolibéralisme ainsi que le développement durable sont déterminés à soutenir la croissance économique en minimisant les inégalités sociaux économiques et la transition sociétale et économique d'une société traditionnelle à une société moderne (Raco, 2003, p.330). En effet, cela rentre dans l'agenda politique de développement socio-économique porté par des agences internationales telles que le Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP). Cette agence a pour but d'assister les pays à « éradiquer la pauvreté et à réduire les inégalités et l'exclusion [...] à renforcer leurs capacités institutionnelles et bâtir une meilleure résilience pour réaliser un développement durable » (Programme des Nations Unies pour le Développement, site web).

D'ailleurs, l'UNDP assista le gouvernement d'Özal dans les réformes du projet GAP dans un but de « Formulation of a comprehensive program for Regional Planning and Rural Development aimed at socio-economic and cultural uplifting of selected "priority regions of the country" » (Project Document, UNDP-Government of Turkey, 1987, Archives, TC Başbakanlık Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü (Directorate of State Archives), Ankara, p.22). La région du GAP faisait partie des *priority regions* ou des *Preferential Development Areas* (GAP Archives, Master Plan Vol.2, 1989, p.25). En effet, en appliquant la définition économique de développement (Willers, 1994), cette assistance refléta dans des études de la région qui va se découler dans l'adoption des recommandations de politiques dans le but d'augmenter les emplois dans la région, de créer une croissance économique soutenable, ainsi que « recommend ways and means to slow-down out-migration from the region into urban areas and the more advanced parts of Western Turkey » (Project Document, op.cit., p.22). Ces réformes néolibérales «ozaliennes» nécessitent la mise en place de réformes socio-économiques de développement dans le cadre du GAP et sa région du Sud-Est sous-développée. Ainsi en haussant les niveaux de revenus dans la région du GAP afin de réduire la disparité des revenus inter-régionales et en créant des emplois dans ces zones rurales, cela contribua à l'échelle nationale à l'augmentation de la production industrielle afin de créer des emplois, d'améliorer la

répartition des revenus et de promouvoir les exportations, en tenant compte du potentiel de développement agricole et des besoins de la défense nationale. De même, le développement des régions rurales aida à maintenir une croissance économique nationale stable et à maximiser l'utilisation des ressources locales et nationales, tant physiques qu'humaines, pour répondre aux buts de stabilité sociale, de concurrence internationale et d'autosuffisance. En bref, le développement de la région du GAP contribua aux objectifs nationaux de croissance économique soutenue, de promotion des exportations et de stabilité sociale par une utilisation efficace des ressources locales de la région (GAP Archives, *op.cit.*, p.25). On peut voir ainsi que ces réformes économiques du GAP représente des buts de croissance économique et de développement durable.

Pour conclure cette partie, le projet GAP s'intègre dans le projet national de reconstruction économique national entreprise par Özal. Après tant d'années de dirigisme et interventionnisme étatique dans l'économie, Turgut Özal porta un nouveau programme économique : le néolibéralisme. Influencé par les changements internationaux post-choc pétrolier et l'inefficacité du système économique turque, Özal décide d'intégrer l'idéologie de laissez-faire, laissez-passer au marché turc, qui commence à s'ouvrir à la compétition internationale. Le projet GAP et à travers sa réforme de 1989, contribua aux réformes nationales néolibérales à travers la politique de spécialisation et diversification des secteurs économiques, ainsi qu'une politique de développement durable de sa région, garantissant la création d'emplois et l'amélioration de la vie socio-économique de sa population locale. Cette notion de développement durable dans ces aspects économiques et sociales introduite au projet GAP se refléta dans le domaine du droit, qui a son tour fit preuve de réformes ozaliennes à travers l'introduction des principes européens des droits de l'homme garantissant une reconnaissance du multiculturalisme et favorisant l'égalité sociale. De même, le secteur culturel identitaire subit à son tour preuve d'un changement faisant du nouveau modèle turc reflété dans le projet GAP, un modèle d'exportation régionale.

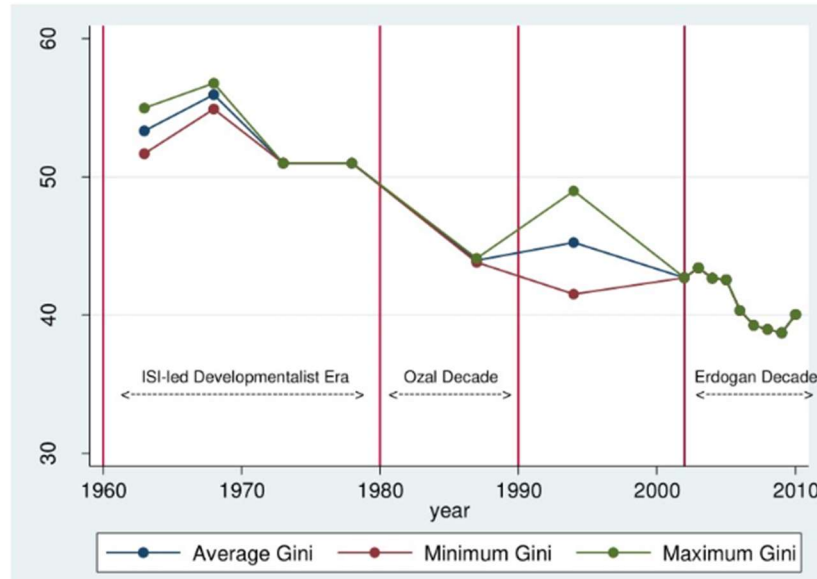


Figure 5: Inégalité des revenus en Turquie entre 1960-2010 (Source: Karataşlı, The Origins of Turkey’s “Heterodox” Transition to Neoliberalism: The Özal Decade and Beyond, 2015, p. 392)<sup>2</sup>

## 8.2 Le projet GAP au cœur des transformations institutionnelles, culturelles et modèle de la nouvelle politique étrangère turque

### a) Le GAP et le respect des Droits de l’Homme: les réformes du pilier du Droit

Dans le cadre de la promotion du développement socio-économique, le gouvernement va entreprendre une série de réformes dans le cadre des lois touchant aux droits humains et communautaires sous influence européenne. En faisant le point sur la situation des années 1980, nous constatons qu’Özal hérita d’un système garantissant une grande influence à l’armée dans les affaires politiques et une intervention directe dans l’élaboration des politiques par le biais du Conseil National de Sécurité formé majoritairement de militaires (Karataşlı, 2015, p.404). Au niveau constitutionnel et législatif, le parlement se trouvait incapable de légiférer face aux instabilités constantes et la succession de gouvernements de

<sup>2</sup> Précisions de l’auteur: It is difficult to find reliable measures of Gini estimations over time using similar methodology and definitions. For a balanced picture, the figure above shows the average, maximum and minimum national Gini estimations using most available data for this period. Gini for 1963 can be found in SPO and UN (1981) databases; 1968 can be found in UN (1981), Bulutay et al. (1971), Fields (1989), Jain (1975), Lecaillon et al. (1984); 1973 can be found in SPO, UN (1981) and Fields (1989); 1987 can be found in State Institute of Statistics (1987). For 1994, in addition to World Bank sources, I used SIS calculations, which were higher than World Bank estimations. The World Bank value for 1994 is 41.53, the minimum estimation in the figure whereas SIS calculation is 49. Gini coefficient figures from 1987 to 2010 can be found in World Bank database. Also see Yeldan (2000). The results are consistent with OECD (2011).

coalition faibles ont entravé la tâche pratique de légiférer, et le cadre constitutionnel accorda une protection des droits et libertés fondamentaux des citoyens une priorité nettement inférieure à la protection des intérêts de l'État et la sécurité nationale. En plus, la question kurde créa des perturbations, notamment la participation de l'État à des campagnes de contre-insurrection qui déplaça des millions de Kurdes du Sud-Est et a coûté la vie à plusieurs personnes servant aussi de justification dans de nombreuses violations des droits de l'homme commises par l'État sous le discours de contre-terrorisme et sécurité nationale (Hicks, 2001, p.79). Toutefois, face à ces séries de problèmes nationaux, et contrairement aux réformes économiques qui ont débuté aux débuts des années 1980, les réformes libérales législatives et le début de l'institutionnalisation des droits de l'homme commencèrent en 1987, concordant avec la demande officielle turque de devenir membre à part entière de l'Union Européenne

The Turkish state's problem with human rights during the post-1980 period has to be understood specifically in the context of the violent conflict with the PKK in the southeast, but also, and more generally, in light of the existence of a 'security regime' based upon intimate relations between the political institutions and the institutions responsible for security related issues, and the meta-ideology they share. In this ideology national security is the central concept that justifies interventions in all possible domains of social activities. (Casier, 2009, p.3)

En effet, Mesut Yılmaz politicien turc et leader du *Anavatan Partisi* ou Parti de la Mère Patrie (fondé par Özal en 1983) déclara le fait que « The road to the EU goes through Diyarbakır » (Ensaroğlu, 2013, p.11) ce qui peut expliquer la volonté du gouvernement à régler son conflit avec les kurdes dans le but d'intégrer la scène internationale en devenant membre de l'Union Européenne.

Parmi les réformes les plus courantes d'Özal fut l'abolition en avril 1991 des articles 141, 142 et 163 du Code Pénal Turc (TCK) qui interdisaient les opinions socialistes et islamiques ou comme déjà vu l'abolition et l'assouplissement des lois visant la communauté kurde telle que l'interdiction de la langue. De même, la Turquie signa deux chartes fondamentales : la Charte Sociale Européenne qui garantit le respect des droits sociaux tels que le logement, la santé, l'éducation, et la Charte de Paris pour une nouvelle Europe de 1990 qui propose d'envisager l'établissement de nouvelles relations entre les pays en mettant l'accent sur la coopération et le respect mutuel plutôt que la confrontation, en se fondant sur les valeurs européennes de l'État de droit, de la démocratie, de la liberté économique, de l'unité et de la solidarité. (Erdoğan et Acar, 2012; Acar, 2008). En effets, ces nouvelles valeurs intégrées par Özal aux législations turques influencées par les critères de l'adhésion à l'Union Européenne reconnaissent à la fois des droits individuels et communautaires.



Le projet GAP fusionne à la fois dans le projet d'ouverture envers la communauté Kurde et dans le projet national d'intégrer l'Europe dans sa nouvelle réforme de 1989. Il n'est pas aléatoire le fait que cette réforme fut reconnue comme une réforme « plus humaine » : Le programme, exécuté conjointement par le GAP et le PNUD, intègre les notions de développement régional et le développement durable au projet de l'eau répondant aux valeurs européennes tels que l'égalité, la démocratisation et le respect des droits sociaux ; et intègre en même temps la communauté kurde dans une transition vers un grand développement socio-économique. Ainsi, la philosophie du GAP de 1989 présente un agenda fondé sur la mise en valeur et la gestion de l'eau, des terres et surtout des ressources humaines sur une base de développement humain, participatif et durable. (Yasinok, 2000 ; Balat, 2003)

Ainsi, pour résumer les parties précédentes, le projet GAP reflète à la fois les changements économiques de néolibéralisme influencé par le FMI et la BM. Lié à une politique de développement durable, le projet GAP est sous l'influence des agences de développement internationales, mais il reflète aussi une réforme législative intégrant des valeurs humaines sous influence européenne. Ces changements « pro-occidentaux » vont avoir lieu avec la résurgence d'une politique étrangère d'ouverture envers les pays musulmans du Moyen- Orient et d'identité turque dans les ex-pays soviétiques, combinant ainsi un néo-ottomanisme et un pantouranisme historique, faisant de la Turquie un modèle de puissance et de développement régional se reflétant dans le projet GAP lui-même et à l'international.

### ***b) L'exportation du modèle du GAP à l'étranger: l'utilisation du passé et le début de l'émergence d'une puissance régionale***

L'ère d'Özal va s'accompagner d'une ouverture dans la politique étrangère turque à l'international, après tant d'années d'influence kémaliste d'isolationnisme de la scène internationale. D'ailleurs, ces ambitions sont reconnues dans les réformes du pilier économique, législatif et social. Mais, il est important d'analyser les réformes au niveau de la politique étrangère à travers la question identitaire, afin de comprendre par la suite, le rôle du projet GAP dans cette réforme.

#### *-Les communautés « turkic » et le pantouranisme*

Deux facteurs vont pousser la Turquie d'Özal à s'ouvrir à des pays et des groupes voisins reconnus comme étant proches de la culture turque. Premièrement, avec la démocratisation d'Özal et l'assouplissement des politiques envers les communautés minoritaires ethniques au niveau national. Cette ouverture au multiculturalisme communautaire ne va pas se limiter au seul niveau national, mais va toucher des communautés en lien historique avec le turcisme. C'est le cas des communautés se situant en Bosnie,

Albanie, Azerbaïdjan, Géorgie, Tchétchénie, ainsi que les Turkmènes et les Kurdes. En effet, d'après Edward Chevardnadze, président de la Géorgie, le nombre de Géorgien en Turquie était aux alentours de 2 millions, alors que le nombre de Bosniaque était aux alentours de 3-4 millions et 4 millions des Turco-Albaniens. Deuxièmement, cette ouverture a aussi profité du début de démembrement de l'URSS qui dominait ces pays « *turkic* » d'Asie centrale et d'Azerbaïdjan, attirant ainsi la diplomatie turque d'Özal. Sur une base idéologique, cette coopération entre les Turques et ces communautés remonte au début de la chute de l'Empire Ottoman. En effet, cette chute s'accompagne de la montée du concept de nationalité en Occident qui se base sur des piliers comme la culture, la langue et l'histoire commune comme base de cette identité. Ce concept ajoute à sa définition la notion de « race » qui va devenir au centre de la nationalité et débuta en Europe avec des mouvements comme le pangermanisme ou de panlatinisme « This new development of nationalism (the "racial" stage as we may call it) was at first confined to the older centers of European civilization, but with the spread of western ideas it presently appeared in the remotest and most unexpected quarters » (Stoddard, 1917, p.13). Ainsi, ce concept de nationalité se répandit pour toucher à des régions de l'Empire Ottoman, qui avec le début de son démembrement, des groupes vont tenter de trouver des solutions à travers la naissance de mouvements identitaires et ethniques comme le panarabisme ou le pantouranisme. Le pantouranisme représente des groupes se situant

[...] across northern Europe and Asia, from the Baltic to the Pacific and from the Mediterranean to the Arctic Ocean, there stretches a vast band of peoples to whom ethnologists have assigned the name of "Uralo-Altaic race." but who are more generally termed "Turanians." This group embraces the most widely scattered folk-the Ottoman Turks of Constantinople and Anatolia, the Turcomans of Central Asia and Persia, the Tartars of South Russia and Transcaucasia, the Magyars of Hungary, the Finns of Finland and the Baltic provinces, the aboriginal tribes of Siberia, and even the distant Mongols and Manchus. (*Ibid.*, p.16)

Bien qu'ils soient diversifiés en termes de culture et qu'ils aient un trait commun : leurs langues sont toutes similaires. Cette identité pantouraniste va accompagner les Jeunes Turcs, le Comité Union et Progrès et même des idéologues comme Ziya Gökalp, mais, la politique isolationniste entreprise par Mustafa Kemal en termes de politique étrangère, va se concentrer au nationalisme turc dans les frontières nationales, empêchant ainsi l'aboutissement en union de ce mouvement. Ainsi, Turgut Özal va profiter pour rompre avec la tradition kémaliste qui dure depuis la fondation de la République Moderne, « Kemalists defined modern Turkey as a western society in juxtaposition to its Islamic, Asian or Middle Eastern alternatives. The strict nationalist and secularist dogmas of Kemalism were institutionalized in the

dominant bureaucratic-authoritarian apparatus of state » (Murinson, 2006, p.950). Le dénominateur commun de cette relation turque avec des pays et communautés va avoir lieu sous le cadre de l'islam ou plutôt de l'islam turc et de l'identité ethnique commune, qui est pour Özal un islam séculaire, moderne s'accompagnant avec l'occidentalisation. Cette position d'Özal est exprimée par le journaliste Cengiz Çandar qui est ami et proche du Président :

Republican secularism was inspired by French and Soviet atheism. Therefore, in the 1920s Republican secularism became atheism. In time, Kemalist secularism became an anti-religion and anti-Islam concept. When Turkish Islam, rooted in the Ottoman and Seljuki Islamic cultures was suppressed by the State, Arabic Islam, which is less moderate, more radical version, became the leader in the world. Now when Özal and me visited the Turkish communities in the Balkans, in Bosnia, in Kosovo, in Central Asia, in Azerbaijan, in Kazakhstan, we saw a completely different Islam from the Arab version: a Turkified Islam. A more moderate Islam. An Islam which is suitable for liberalism and democracy... (Laçiner, 2003-2004, pp.172-173)

La Turquie, et, à travers l'islam turc, va pouvoir établir des relations avec ces pays qui s'effectueront parfois sous des cadres formels comme le *Black Sea Economic Co-operation* (BSEC) signée en 1992 qui est une initiative turque et a pour but la stabilisation de la région dans l'objectif de trouver de nouvelles destinations d'exportations pour les entreprises turques (Şen, 1993). Cette initiative inclut les pays des Balkans, de la Mer Noire et du Caucase. En effet, cet intérêt envers ces régions ne se limite pas aux aspects économiques, mais, dans presque tous ces voyages, Özal a signé des protocoles et accords culturels qui couvraient l'éducation, la langue, la science et l'art (Laçiner, 2003-2004, p.183). Cet intérêt peut être expliqué par deux facteurs : premièrement, la quête turque de la puissance régionale en se basant sur des liens économiques et culturels, car effectivement, la Turquie est devenue un modèle de puissance à ces pays (Rüma, 2010), mais aussi peut être expliqué par une quête pour l'intégration à l'Union Européenne. Se basant sur les facteurs économiques et culturels, la Turquie, et à travers ce rapprochement, démontre de cette idéologie de pantouranisme, d'union entre les peuples turques, qui ne se limite pas aux frontières kémalistes géographiques et de politiques étrangères. En effet, en plus de cette base pantouraniste dans les affaires étrangères d'Özal, ce dernier va aussi opter pour un début de néo-ottomanisme dans les régions des Balkans et du Moyen-Orient musulman.

*-La politique étrangère turque des Balkans et le Moyen-Orient : le début du néo-ottomanisme :*

Le néo-ottomanisme ne fut développé qu'avec l'arrivée au pouvoir de l'AKP dans les années 2000, où le ministre des affaires étrangères Ahmet Davutoğlu dans son livre *Strategic Depth: Turkey's International Position* (2000), va définir ce concept comme base des relations entre la Turquie et les pays voisins, le définissant comme étant d'abord un *projet civilisationnel* (Tüysüzoğlu, 2014, p.92). Mais en fait, ce projet va débiter avec Turgut Özal, qui opte pour cette stratégie dans le but de créer une culture politique multiculturelle et socialement inclusive en paix avec la religiosité. Cette politique va se traduire dans les Balkans et les pays arabes du Moyen-Orient. Étant des ex-territoires de l'Empire Ottoman, et à majorité musulmane, Özal va entamer des relations économiques, commerciales et culturelles avec ces pays, et va s'ingérer même dans le conflit des Balkans à travers le NATO et le Sommet de Helsinki de 1992, car pour lui « Turkey is responsible in looking after the well-being of the Muslims in the Balkans » (Laçiner, 2003-2004, p.187).

Ainsi, Özal et à travers sa politique étrangère va se concentrer sur les piliers de l'économie, l'éducation et la culture, en espérant fournir un modèle de développement pour ces nouvelles républiques émergentes de l'ex-URSS et pour les pays voisins du Moyen-Orient (Bal, 1998). « Indeed, Özal argued that the "Turkish model" was much more suited to the region than the Iranian, Russian or Saudi models. He further argued that the Turkish model is better for Turkey, Turkic states, the West, even for Russia because it would stimulate development, secularism, democracy and stability in the region, and it would downplay fundamentalism and conflict » (*op. cit.*, p.188).

La Turquie veut ainsi, à travers son ouverture, devenir un modèle d'influence régional utilisant l'Islam dans le pantouranisme, ainsi que le néo-ottomanisme comme base de sa politique étrangère. Le projet GAP reflète en effet cette politique étrangère qui favorise dans son pilier économique l'exportation alors le néolibéralisme, dans son pilier social et législative des valeurs de démocratisation et d'ouverture tout en utilisant l'Islam, mais l'Islam turc séculaire et modéré. Dans son pilier culturel la notion d'identité tel que le pantouranisme, et l'histoire tel que le néo-ottomanisme. De même, ce modèle turc régional prône une modernisation et un développement durable socio-économique qui fut adopté dans divers pays à travers les investissements turcs. Le but est clair : faire de la Turquie, une puissance régionale émergente à capacité d'influence matérielle et de soft power. Subséquemment, le projet GAP dans ces réformes de 1989, représente le nouveau modèle turc Özalien qui ne se limite plus à l'échelle nationale comme fut le cas avec Kemal, mais devient un modèle d'influence et de puissance régionale.

Pour conclure ce chapitre, les réformes du projet GAP témoignent d'une reconstruction nationale et politique : les réformes néolibérales ont affecté ce projet pour répondre à une politique de laissez-faire, laissez-passer favorisant en même temps les exportations et la spécialisation économique. Mais aussi, cette réforme répond aux buts plus larges d'Özal : le développement de la région du GAP reflète de la démocratisation notamment envers la communauté kurde, de l'addition de l'éducation et de la culture comme nouveaux piliers du projet de l'eau pour favoriser à la fois un modèle de développement durable et répondre aux valeurs sociales européennes. Ce modèle turc qu'Özal voulait exporter au monde arabe et turc se reflète dans les réformes du projet GAP, pour devenir encore une fois un reflet de la reconstruction nationale et politique et une traduction d'une nouvelle stratégie de puissance, cette fois-ci, une puissance sortant du cadre traditionnel national kémaliste, pour toucher aux régions voisines.

Turgut Özal était à la fois optimiste et enthousiaste face à ces stratégies et politiques nationales et régionales le poussant à déclarer le XXI<sup>e</sup> siècle, « le Siècle de la Turquie » en adoptant le slogan *Adriyatik'ten çin Seddi'ne* ou *From Adriatic to the Chinese Wall* comme marque du début de l'émergence d'une puissance régionale turque. La question qui se pose toujours face à ces réformes : est-ce qu'Özal a réussi son projet et sa reconstruction nationale et politique? La réponse est loin d'être unanime et uniforme surtout que les années qui suivront son règne vont témoigner pour certains que cette ouverture économique, politique et sociale était « prématurée » (Rodrik, 1990) ou « reporté » surtout avec sa mort en 1993 (Karataşlı, 2015).

Toutefois, l'exemple de Hamdi Ulukaya, fondateur de *Chobani*, la marque de yaourt la plus vendue aux États-Unis depuis les années 1990, représente un des résultats de la politique d'Özal : d'origine kurde, Ulukaya a profité de l'ouverture turque pour immigrer et s'installer aux États-Unis en ouvrant une entreprise de produits laitiers, faisant de lui un millionnaire valant 2 millions de dollars américains d'après Forbes (Juin, 2019). *Chobani*, n'est pas la seule compagnie prospère d'origine turque qui exporte dans le monde, l'ouverture d'Özal va être reprise avec Recep Tayyip Erdoğan, chef de l'AKP au pouvoir depuis 2003, qui favorisera à son tour un plus grand rapprochement avec les pays arabe du Moyen Orient à travers des échanges culturels mais surtout économique à travers des entreprises, industries et multinationale agroalimentaire tel qu'Ülker qui submergera les marchés arabes par ses produits et surtout ses friandises.

La politique de reconstruction nationale turque se reflétant dans le projet GAP ressemble à la description du yaourt d'Ulukaya : elle peut être qualifiée de *douce* envers les communautés minoritaires nationales, les pays voisins et l'acceptation de l'influence et l'implémentation de l'agenda occidentale dans divers

piliers nationaux. Mais, elle peut être aussi *amère* envers la politique traditionnelle turque, les kémalistes et les années suivant la mort d'Özal, qui vont connaître des crises économiques, politiques et sociales nationales jusqu'à l'arrivée au pouvoir de l'AKP, remettant en question le travail et les politiques ozaliennes.

## PARTIE IV- CONCLUSION-

Dans ce chapitre de conclusion, nous allons synthétiser les propos de notre mémoire en répondant à notre question de recherche : Pourquoi le projet GAP dépasse-t-il le simple projet d'aménagement de ressources hydriques pour devenir un projet témoignant des changements historiques de la Turquie Moderne ? Ainsi, nous allons présenter un bref résumé de l'étude et souligner les points méthodologiques et analytiques importants de notre analyse et raisonnement.

Héritant d'un système ottoman dégradé et déchiré par des retards économiques, sociaux et politiques, la Turquie, depuis sa création en 1923, a été fortement guidée par cette ambition de modernisation notamment influencée par les pays européens. Cette quête fut traduite par la mise en place de plans d'industrialisation et de développement au niveau économique, et par des projets d'intégration et d'homogénéisation dans les sphères sociale et culturelle assurant ainsi l'application des normes occidentales de la construction nationale. Parmi ces projets réside le projet GAP d'aménagement de ressources hydriques et d'électrification proposé par Mustafa Kemal, le fondateur de la République Turque Moderne sous influence soviétique, mais qui a connu divers changements au cours des années incluant l'adoption du plan final dans les années 1970, toujours en vigueur aujourd'hui, et le début de la construction du Barrage d'Atatürk en 1983. La région du projet GAP correspond à environ 10% de la superficie de la Turquie et est habitée par environ 10% de la population turque.



Carte 3. Les sites des divers barrages du projet GAP du Sud-Est (Source : Kurdish Herald, Vol. 1 Issue 5, Septembre 2009).

Au départ, le GAP correspondait en 1930 à un projet d'aménagement de ressources hydriques des fleuves du Tigre et de l'Euphrate dans le but de répondre à la nécessité de l'électrification nationale sur une base hydro-énergétique, et en un aménagement de l'eau touchant à l'agriculture et l'irrigation. Mais au fil du temps, ce projet va être transformé et remodelé pour inclure dans les années 1980, sous l'ère de Turgut Özal, d'autres piliers et secteurs comme l'éducation, le transport et la santé, dans un but de développement régional, national et durable, avec une grande influence de l'agenda de développement international des années 1980 portée par des organisations comme l'UNDP.

Cependant le projet GAP, un des plus vastes projets au monde est aussi controversé par sa grandeur et ses ambitions. Les polémiques régionales et internationales touchent à la question du partage de l'eau de ces deux fleuves entre la Turquie, la Syrie et l'Irak, ainsi qu'à la menace sécuritaire d'un casus bellis avec la thèse de « Water War ». De même, au niveau national, diverses études ont impacté ce projet en terme écologique avec la salinisation et l'érosion des sols, l'inondation de sites historiques et culturels, et au niveau social et humanitaire avec les migrations et les déplacements internes forcés. A un niveau local, le projet GAP a fait face à des critiques touchant à son instrumentalisation quant à la question Kurde, surtout que la région du GAP au Sud-Est est majoritairement habitée par cette communauté. Ces critiques et débats académiques de la littérature du projet GAP semblent avoir ignoré la question de la base nationale de ce dernier et ses différentes motivations et intérêts en dehors de la question conflictuelle Kurde et de ses aspects en termes de sécurité et de développement régional socio-économique.

Afin de dépasser ces cadres d'études, j'ai principalement porté mon attention sur deux bases théoriques: le cadre de Nation Building de Rokkan (1971) qui se base sur quatre piliers ayant servi d'appui à ma sous-catégorisation méthodologique et au cadre de puissance dans ses diverses formes et capacités. Bien que le Nation Building complète le concept de State Building, l'intérêt porté au premier réside du fait que les réformes, entamées par les deux présidents, incluent la relation centre-périphérie grâce au remodelage identitaire national, culturel et économique. Plus tard, en rétrécissant le cadre temporel de mon étude, je me suis concentrée sur deux époques charnières du projet GAP : la fin des années 1920 - début des années 1930 qui concorde avec la présence de Mustafa Kemal au pouvoir, puis aux années 1980 qui démontrent un changement politique national avec Turgut Özal. Ainsi, j'ai principalement voulu comprendre comment le projet GAP reflète les constructions nationales et politiques en se basant sur les quatre piliers de Rokkan (1971). Également, je me suis intéressée aux des buts et des intérêts derrière ces constructions nationales reflétant ainsi le concept de puissance dans ses diverses formes.



Dans ce processus, je me suis appuyée sur deux sources majeures : la littérature grise, et la collecte de données archivistiques en Janvier 2020 dans la capitale Ankara en Turquie touchant aux réformes du GAP et aux réformes nationales kémalistes et özaliennes des deux époques.

De ce fait, j'ai pu démontrer qu'avec Mustafa Kemal, le projet GAP reflète les réformes du pilier économique de planification et d'étatisme, et surtout en sachant que ce projet est né de la volonté turque de suivre le système économique soviétique de planification économique de cinq ans dans un but d'industrialisation par substitution aux importations et à l'autosuffisance nationale. De même, ce projet reflète aussi cette nouvelle identité de turcisme dans les piliers de la culture et du droit, qui consiste à l'implémentation d'une homogénéisation, d'une unification nationale, et d'une modernisation et occidentalisation. De plus, ce turcisme met en évidence la souveraineté nationale et populaire comme base de cette communauté. Ainsi, cette construction nationale turque se reflète dans le projet GAP qui est à la fois une rupture avec le passé ottoman à travers le Nation Building et l'aménagement de l'eau, et une création d'une nouvelle identité nationale se basant sur la modernisation mais aussi sur une souveraineté nationale populaire turque incontestable.

D'autre part, j'ai pu démontrer qu'avec Turgut Özal, les réformes du projet GAP des années 1980 reflètent cette volonté et ambition turque d'intégrer le système international, que ce soit à travers l'adoption du néolibéralisme du Consensus de Washington comme système économique national - cela étant aussi lié à la récession économique turque et que le reste du monde subira suite au choc pétrolier des années 1970 – ou à travers l'implémentation d'un développement socio-économique soutenable et durable au niveau national turc et régional du projet GAP en coopération avec des agences internationales comme le UNDP. De même, ce projet de développement va se refléter dans le cadre culturel et législatif où la Turquie va implémenter des transformations garantissant des droits sociaux plus importants, communautaires et individuels, influencés par les principes européens, auquel la Turquie cherche à prendre part. Finalement, le projet GAP reflète aussi le modèle turc que Turgut Özal voulait exporter et « commercialiser » à l'étranger, dans des régions proches de la Turquie de par leur identité telles que les communautés et états historiquement liés à l'identité pantouraniste, ou bien dans les ex-territoires ottomans ayant en commun l'Islam et l'histoire ottomane introduisant ainsi un début de politique étrangère néo-ottomaniste. Le projet GAP matérialise ce nouveau modèle turc qui intègre une économie ouverte et un intérêt pour des secteurs sociaux comme la culture, l'éducation, les aides humanitaires et le développement durable.

Il est bien évident dans notre analyse que le pilier économique semble animé les préoccupations premières de ces deux ères de réformes avec, d'une part, l'industrialisation et la planification de Kemal,

et d'une autre, le néolibéralisme d'Özal. Mais, comme l'a bien démontré Rokkan (1971) dans sa théorie, les piliers incarnés dans le projet GAP se complètent en faisant en sorte que la réforme identitaire de turcification de Kemal vienne appuyer le but d'autonomisation et d'indépendance économique, et que le neo-libéralisme économique d'Özal s'accompagne d'une ouverture identitaire turque appuyant ainsi l'ambition de modèle régional.

Ainsi, ce cadre de construction nationale, qui se reflète dans le projet GAP, porte un regard sur un autre cadre: celui de concept de puissance. Ce dernier étant l'ambition essentielle et première des projets des deux présidents, il sera la cause derrière des constructions et réformes nationales. En effet, à son tour, ce concept change de nature et de définition avec l'évolution de l'histoire turque et par conséquent avec le projet GAP. La puissance, telle que définie par Mustafa Kemal, se réfère à la « capacité de faire » qui implique le respect de la souveraineté nationale turque menacée par sa nouvelle naissance et son héritage ottoman marqué par des interventions étrangères économiques et politiques. En effet, la construction nationale dans ces piliers économiques, culturels et identitaires va venir appuyer cette capacité de faire. Avec Turgut Özal, cette notion de puissance va s'expandre dans les années 1980 pour devenir la première pierre angulaire d'un projet de puissance régionale - porté ultérieurement par Erdoğan en 2002 et le parti de l'AKP – ayant pour but d'exporter le modèle turc ancré dans le projet GAP aux pays voisins musulmans et arabes sous l'influence d'idéologies telles que le pantouranisme et le néo-ottomanisme. Subséquemment, et à travers les réformes économiques du néolibéralisme et de la reconstruction de l'identité turque, cette nouvelle construction nationale viendra soutenir le projet özalien de puissance émergente régionale. Ainsi, le GAP reflète les constructions nationales et politiques qui présentent, avec Mustafa Kemal, un instrument de souveraineté nationale et, avec Turgut Özal, une ambition de puissance régionale.

Par conséquent, le projet GAP ne se limite pas au simple projet de développement et d'aménagement de ressources hydriques, et devient un projet témoignant des changements historiques de la Turquie Moderne en termes de constructions nationales et politiques et en termes de puissance.

Pour finir, la problématisation du projet GAP et son étude dans un cadre de sécurité nationale et d'instrument anti-kurde sont dues à son échec en tant que projet : le GAP n'a jamais abouti à ses ambitions, et a subi des changements et des planifications continuels.

En effet, et toujours d'après le projet GAP, à la fin de l'année 2014, 403,5 milliards de kilowattheures d'énergie électrique ont été produits, soit 74% de la capacité totale du projet GAP, constituant ainsi 47,8%

de la production totale d'énergie hydroélectrique de la Turquie. De même, au niveau de l'irrigation, seulement 23,6% des projets d'irrigation totaux ont été achevés à la fin de cette même année (Gap, Regional Development Administration, Présentation, 2014). Au niveau du développement socio-économique, et malgré les divers investissements gouvernementaux, les plans des années 1980 ont démontré aussi des limites quant à la disparition des organisations tribales kurdes qui contrôlent la population locale. De plus, l'inégalité d'accès à la propriété foncière est toujours répandue: des études indiquent que, dans les années 1990, environ 65% des agriculteurs possédaient environ 10% des terres tandis qu'environ 10% des propriétaires possédaient environ 65% des terres (Bilgen, 2018). Entre temps, entre 1980 et 2014, le gouvernement a dû apporter deux plans de planification du projet : le premier correspondant au Plan de développement régional 2002 du GAP prévu pour les années 2002-2010, et le second étant le Plan d'action du GAP en 2008 prévu pour la période de 2008-2012.

D'après Héraclite « On ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve ». Que ce soit dans le fleuve du Tigre et de l'Euphrate à travers le projet GAP, ou dans la politique nationale turque à travers les agendas politiques kémalistes et özaliennes, l'échec semble en être le résultat. Cette citation peut refléter le projet GAP qui, avec toutes ces années et évolutions, démontre d'une insuffisance voire même d'un échec dans ses politiques d'aménagements de ressources hydriques, ainsi que de ses politiques de développement socio-économique et d'infrastructures. Il est même probablement nécessaire de revoir le GAP dans ses politiques, objectifs et rendements afin de mettre en place un changement réussi et ainsi enfin achever ce projet historique turc. De même, cette citation peut raisonner dans les politiques et les agendas des gouvernements responsables de l'échec du GAP, mais aussi des défauts de leurs politiques nationales à grande échelle incluant les piliers de l'économie, de la culture, du droit et de la force ne correspondant pas nécessairement aux aspirations et besoins de la population, mais témoignant plutôt d'un idéalisme de puissance et d'un imaginaire national loin d'être réel.

## -RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES-

- Acar, F. (2002). Turgut Özal: Pious Agent of Liberal Transformation. 163-180. *Dans, Political Leaders and Democracy in Turkey*, dir. M. Heper et S. Sayari. New York: Lexington Books.
- Acar, F. (2008). *Turgut Özal*. Dir. M.Heper et S.Sayarı. Türkiye’de Liderler ve Demokrasi, Kitap Yayınevi. İstanbul.
- Adamopoulos, T., Akyol A. (2006). *Relative Stagnation alla Turca*. York University, Department of Economics, Toronto.
- Ahmad, F. (1993). *The making of modern Turkey*. Routledge. London.
- Ahmad, F. (2008). *From empire to republic: essays on the late ottoman empire and modern Turkey*. Volume 1. İstanbul Bilgi University Press.
- Ahmad, F. (2008). *From empire to republic: essays on the late ottoman empire and modern Turkey*. Volume 2. İstanbul Bilgi University Press.
- Alfini, N., Chambers, R. (2010). Words count: Taking a count of the changing language of British aid. *Dans Deconstructing development discourse: Buzzwords and fuzzwords*, dir. Andrea Cornwall et Deborah Eade. Practical Action Publishing et Oxfam.
- Akad, A.S. (2000). The Political Economy of Turkish Inflation. *Journal of International Affairs*. 54.
- Akagül, D. (1989). L'économie turque : de l'étatisme à une forme de libéralisme. *Dans, La communauté européenne et la Turquie devant la question de l'adhésion: approche culturelle d'une relation politique*. CEMOTI.8. 133-148. <https://doi.org/10.3406/cemot.1989.918>
- Almond G. A., Powell Jr, G. B. (1966). *Comparative Politics: A Developmental Approach*. Boston.
- Anderson, B. R. O. (2006). *Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism*. London. New York: Verso.
- Andropov, Y. V. (1983). *Sur le Chemin du Socialisme*. Pergamon Press.
- Aral, B. (2001). Dispensing with Tradition? Turkish Politics and International Society during the Özal Decade, 1983-1993. *Middle Eastern Studies*. 37 :1. 72-88.
- Aron, R. (1962). *Paix et guerre entre les nations*. Paris. Calmann-Lévy.

- Ataman, M. (2002). Özal Leadership and Restructuring of Turkish Ethnic Policy in the 1980s. *Middle Eastern Studies*. 38:4. 123-142.
- Aydingün A., Aydingün I. (2004). The Role of Language in The Formation of Turkish National Identity and Turkishness. *Nationalism and Ethnic Politics*. 10:3. 415-432. DOI: 10.1080/13537110490518264
- Aytemur, N. (2007). *The Populism of The Village Institutes: A Contradictory Expression of Kemalist Populism*. Thesis Submitted to The Graduate School of Social Sciences of Middle East Technical University.
- Babb, S. (2001). *Managing Mexico: Economists from Nationalism to Neoliberalism*. Princeton: Princeton University Press.
- Bal, I. (1998). The Turkish Model and The Turkic Republics. *Perceptions Journal of International Affairs*. 3:3.
- Balat, M. (2003). Southeastern Anatolia Project (GAP) of Turkey and Regional Development Applications. *Energy Exploration & Exploitation*. 21: 5&6.
- Barkey, K., Gavrilis, G. (2016). The Ottoman Millet System: Non-Territorial Autonomy and its Contemporary Legacy. *Ethnopolitics*. 15. 24-42. 10.1080/17449057.2015.1101845.
- Barry, M. (2013). *Material Politics: Disputes Along the Pipeline*. RGS-IBG Book Series.
- Berkes, N. (1954). Ziya Gökalp: His Contribution to Turkish Nationalism. *Middle East Journal*. 8.4. 375-390. Repéré Mars 28, 2020. <https://www.jstor.org/stable/4322635>
- Bilgen, A. (2018). A project of destruction, peace, or techno-science? Untangling the relationship between the Southeastern Anatolia Project (GAP) and the Kurdish question in Turkey. *Middle Eastern Studies*. 54:1. 94-113. <https://doi.org/10.1080/00263206.2017.1376186>
- Bozarslan, H. (1988). Traditionalisme ou nationalisme : réponses kurdes au régime kémaliste. *CEMOTI, Modernisation autoritaire et réponses des sociétés en Turquie et en Iran (II)*. 107-128. <https://doi.org/10.3406/cemot.1988.901>
- Bozarslan, H. (2016). *Histoire de la turquie contemporain*. 3e édition. La Découverte.
- Bruneau, M., Rolland, F. (2017). Les Kurdes et le(s) Kurdistan(s) en cartes. *Anatoli*. 8. 21-41 <https://doi.org/10.4000/anatoli.600>

Brunhes, J. (1920). *Human Geography: An Attempt at a Positive Classification, Principles and Examples*. Rand, McNally & Company.

Çandar, C. (2013). Turgut Özal Twenty Years After: The Men and the Politician. *Insight Turkey*. 15:2. 27-36

Carr, E. H., Cox, M. (2016). *The twenty years' crisis, 1919-1939: reissued with a new preface from Michael Cox*. Palgrave Macmillan. <https://doi.org/10.1057/978-1-349-95076-8>

Carey, J. P. C, Carey, A. G. (1971). Turkish Industry and the Five Year Plans. *Middle East Journal*. 25: 3. 337-354. Repéré Mars 7, 2020. <https://www.jstor.org/stable/4324778>

Casier, M. 2009. Contesting the 'Truth' of Turkey's Human Rights Situation: State-Association Interactions in and outside the Southeast. *European Journal of Turkish Studies*. 10. <http://journals.openedition.org/ejts/4190>

Centeno, M.A. (1993). The New Leviathan: The Dynamics and Limits of Technocracy. *Theory and Society*. 22:3. 307-335.

Chatterton, P. (2002). Be realistic: Demand the impossible. Moving towards "strong" sustainable development in an old industrial region?. *Regional Studies*. 36. 552–562

Chenery, H. B. (1982). *Industrialization and Growth: The Experience of Large Countries*. World Bank Staff Working Papers. 539. The World Bank. Washington, D.C. U.S.A.

Conca, K. (2005). *Governing Water: Contentious Transnational Politics and Global Institution Building*. Cambridge. MA: MIT Press.

Courmont B., Niquet V., Nivet B. (2004). Quelle évolution de la notion de puissance et de ses modes d'action à l'horizon 2030, appliquée aux États-Unis, à l'Europe et à la Chine? . Délégation aux Affaires Stratégiques.

Cragin, K., Chalk P. (2003). *Terrorism & Development. Using Social and Economic Development to Inhibit a Resurgence of Terrorism*. RAND.

Delli Priscoli, J., Wolf, A. (2009). *Managing and Transforming Water Conflicts* (International Hydrology Series). Cambridge: Cambridge University Press.

Deutsch, K. W. (1957). *Political Community and the North Atlantic Area*. Princeton University Press.

Daudel, C. (1990). Géographie, Géopolitique et Géostratégie: les termes de l'échange. *Stratégie*. 50.

Deutsch, K.W. (1953). *Nationalism and social communication: An Inquiry into the Foundations of Nationality (2e edition)*. Technology Press. Wiley.

Dohrmann, M., Hatem, R. (2014). Turkey's Fix for the "Kurdish Problem": Ankara's Challenges. *Middle East Quarterly*. 20. 49–58.

Dohrmann, M., Hatem, R. (2014). The Impact of Hydro-Politics on the Relations of Turkey, Iraq, and Syria. *Middle East Journal*. 68: 4. 567-583.

Ensaroğlu, Y. (2013). Turkey's Kurdish Question and the Peace Process. *Insight Turkey*. 15.2. 7-17

Erdoğan, S., Acar, E. (2012). Legacy of Turgut Özal and The Sustainable Transformation of Turkey with Ak Party Governments. *3rd International Symposium on Sustainable Development, May 31 - June 01 2012*. Sarajevo.

European Commission. Directorate-General for Economic and Financial Affairs. 2009. *Growth and economic crises in Turkey: leaving behind a turbulent past*. Economic Papers. 386. Belgium

Eyüboğlu, E. (1994). Discours inaugural de Mustafa Kemal au «Congrès Économique de Turquie», Izmir, 1923. Dans *Anatolia Moderna*, dir. Yeni Anadolu. Tome 5. pp. 101-115.  
<https://doi.org/10.3406/anatm.1994.919>

Fabre, E. (2004) De la géopolitique. Le point de vue des dictionnaires de géopolitique. *Cybergeo : European Journal of Geography*, Repéré Avril 29, 2019. <http://journals.openedition.org/cybergeo/3901>

Foucher, M. (1991). L'Europe centrale : actualité d'une représentation à géométrie variable. *Le Débat*, 63 :1. 36-41. Doi:10.3917/deba.063.0036.

Gibbs, D. (2002). *Local Economic Development and the Environment*. London: Routledge

Gray, C.S., Sloan, G. (1999). *Geopolitics, Geography, and Strategy*. Frank Cass, London.

Haas, E. (1986). What is Nationalism and Why Should We Study it?. *International Organization* 40:3. 707-734.

Harris, L. (2012). State as Socionaturel Effect: Variable and emergent Geographies of the State in Southeastern Turkey. *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*. 25-39.

Harris, L.M., Alatout, S. (2010). Negotiating Hydro-Scales, Forging States: Comparison of the Upper Tigris/Euphrates and Jordan River Basins. *Political Geography*. 29:3. 148-156. Repéré Mars 15, 2019.

<https://dces.wisc.edu/wp-content/uploads/sites/128/2013/08/Negotiating-Hydro-Scales-Forging-States-Comparison-of-the-Upper-Tigris-Euphrates-and-Jordan-River-Basins.pdf>

Harvey, D. (2005). *A Brief History of Neoliberalism*. Oxford: Oxford University Press.

Hatem, R., Dohrmann, M. (2013). Ankara's challenges: Turkey's fix for the Kurdish problem. *Middle East Quarterly*. 20. 49-58.

Heyd, U. (1976). *Foundation of Turkish Nationalism*. Publications of the Ministry of Culture. Ankara.

Hicks, N. (2001). Legislative Reform in Turkey and European Human Rights Mechanisms. *Human Rights Review*.

Hoffman, B. (1998). *Inside Terrorism*. New York: Columbia University Press.

Huntington, S. P. (1968). *Political order in changing societies* (Nouvelle ed. 2006). Yale University Press.

Huntington, S.P. (1971). The Change to Change: Modernization, Development, and Politics. *Comparative Politics*. 3:3. 283-322.

Jabbour, J. (2017). *La Turquie, L'invention d'une diplomatie émergente*. CNRS Éditions, Paris.

Jacobs, N.J. (2003). *Environment, Power and Injustice: A South African History*. Cambridge University Press.

Jongerden, J. (2010), Dams and Politics in Turkey: Utilizing Water, Developing Conflict. *Middle East Policy*. 17. 137-143.

Kankal, M., Nacar, S., Uzlu, E. (2016). Status of hydropower and water resources in the Southeastern Anatolia Project (GAP) of Turkey. *Energy Reports*. 2. 123-128. Repéré Février 6, 2020 <https://doi.org/10.1016/j.egy.2016.05.003>

Karataşlı, Ş.S. (2015). The Origins of Turkey's "Heterodox" Transition to Neoliberalism: The Özal Decade and Beyond. *Journal of World-Systems Research*. 21.2. <http://dx.doi.org/10.5195/jwsr.2015.8>

Karakus, S. (2010). *L'analyse du problème kurde en Turquie : le rôle du PKK dans la renaissance de la question kurde*. Mémoire. Montréal (Québec, Canada), Université du Québec à Montréal, Maîtrise en science politique.

Kearns, G. (2009). *Geopolitics and empire: the legacy of Halford Mackinder*. Oxford University Press Inc. New York.



- Kibaroglu, M., Kibaroglu, A., Halman, T. S. (2009). *Global security watch Turkey: a reference handbook*. Praeger Security International
- Krasner, S. D. (1983). *International regimes (Ser. Cornell studies in political economy)*. Cornell University Press.
- Laçiner, S. (2003). Ozalism (Neo-Ottomanism): An alternative in Turkish Foreign Policy? . *Journal of Administrative Sciences*. 1:1. 161-203.
- Lasserre, F., Gonon E., Mottet, E. (2016). *Manuel de géopolitique : enjeux de pouvoir sur des territoires*. 2<sup>e</sup> édition. Armand Colin. Paris.
- Levy, J. (1991) *Géographies du politique*. Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques. Paris.
- Liel, A. (2001). *Turkey in the Middle East: Oil, Islam, and Politics*. Harry S Truman Research Institute for the Advancement of Peace. ISBN: 978-1-55587-909-9.
- Lewis, B. (1962). *The emergence of modern Turkey*. Issued under the auspices of the Royal Institute of International Affairs. Oxford University Press.
- Mackinder, H. J. (2004). The geographical pivot of history (1904). *The Geographical Journal*. 170 :4. 298-321.
- Martinussen, J. (1997). *Society, State & Market: A Guide to Competing Theories of Development*. New Jersey: Zed Books Ltd.
- McCool, D. (1994). *Command of the Waters: Iron Triangles, Federal Water Development and Indian Water*. Tucson: University of Arizona Press.
- Mitchell, B. (2002). *Resource and Environmental Management*. 2nd edition. Prentice-Hall. Harlow. Essex.
- Molle, M., Mollinga, P.P., Wester, P. (2009). Hydraulic Bureaucracies and the Hydraulic Mission: Flows of Water, Flows of Power. *Water Alternatives*. 2. 328-349.
- More, C. (1984). *Les Kurdes aujourd'hui, Mouvement national et partis politiques*. Éditions l'Harmattan. Paris.
- Moreau, O. (2007). *L'empire ottoman à l'âge des réformes : les hommes et les idées du "nouvel ordre" militaire, 1826-1914*. Institut français d'études anatoliennes.

- Morgenthau, H. J., Thompson, K. W., Clinton, W. D. (2006). *Politics among nations: the struggle for power and peace. 7e édition*. McGraw-Hill Higher Education.
- Munoz, C. G. (1994). The state of research in archival science. *Archivum*. 39. 530-532.
- Murinson, A. (2006) The Strategic Depth Doctrine of Turkish Foreign Policy. *Middle Eastern Studies*. 42:6. 945–964. DOI: 10.1080/00263200600923526.
- Mylonas, H. (2013). *The Politics of Nation-Building: Making Co-Nationals, Refugees, and Minorities*. 10.1017/CBO9781139104005.
- Nestor, C.E. (1996). Dimensions of Turkey's Kurdish Question and the Potential Impact of the Southeast Anatolian Project (GAP): Part II. *The International Journal of Kurdish Studies*. 9. 35- 78.
- Nodia, G. (1994). Nationalism and Democracy. Dans *Nationalism, Ethnic Conflict, and Democracy*, dir. Larry Diamond et Marc F. Plattner. Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Nove, A. (1990). Planned Economy. Dans *Problems of the Planned Economy*, dir. J. Eatwell et al. Palgrave Macmillan, a division of Macmillan Publishers Limited.
- Nye, J. (1990). Soft Power. *Foreign Policy*. 80. 153-171. doi:10.2307/1148580
- O'Tuathail, G. (1996). *Critical Geopolitics: The Politics of Writing Global Space*. Volume 6. University of Minnesota Press. Minneapolis.
- Odyakmaz, N., Bagdadioglu N. (2008). Turkish Electricity Reform. *Utilities Policy*. 17. 144-152. doi: 10.1016/j.jup.2008.02.001
- Olçay Unver, I. H. (1997). Southeastern Anatolia Project (GAP). *International Journal of Water Resources Development*. 13:4. 453-484.
- Onis, Z. (2004). Turgut Özal and his Economic Legacy: Turkish Neo-Liberalism in Critical Perspective. *Middle Eastern Studies*. 40. 113-134. 10.1080/00263200410001700338.
- Overbeek, H., Van Apeldoorn, B. (2012). *Neoliberalism in crises*. Palgrave Macmillan.
- Özgüç, N. (1986) L'industrie en Turquie d'après les recensements industriels. *Travaux de l'Institut Géographique de Reims*. 49-61. <https://doi.org/10.3406/tigr.1986.1185>

- Ozok-Gundogan, N. (2005). Social Development as a Governmental Strategy in the Southeastern Anatolia Project. *New Perspectives on Turkey*. 32. 93-111.
- Pearce, D., Markandya, A., Barbier, E. (1991). *Blueprint for a Green Economy*. London: Earthscan
- Pye, L. W. (1962). *Politics, Personality, and Nation-Building*. Yale University Press. New Haven.
- Pye, L. W., Verba, S. (1965). *Political Culture and Political Development*. Princeton Legacy Library. ISBN: 9780691648880
- Quataert, D. (2005). *The Ottoman Empire, 1700-1922*. Cambridge University Press
- Raco, M. (2003). Sustainable Development, Rolled-out Neoliberalism and Sustainable Communities. *Blackwell Publishing*. 324-348.
- Ratzel, F., Butler, A. J., Tylor, E. B. (1896). *The history of mankind: with coloured plates, maps, and illustrations*. Macmillan and Co., Ltd.
- Rodrik, D. (1990). Premature Liberalization, Incomplete Stabilization: the Özal decade in turkey. NATIONAL BUREAU OF ECONOMIC RESEARCH. Working Paper No. 3300.
- Rokkan, S. (1971). Nation-Building: A Review of Models and Approaches. *Current Sociology*. 19:3. 7-38. <https://doi.org/10.1177/001139217101900302>
- Rosière, S. (2001). Géographie politique, géopolitique et géostratégie: distinctions opératoires. *L'information géographique*. 65 :1. 33-42. <https://doi.org/10.3406/ingeo.2001.2732>
- Rosière, S. (2007). Comprendre l'espace politique. *L'espace politique*. 1. 5-16. [http://www.espacepolitique.org/documents/pdf/EP1-2007\\_A.pdf](http://www.espacepolitique.org/documents/pdf/EP1-2007_A.pdf)
- Rüma, I. (2010). Turkish Foreign Policy Towards the Balkans: New Activism, Neo-Ottomanism or/so what?. *Turkish Policy Quarterly*. 9:4. 133-141.
- Sanguin, A-L. (1977). *La géographie politique*. Presses Universitaires de France. Collection Le Géographe. Paris.
- Selby, J. (2003). *Water, Power and Politics in the Middle East: The Other Israeli-Palestinian Conflict*. London. IB Tauris.
- Şen, F. (1993). Black Sea Economic Cooperation: A Supplement to the EC?. *Aussenpolitik*. 44:3.

- Shapiro, J. (2001) *Mao's War against Nature: Politics and the Environment in Revolutionary China*. Cambridge University Press. UK.
- Simon, D. (2008). Neoliberalism, structural adjustment and poverty reduction strategies. Dans *The Companion to Development Studies*, dir. Vandana Desai et Robert B. Potter. Hodder Education. Great Britain.
- Singer, M. (1983). Atatürk's Economic Legacy. *Middle Eastern Studies*. 19.3. 301-311. Repéré Mars 10, 2020. <https://www.jstor.org/stable/4282948>
- Smith, A. (1991). *National Identity*. Penguin Press. London.
- Spykman, N.J. (1938). Geography and Foreign Policy. *American Political Science Review*. 1. 28–50.
- Stoddard, T. L. (1917). Pan-Turanism. *The American Political Science Review*. 11.1. 12-23 <https://www.jstor.org/stable/1944138>
- Strange, S. (1994). *States and markets. 2e édition*. Pinter Publishers.
- Swyngedouw, E. (2015). *Liquid Power, Water and Contested Modernities in Spain, 1898-2010*, The MIT Press, Cambridge Massachusetts, London, England.
- Tamir, Y. (1995). The Enigma of Nationalism. *World Politics*. 47:3. 318-40.
- Toye, R. (2003). *The Labour Party and the Planned Economy, 1931-1951*. Royal Historical Society publication.
- Traité de Sèvres. 10 août 1920. <https://www.axl.cefan.ulaval.ca/asie/turquie-sevres.htm>
- Tüysüzöğlü, G. (2014). Strategic Depth: A Neo-Ottomanist Interpretation of Turkish Eurasianism. *Mediterranean Quarterly*. 25:2. DOI 10.1215/10474552-2685776.
- Ünver, H. A. (2015). *Turkey's Kurdish question: Discourse and politics since 1990*. London & New York: Routledge.
- Von Bogdandy, A., Wolfrum, R. (2005). *State-Building, Nation-Building, and Constitutional Politics in Post-Conflict Situations: Conceptual Clarifications and an Appraisal of Different Approaches*. Max Planck Yearbook of United Nations Law. 9. 579-613.

- Warner, J. (2008). Contested Hydrohegemony: Hydraulic Control and Security in Turkey. *Water Alternatives*. 2:1. Repéré Décembre 20, 2019. 271-288. <https://core.ac.uk/reader/29256898>
- Weber, M. (1921). *Economy and society: an outline of interpretive sociology*. Dir. (1968) E. Fischoff, H. H. Gerth, & A. M. Henderson, Trans., G. Roth & C. Wittich. Bedminster press.
- White, D., Wilbert, C. (2009). *Technonatures: Environments, Technologies, Spaces and Places in the Twenty-first Century*. Wilfrid Laurier University Press. Ontario. Canada.
- Whitehead, M. (2003). (Re)analysing the sustainable city: Nature, urbanisation and the regulation of socio-environmental relations in the UK. *Urban Studies*. 40.
- Willers, W. (1994) Sustainable development: A new world deception. *Conservation Biology*. 8.
- Williams, P. (2001). Turkey's H2O Diplomacy in the Middle East. *SAGE Publications*. 32:1. 27-40.
- Williamson, J. (1990). Latin American Adjustment: How Much Has Happened?. *Washington: Institute for International Economics*.
- Williamson, J., Haggard, S. (1994). The political conditions for economic reform. Dans, *The Political Economy of Policy Reform*, dir. J. Williamson. Washington DC: Institute of International Economics
- Williamson, J. (2009). A Short History of the Washington Consensus. *15Law & Bus. Rev. Am.*7. <https://scholar.smu.edu/lbra/vol15/iss1/3>
- Wittfogel, K. (1957). *Oriental Despotism. A Comparative Study of Total Power*. Yale University Press.
- Yilmaz, E. (2010). Ziya Gökalp's political sociology. *International Journal of Sociology and Anthropology*. 2:3. 29-33. <http://www.academicjournals.org/ijasa>
- Yasinok, M. K. (2000). Southeastern Anatolia Project. 2nd World Water Forum from Vision to Action, Turkey.
- Yilmaz, A. O., Uslu, T. (2007). Energy policies of Turkey during the period 1923–2003. *Energy Policy*. 35:1. 258-264. doi: 10.1016/j.enpol.2005.10.015
- Yuksel, I. (2006). Southeastern Anatolia Project (GAP) For Irrigation and Hydroelectric Power in Turkey. *Energy Exploration & Exploitation*. 24:4&5. 361-370.

Zeisler-Vralsted, D. (2015). *Rivers, Memory, and Nation-Building: A History of the Volga and Mississippi Rivers*. Berghahn Books. Repéré Mars 3, 2020. [www.jstor.org/stable/j.ctt9qd37p](http://www.jstor.org/stable/j.ctt9qd37p)

Archives. Margaret Thatcher Foundation. Speech at dinner for Turkish Prime Minister (Turgut Özal). 1986 Feb 18. Document: 106331. <https://www.margaretthatcher.org/document/106331>

Archives. Milli Kütüphane. Mustafa Kemal, Commission nationale turque pour l'Unesco. Ankara.

Archives de Milli Kütüphane, Ankara; Anıtkabir, Musée d'Atatürk et de l'Indépendance, Ankara Bozdağ, 2002,

Archives de Milli Kütüphane. Mustafa Kemal, discours du Congrès (1923). Ankara.

Archives de Milli Kütüphane. Voks. (1932). Ankara.

Archives de Milli Kütüphane. Ritter von Kral. (1938). Ankara.

Archives. TC Başbakanlık Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü (Directorate of State Archives). Project Document, UNDP- Government of Turkey. (1987). Ankara.

Archives. The Southeastern Anatolia Project GAP. (1990). Master Plan Study Final: Executive Summary. Volume 1.

Archives. The Southeastern Anatolia Project GAP. (1989). Master Plan Study Final: Master Plan Report. Volume 2.

Archives, UN/DESA Policy Brief #53, 2017.

Enquête de 2010: Birsen Gökçe, Aytül Kasapoğlu, Nilay Çabuk Kaya, and Zuhul Güler, Bölgesel Kalkınmanın Can Suyu GAP: Karşılaştırmalı Sosyal ve Ekonomik Yapı Araştırması (Ankara: GAP-BKİ and Sosyoloji Derneği, 2010).

Netflix. (2020). *Rise of Empires: Ottoman*. Docudrama.